

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Les révolutionnaires et le mouvement des gilets jaunes



- **Le 48^e congrès de Lutte ouvrière :**
Relations internationales • Situation intérieure •
Lutte ouvrière et les élections européennes •
Discussion sur les textes d'orientation •
Interventions des groupes invités • Conclusions



Au sommaire de ce numéro

Les révolutionnaires et le mouvement des gilets jaunes	1
Le 48 ^e congrès de Lutte ouvrière	8
Les relations internationales	9
La situation intérieure	24
Motion	30
Discussion sur les textes d'orientation (extraits)	31
Interventions des groupes invités (extraits)	37
Conclusions	64

Nos lecteurs trouveront sur le site de notre revue la correspondance entre *Lutte ouvrière* et le NPA à propos des élections européennes.

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 - BIB PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Les révolutionnaires et le mouvement des gilets jaunes

Ce texte est adapté d'une intervention faite au congrès de Lutte ouvrière, qui s'est tenu les 8 et 9 décembre dernier (voir ci-dessous, page 8), donc avant l'intervention télévisée de Macron le 10 décembre.

Au moment où le texte sur la situation intérieure a été écrit, début novembre, le mouvement des gilets jaunes était essentiellement virtuel. Il était impossible d'en prévoir le devenir et les conséquences. Mais sous la pression populaire, la situation politique et sociale change vite, et cela peut encore s'accélérer.

L'ÉVOLUTION RÉCENTE DU MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

Nous l'avons dit, ce mouvement n'est pas d'une ampleur exceptionnelle. Si l'on en croit les chiffres du ministère de l'Intérieur (287 000 manifestants le 17 novembre, 166 000 le 24 novembre, 136 000 le 1^{er} décembre), il aurait même tendance à se tasser. Mais comme on l'a vu le 1^{er} décembre, il est déterminé et explosif au premier sens du terme. Parce qu'il n'y a pas d'un côté les casseurs professionnels et de l'autre les gentils gilets jaunes qui manifestent pacifiquement. Les juges qui ont procédé toute la semaine aux comparutions immédiates de ceux qui ont été arrêtés samedi ont dû se rendre à l'évidence. Au lieu de casseurs, de pillards ou de factieux, ils

ont vu défiler à la barre des ouvriers, des artisans, des techniciens, des intérimaires, souvent venus de province.

Il y a de la révolte sociale et elle s'exprime aussi avec violence, le plus significatif dans le domaine n'étant pas forcément ce qui s'est passé sur les Champs-Élysées, mais par exemple au Puy-en-Velay et dans bien d'autres villes moyennes qui ont vu des barricades s'ériger pour la première fois depuis longtemps. Jusqu'à présent, et malgré la casse, le mouvement a conservé une large sympathie dans l'opinion publique. Cela peut basculer, mais jusqu'à présent ce mouvement reste très populaire.

Aussi limité soit-il, il est déjà riche d'enseignements pour nous. Nous répétons souvent que *« les gens peuvent se mettre en branle sans prévenir, que ceux qui n'ont jamais fait grève, qui ne s'intéressent pas à la politique, peuvent se révolter »*. Eh bien, nous y sommes ! Des gilets jaunes qui se mobilisent souvent pour la première fois de leur vie, et qui campent dehors depuis trois semaines, dans le froid et sous la pluie, ne veulent pas lâcher l'affaire malgré les concessions du gouvernement. Ils le disent eux-mêmes, le recul

du gouvernement aurait peut-être calmé la situation il y a un mois. Aujourd'hui, c'est trop tard parce que les revendications ne se limitent plus aux taxes, elles englobent désormais l'ISF, la CSG ou le smic. Et plus ça dure, plus les gilets jaunes osent formuler leurs exigences, ne serait-ce que parce qu'ils ont pris confiance en eux.

Face à la dynamique de la mobilisation, le gouvernement a toujours un temps de retard : quand il fait enfin une concession, les masses exigent déjà qu'il en fasse plus. Tout cela se passe à une toute petite échelle, mais cela donne une idée de la façon dont les choses peuvent s'approfondir et s'accélérer dans une période réellement révolutionnaire.

L'aspect frappant de cette mobilisation, c'est la détermination. Celles et ceux qui se mettent en bagarre pour la première fois de leur vie apparaissent bien plus déterminés que tous les dirigeants syndicaux réunis. Les traditions revendicatives que les organisations syndicales ont inculquées aux travailleurs – par exemple, les parcours de manifestation prévus en accord avec la préfecture, les AG où débarquent les chefs syndicaux que l'on

ne voit jamais sur le terrain et qui apportent la bonne parole – toutes ces habitudes servent à canaliser la colère derrière les appareils syndicaux.

Et même lorsque les travailleurs du rang sont en désaccord avec ce que les organisations syndicales proposent ou ne proposent pas, il leur est difficile de faire sans elles. De fait, en ce moment, ce sont les catégories les plus éloignées des tutelles syndicales qui font preuve de la plus grande combativité.

Depuis le début, il y a une importante limite numérique à ce mouvement : le plus grand nombre est resté passif et s'est contenté d'un coup de klaxon pour saluer les gilets jaunes. Le mouvement va-t-il tenir ? La dramatisation du gouvernement sur la violence, avec la psychose qu'il entretient depuis quelques jours, aura-t-elle refroidi les ardeurs des gilets jaunes ? Y aura-t-il des violences ? Quelles en seront les conséquences sur le mouvement lui-même et sur la politique du gouvernement ? Tout cela, nous le saurons dans les prochains jours.

UNE CRISE POLITIQUE MAJEURE

Mais ce qui est sûr, c'est que nous sommes dans une crise politique importante. Le texte sur la situation intérieure décrit le tangage qui secoue la Macronie depuis déjà quelques mois, avec la chute dans les sondages, les doutes des fidèles, l'affaire Benalla, les départs de Hulot et de Collomb. Depuis l'élection de Macron, nous défendons l'idée que son pouvoir est faussement stable. Macron a certes apporté une solution à la crise de l'alternance. Mais parce qu'il gouverne au profit de la grande bourgeoisie, non seulement il est incapable de répondre aux ravages de la crise dans les classes popu-

lares, mais sa politique ne peut que les aggraver.

Ce raisonnement, nous le faisons depuis le début, il est devenu aujourd'hui réalité. C'est monté crescendo mais on en est maintenant à ce que des commentateurs politiques envisagent sérieusement la chute du gouvernement.

La crise politique est là et elle est profonde. Que le gouvernement arrive ou pas à rétablir le calme, cette crise politique continuera. D'abord parce que Macron est largement discrédité dans la population et par là même, dans une certaine mesure, aux yeux de la bourgeoisie.

Du point de vue des possédants et de la bourgeoisie, Macron ne fait plus vraiment le job. Il avait tout pour plaire à la grande bourgeoisie, aux banquiers et compagnie, il y a dix-huit mois. Maintenant qu'il met le pays à feu, si ce n'est à sang, et ce, pour une broutille comme la taxe carbone, la bourgeoisie a quelque raison d'être moins contente de lui.

Ce que la bourgeoisie attend de son personnel politique, c'est qu'il gère la situation en assurant l'ordre social. C'est qu'il fasse passer la pilule d'une politique foncièrement favorable aux plus riches. Et les critiques que l'on entend de la bouche de vieux briscards du genre de Royal ou de Hollande, mais aussi de Cohn-Bendit, soutien de la première heure de Macron, qui pointent son inexpérience et son orgueil surdimensionné qui l'auraient empêché de reculer au moment où il le fallait, toutes ces critiques reflètent sans doute ce qui se dit aussi du côté de la bourgeoisie.

Cette crise est d'autant plus préoccupante pour la bourgeoisie que la défiance qui s'exprime vis-à-vis de Macron s'exprime aussi vis-à-vis de l'État. La légitimité de l'élection de Macron et les institutions sont contestées. Et le fait que les vio-

lences du samedi 1^{er} décembre, la casse et les affrontements contre les CRS, soient majoritairement compris et acceptés non seulement par les gilets jaunes eux-mêmes, mais y compris dans une large fraction de la population non mobilisée, montre la cassure d'une partie de la population avec l'État.

LA POLITIQUE DES PARTIS D'OPPOSITION

Du côté de l'opposition (extrême droite, droite, PS, LFI, PCF...) tout le monde tire à boulets rouges sur Macron. Après Dupont-Aignan et Wauquiez qui ont revêtu un gilet jaune, Hollande s'est fait photographier avec eux en prenant un plaisir manifeste à enfoncer le petit jeune qui lui a volé la place. La vengeance est un plat qui se mange froid, paraît-il. Eh bien, Hollande savoure.

Alors voilà, tous les politiciens que compte le pays font la leçon à Macron. Y compris ceux qui sont passés au pouvoir à un moment ou à un autre, et qui ont donc une responsabilité écrasante dans la situation actuelle. Ils prétendent tous avoir la solution pour mettre fin à la fronde sociale.

Cette unanimité et cette unité contre Macron avec les gilets jaunes, que tous disent comprendre, sont complètement fictives. Mais comme dans ce mouvement il y a effectivement tout qui s'exprime, et que bien des militants y interviennent pour le tirer dans tel ou tel sens, il n'est pas difficile pour eux de s'en revendiquer d'une façon ou d'une autre. Tant que le mouvement se focalise sur la politique fiscale injuste du gouvernement, sans s'attaquer à la bourgeoisie, chacun de ces partis pourra y défendre sa partition.

Cela dit, tous les partis d'opposition sont suffisamment responsables vis-à-vis de la bourgeoisie pour appeler au calme

CORENTIN CORGER OBJECTIF GARD



Manifestation à Nîmes, samedi 8 décembre 2018.

GETTY IMAGES-AA-ABACA



Manifestation sur les Champs-Élysées, samedi 8 décembre 2018.

social. Leurs demandes de démission de Macron (Dupont-Aignan, François Ruffin) ou du ministre de l'Intérieur Castaner (Le Pen), ou encore de dissolution de l'Assemblée nationale (Mélenchon) pour retourner aux urnes, sonnent radicales. Mais elles consistent surtout à proposer des solutions dans le cadre des institutions et pour en finir avec la rue.

Il est trop tôt pour dire dans quel sens politique ce mouvement va peser. Comment peut-il évoluer politiquement ? Certains gilets jaunes voudraient se transformer en parti politique. Certains ont explicitement dit qu'ils prépareraient une liste pour les élections européennes. Vu les difficultés de leur mouvement à se doter de porte-parole, cela paraît très ambitieux. Mais ce n'est pas impossible. En Italie, nous avons l'exemple du Mouvement 5 étoiles. Très hétéroclite, il s'est constitué à partir de 2009 autour de la figure de Beppe Grillo, qui a servi de ciment. Grillo n'avait, au départ, rien d'un militant, c'était un comique, un phénomène de télévision. C'est dire que les voies de structuration d'un mouvement peuvent surprendre.

En Espagne, le mouvement du 15M (des Indignés) de 2011 a donné naissance à Podemos. Ce mouvement était sans doute plus profond, plus massif et plus marqué à gauche que ne l'est pour le moment celui des gilets jaunes. En tout cas, l'éventualité qu'un nouveau courant émerge sur la base du plus petit dénominateur commun, qui pourrait être le dégagisme, c'est-à-dire le rejet des partis classiques, n'est pas à exclure.

L'autre possibilité, c'est tout simplement que le mouvement se désagrège sous des pressions politiques contradictoires. Dans les médias, tous les partis d'opposition tentent d'instrumentaliser le mouvement pour tirer la couverture à eux. Et cela ne se passe pas que sur les

plateaux de télé ! Il faut se comprendre sur l'expression mouvement spontané. Les gilets jaunes sont traversés par des influences politiques multiples. L'extrême droite y grenouille depuis le début. Certaines initiatives émanent d'ailleurs de militants de Debout la France (DLF) ou du Rassemblement national (RN). Cette influence, elle s'est vue sur le barrage de Flixecourt, dans la Somme, où le 20 novembre des gilets jaunes ont dénoncé six migrants cachés dans une citerne, et s'en sont vantés. Elle se voit avec la rumeur délirante sur l'accord de Marrakech qui forcerait la France à ouvrir ses frontières. Pour l'instant, ces prises de position antimigrants sont restées très minoritaires et les propos racistes ont souvent explicitement été rejetés par des gilets jaunes qui y étaient confrontés. Quant à l'omniprésence du drapeau tricolore, il ne serait pas juste de l'assimiler systématiquement à l'extrême droite. À l'opposé, on sent l'influence du PCF, de La France insoumise (LFI) ou de syndicalistes. En particulier dans les voix qui insistent sur les services publics.

Ce mouvement fait l'objet d'un combat politique et reflète les divisions qui existent dans la société. Qui tirera son épingle du jeu ? Mélenchon ou, à l'opposé, le RN ? Ce mouvement, qui a donné à des milliers de femmes et d'hommes le goût de l'engagement et de l'action collective, peut aussi faire naître des groupes d'affinité qui pourraient devenir, sous l'influence de quelques militants d'extrême droite racistes ou anti-immigrés, des groupes de choc contre les migrants ou contre le mouvement ouvrier. Nous trouvons toujours des choses sympathiques dans ce mouvement parce qu'il s'agit dans une large mesure de travailleurs qui se battent et avec qui nous pouvons discuter. Mais la plupart du temps, ce n'est pas avec nous qu'ils dis-

cutent et les influences les plus fortes sont celles des préjugés de toute sorte.

Les périodes de remontée des luttes donnent un sens aux politiques révolutionnaires comme aux politiques réactionnaires. Rien n'est écrit. Il s'agit d'un combat. Même si nous ne sommes pas de taille à influencer le cours des événements, nous nous devons de proposer une politique aux travailleurs dans cette situation.

NOTRE POLITIQUE VIS-À-VIS DES GILETS JAUNES

Notre conviction de marxistes est qu'il ne peut pas y avoir d'issue positive pour le monde du travail si la classe ouvrière n'intervient pas sur la base de ses intérêts de classe et surtout sur la base de ses perspectives de classe. Le prolétariat organisé dans les grandes entreprises est le seul à même de porter le combat contre la bourgeoisie et l'ordre capitaliste, à porter les perspectives révolutionnaires pour toute la société. Le paradoxe, c'est que les travailleurs qui peuvent le plus se battre sont, en ce moment, ceux qui le veulent le moins. Mais les choses ne sont pas figées. Quand cela commence à bouger, bien des perspectives s'ouvrent non seulement pour ceux qui sont dans l'action mais aussi pour ceux qui regardent. Alors il nous faut tout à la fois nous adresser aux travailleurs des entreprises où nous militons et à ceux qui participent au mouvement des gilets jaunes.

Les gilets jaunes constituent un mouvement disparate par sa composition sociale, qui réunit le monde du travail de la France rurale ou périurbaine, comme on dit, c'est-à-dire des salariés, des retraités, des chômeurs et beaucoup d'artisans, d'autoentrepreneurs, d'indépendants, parfois des agricul-

teurs, sans compter cette catégorie qui a fait masse dans de nombreuses villes, les motards, qu'il est bien difficile de classer. Cette composition fluctue selon les régions, selon les villes et même selon les différents points de blocage près d'une même ville.

Quant au prolétariat présent, c'est un prolétariat de petites entreprises, dispersé, bien souvent non syndiqué, et très lié au monde artisan et commerçant : les uns et les autres appartiennent aux mêmes familles, se côtoient en permanence dans les associations diverses et variées et partagent souvent le même niveau de vie. Des coiffeuses, des fleuristes, des artisans du bâtiment, ne vivent parfois pas mieux que les salariés au smic ; et bien des autoentrepreneurs vivent encore plus difficilement.

Alors tous combattent ensemble. Mais nous, c'est à la partie prolétarienne de ce mouvement que nous voulons d'abord nous adresser et proposer une politique, pas au mouvement dans son ensemble. Car il serait vain et erroné de vouloir repeindre les gilets jaunes en... gilets rouges.

Nous militons pour que les travailleurs en gilets jaunes aient conscience de leurs intérêts de classe, pour qu'ils se rendent compte qu'ils ont leurs revendications propres, que leur salaire est leur seule richesse et qu'il faut se battre pour lui. Nous militons pour qu'ils soient conscients du fait que, s'ils se cantonnent à la fiscalité, ils risquent de donner un coup d'épée dans l'eau. La plupart des gilets jaunes qui sont des travailleurs salariés ne se voient pas du tout se battre contre leur patron. Nombre d'entre eux estiment que leurs intérêts vont de pair et que le combat est à mener, non pas contre le grand capital, mais contre Macron et l'État. De fait, ils sont très éloignés des

idées de lutte de classe, voire les rejettent.

Si l'augmentation du smic est une revendication qui est un peu reprise par les gilets jaunes, c'est aussi parce que, dans l'esprit du plus grand nombre, elle s'adresse au gouvernement et à Macron bien plus qu'aux patrons. Et comme l'a déclaré le dirigeant du Medef, il n'est pas contre une augmentation du smic, à condition que ce soit l'État qui la paye ! Et c'est un peu ça qu'il y a dans pas mal de têtes.

Autrement dit, nous n'appelons pas, comme le NPA, à « fédérer les colères », nous visons à les séparer. Nous visons à séparer les dynamiques de classe représentées d'un côté par les travailleurs exploités, et de l'autre par les petits patrons. Nous cherchons aussi à opposer notre politique à celle que le RN peut proposer, et qui consiste surtout à ne jamais parler des responsabilités des capitalistes, ni à dire qu'il faut prendre sur les profits pour augmenter les salaires et embaucher. Voilà pourquoi nous ne sommes pas des gilets jaunes. Mais nous en sommes solidaires. Nous souhaitons que leur mouvement fasse vraiment reculer Macron et que cela soit ressenti comme une victoire pour tous les travailleurs.

S'adresser sur le terrain de la lutte de classe aux gilets jaunes qui sont des travailleurs n'est pas facile. Il faut trouver les mots, faire réfléchir, prendre le temps de s'expliquer. Les camarades qui le font depuis un mois en font l'expérience. Mais ce qui est aussi notable, c'est qu'ils ne sont pas rejetés. Nous discutons d'ailleurs aussi avec des artisans et des petits commerçants, y compris pour leur démontrer qu'augmenter les salaires n'est pas contraire à leurs intérêts, ce que certains sont tout à fait capables d'entendre. Malgré les difficultés et toutes les limites qu'il y a, nous tentons de faire

dans ce mouvement ce que nous faisons en permanence : élever la conscience de classe des travailleurs.

Ce n'est évidemment pas nous qui pouvons orienter politiquement ce mouvement. Et, encore une fois, ce n'est pas du tout notre but. Notre but est de nous adresser politiquement au monde du travail de ces villes moyennes et d'essayer de faire progresser leur conscience politique.

Des dizaines de milliers de personnes, appartenant en majorité aux classes populaires, bougent parfois pour la première fois de leur vie. Elles découvrent la solidarité de ceux qui luttent ensemble. Certains en sont complètement bouleversés. Ils apprennent à s'organiser, ils s'expriment, discutent, s'engueulent, que ce soit sur les revendications ou sur la façon d'agir. Ils découvrent les violences policières et la répression. Tout en expliquant que leur mouvement est apolitique, ils n'ont jamais fait autant de politique de leur vie. Ils font leur apprentissage. À commencer par le fait qu'on peut se lancer dans le combat, y compris sans les organisations syndicales, et que les travailleurs n'ont pas besoin d'avocats pour porter leurs revendications.

MILITER VIS-À-VIS DES TRAVAILLEURS DANS LES ENTREPRISES

Ce mouvement peut évoluer et rebondir, tant par son nombre que par son caractère social. La contestation, surtout si elle paraît victorieuse, est contagieuse. Cette semaine, outre les lycéens, les ambulanciers et les entrepreneurs du bâtiment sont montés au créneau. Et vu la crise économique et ses conséquences sur toute la société, il se peut que nombre de catégories sociales non prolétariennes prennent le mors

aux dents et se battent avec bien plus de détermination que les travailleurs contre la politique gouvernementale. Si c'est le cas, la classe ouvrière le paiera socialement et politiquement.

Toute notre politique consiste à faire en sorte que le centre de gravité de la combativité se déplace et que le prolétariat en devienne le centre. Mais dans l'état actuel des choses où le gros du prolétariat ne se sent pas vraiment impliqué, nous n'avons ni la taille ni le crédit pour influencer dans ce sens. Mais notre priorité reste le prolétariat concentré dans les grandes entreprises. Ces ouvriers sont attirés par les gilets jaunes, à l'exception peut-être des travailleurs immigrés, qui ont le sentiment de ne pas avoir leur place dans un mouvement majoritairement blanc, et dont ils craignent qu'il soit en partie raciste.

On connaît dans bien des entreprises des ouvriers qui, après le boulot, foncent sur tel ou tel barrage, ne serait-ce que pour y passer un peu de temps. Autant ils se posent le problème de participer aux gilets jaunes, autant mener la bagarre dans leur entreprise, contre leur patron, leur semble encore impossible. Nous ne savons pas si le mouvement des gilets

jaunes peut, comme la révolte étudiante de 1968, déboucher sur une grève générale, mais il faut en défendre la nécessité auprès des travailleurs, qui prennent justement 1968 comme référence.

Il ne s'agit pas de multiplier les appels à tel ou tel débrayage ou telle ou telle manifestation. Lorsque les travailleurs voudront réellement se mettre en grève, ils sauront le dire et le faire. Il faut surtout être là et discuter, faire de la politique, parler en communiste révolutionnaire. Même si nos camarades de travail ne veulent pas se battre, les discussions que nous avons aujourd'hui avec eux comptent double. Beaucoup se posent un tas de questions : que penser de ce mouvement ? Quel rôle peut jouer la violence ? Où peut-il aller ? Et si Macron démissionnait, qu'est-ce que cela changerait ?

Nous sommes dans une période propice à une politisation du monde ouvrier, plus propice que n'importe quelle campagne électorale. Parce qu'un tas de gens se posent le problème d'agir ou connaissent dans leur famille ou dans leur voisinage des gens qui se mobilisent. Alors il faut en profiter, faire de la politique, prendre le temps des discussions, proposer des réunions politiques, même s'ils sont peu nombreux.

Dans les entreprises, le mouvement des gilets jaunes permet d'avoir des discussions avec un milieu qui n'est pas politisé d'ordinaire. Dans beaucoup de sites, cette période se télescope avec les élections aux CSE. Il y a un tas de choses à faire sur le terrain syndical et nous ne pouvons y échapper. Mais nous devons faire de la politique.

LA POLITIQUE DES ORGANISATIONS SYNDICALES

Depuis que le mouvement a

commencé, les discussions sont vives dans les syndicats, parce que les directions comme les militants de base se déchirent sur la question. Toutes les confédérations ont utilisé le fait que certaines initiatives émanaient de Debout la France et qu'elles étaient soutenues par le RN pour fustiger le mouvement, pour s'en démarquer et le discréditer. Le secrétaire de la CGT, Martinez, a déclaré : « *Il est impossible d'imaginer la CGT défiler à côté du Front national.* » La CFDT et Sud ont eu à peu près la même politique. Cela revenait à coller une étiquette sur des dizaines de milliers de femmes et d'hommes, alors même qu'ils la refusaient eux-mêmes et qu'ils exprimaient des revendications légitimes.

En réalité, les directions syndicales étaient hostiles dès le départ car ce n'était pas leur initiative, et parce que de façon générale elles sont méfiantes et méprisantes vis-à-vis des masses. Cela rappelle l'attitude de la CGT vis-à-vis du mouvement étudiant en Mai 68. Dans le texte sur la situation intérieure, il y a tout un développement sur les freins et les poids morts que représentent aujourd'hui les organisations syndicales. Ce qui se passe là en est une dramatique illustration.

Depuis, elles auraient eu largement le temps de rebondir sur la situation pour lancer une campagne sur les salaires dans toutes les entreprises, pour s'activer, faire connaître ce qui se passe ici ou là sur les salaires... Eh bien, non, elles n'ont rien fait du tout.

Que l'on soit bien d'accord. Il ne s'agit absolument pas pour nous de demander aux confédérations syndicales de prendre la tête de ce mouvement. Nous sommes pour que les grévistes s'organisent eux-mêmes et dirigent eux-mêmes leurs grèves. Et ce n'est pas contradictoire avec le fait que nos camarades d'entreprise, militants



ou responsables syndicaux, se bagarrent contre l'attitude timorée des confédérations, en discutent et prennent des initiatives en tant que militants de la lutte de classe.

Dans l'apprentissage politique des gilets jaunes, des réflexes sains s'expriment, ne serait-ce par exemple que dans les réticences à désigner des porte-parole et à leur faire confiance. La demande d'un des porte-parole que la rencontre avec le Premier ministre soit filmée est peut-être aussi significative de cet état d'esprit. Derrière cela, il y a sans doute des combats partisans. Mais il y a aussi la volonté de gilets jaunes de contrôler, d'imposer la transparence pour que les choses ne se fassent pas dans

leur dos. Et si le gouvernement appelle cela de l'anarchie ou de la désorganisation, ce n'est pas notre cas. Il faut dire qu'à la différence des responsables syndicaux, qui accourent dès le premier coup de sifflet de Matignon, les porte-parole des gilets jaunes ne se précipitent pas pour s'asseoir autour de la table de négociation. Ils ont même posé un lapin au Premier ministre.

* * *

Tout, dans la société, pousse les travailleurs à penser qu'ils doivent en passer par des avocats ou des négociateurs professionnels. L'intérêt de la classe ouvrière est à l'opposé. Si de nombreux travailleurs font l'expérience qu'ils peuvent

s'organiser à la base et exercer une pression collective pour imposer leurs intérêts, s'ils font l'expérience qu'ils sont tout à fait capables de s'exprimer eux-mêmes, d'argumenter et de se battre, y compris sur les plateaux de télévision, contre des politiciens chevronnés, c'est déjà bien.

Et les gilets jaunes ont compris une chose, que les dirigeants syndicaux ont voulu faire oublier, c'est que l'essentiel est dans le rapport de force. Tout cela illustre ce que nous répétons souvent : les travailleurs ont des ressources extraordinaires, quand ils se mettent en branle, ils apprennent vite. Si le mouvement ouvrier organisé pouvait s'inspirer de tout cela, ce serait déjà bien !



Un rond-point à Saint-Étienne-du-Rouvray, près de Rouen, fin novembre 2018.

Le 48^e congrès de Lutte ouvrière

Ce numéro rassemble les textes et discussions du 48^e congrès de Lutte ouvrière. Celui-ci s'est tenu à huis clos en région parisienne, les 8 et 9 décembre. Quatre textes étaient soumis à la discussion et au vote des délégués :

- Contre le chaos de l'impérialisme en putréfaction, le programme de lutte de la classe ouvrière;
- Les relations internationales;
- La situation intérieure;
- Motion: Notre participation aux élections européennes.

Le premier texte avait été publié dans *Lutte de classe* (numéro 194, septembre-octobre 2018), et nous ne le republions pas ici. Nous publions en revanche ci-après les trois autres textes. Ces quatre textes ont été adoptés à l'unanimité, ce qui témoigne de la cohésion politique de notre courant.

Le texte sur la situation intérieure était antérieur au mouvement des gilets jaunes, et il l'évoquait à peine. En revanche, une grande partie des discussions ont tourné autour de ce mouvement et des tâches des révolutionnaires dans cette situation nouvelle. Nous avons adapté une partie de cette discussion en éditorial de ce numéro (« Les révolutionnaires et le mouvement des gilets jaunes »). Nous avons également reproduit ci-dessous des extraits des discussions et des conclusions du congrès.

Par ailleurs, le congrès a entendu les comptes-rendus de groupes invités, liés à Lutte ouvrière au sein de l'Union communiste internationaliste (trotskyste), et qui militent en Martinique et en Guadeloupe, à l'île de La Réunion, en Haïti, en Côte d'Ivoire, aux États-Unis, en Turquie, en Allemagne, Grande-Bretagne, Belgique, Espagne et Italie. Nous reproduisons ci-après de larges extraits de leurs interventions.

Enfin, le congrès a élu les organes de direction de Lutte ouvrière: comité central et comité exécutif. Mardi 11 décembre, notre porte-parole Nathalie Arthaud a tenu une conférence de presse pour évoquer les principales décisions de notre congrès. Notre hebdomadaire *Lutte ouvrière* en a rendu compte dans son n° 2628 (14 décembre), et nos lecteurs peuvent également en visionner des extraits sur notre site Internet (rubrique Multimédia).

14 décembre 2018



Les relations internationales

La persistance des tensions dans les relations internationales est l'expression de la durée et de l'approfondissement de la crise du capitalisme.

Le temps semble loin où, lors de l'éclatement de l'Union soviétique, les vedettes politiques des grandes puissances et les plumitifs à leur service annonçaient un avenir apaisé, voire, pour les plus stupides des augures, la fin de l'histoire.

L'opposition entre les deux blocs occultait à l'époque le fait que la véritable raison de la remise en cause continue de l'ordre impérialiste mondial résidait dans la nature même de cet ordre, basé sur l'oppression des peuples et plus fondamentalement encore sur l'exploitation et la concurrence capitalistes.

L'Union soviétique était présentée en Occident comme le principal facteur perturbateur de l'ordre mondial, alors pourtant que la bureaucratie dirigeante en était un des gendarmes, tout en cherchant à y préserver ses intérêts particuliers.

Un quart de siècle après la disparition de l'Union soviétique, les relations internationales ne sont nullement apaisées.

L'affrontement d'intérêts entre puissances impérialistes elles-mêmes apparaît aujourd'hui au grand jour. Quant aux relations entre les puissances impérialistes et la ma-

jorité sous-développée ou semi-développée de la planète, elles n'ont jamais cessé d'être ni d'apparaître comme des rapports de domination.

Les dirigeants des puissances impérialistes de seconde zone ne cessent de se revendiquer de ce multilatéralisme dont Macron essaie de se poser en champion.

Par multilatéralisme, ces gens-là n'entendent jamais le droit à la parole des autres nations capitalistes plus petites. La formule exprime, en termes diplomatiques, les lamentations des dirigeants politiques des impérialismes moins puissants qui subissent les diktats des États-Unis. Trump ne fait qu'énoncer, avec la brutalité qui caractérise le personnage, le rapport de force entre puissances impérialistes elles-mêmes.

DÉPENSES MILITAIRES ET MENACES DE GUERRE

Pour le moment, la guerre commerciale est plus verbale que réelle tant est grande l'interdépendance économique des pays capitalistes.

Les mesures envisagées ou déjà prises par les États-Unis

pour protéger certaines catégories de leurs entreprises capitalistes sont préjudiciables à d'autres, qui tirent profit de leurs sous-traitants ou fournisseurs de matières premières à l'étranger.

La simple annonce de mesures protectionnistes ou leur mise en œuvre partielle ont cependant, dans l'économie mondiale financiarisée, des effets sur les placements et déplacements de capitaux et contribuent à rendre l'économie plus chaotique.

Les guerres commerciales, même limitées à des hausses de taxes, au renforcement des barrières douanières et à l'établissement de quotas d'importation, avivent par elles-mêmes les tensions dans les relations internationales. Ces tensions ne se limitent pas à la diplomatie.

Les dépenses militaires mondiales ont atteint en 2017 la somme de 1 700 milliards de dollars. Elles ont représenté 230 dollars par habitant de la planète. Les dépenses d'armement en constituent une part importante. Cette somme fantastique est en croissance et a atteint un niveau jamais connu au temps de la guerre froide.

La production d'armements a toujours représenté un aspect



important du développement du capitalisme. « *Le militarisme*, affirmait Rosa Luxemburg, *accompagne toutes les phases historiques de l'accumulation (du capital)*. » Les commandes de l'État en armements, en infrastructures militaires ont de tout temps servi à élargir le marché pour les entreprises capitalistes et, en bien des périodes, elles en ont été le moteur. Avec le capitalisme arrivé au stade impérialiste, pour reprendre le constat de Rosa Luxemburg, « *le capital use toujours plus énergiquement du militarisme pour s'assimiler, par les moyens du colonialisme et de la politique mondiale, les moyens de production et les formes de travail des pays ou des couches non capitalistes* ». Les périodes de crise économique exacerbent cette tendance.

À l'échelle mondiale, la production et le commerce des armes représentent de longue date des débouchés pour les monopoles qui dominent la production d'armements. L'impérialisme français est un des principaux trafiquants d'armes à l'échelle de la planète.

Un des aspects, et non des moindres, du commerce des armes est qu'il participe du pillage des pays sous-développés au profit des puissances impérialistes. C'est une nouvelle forme de commerce trian-

gulaire: les puissances impérialistes (et quelques autres) font marcher leur industrie d'armement pour vendre aux dirigeants des pays sous-développés de quoi tenir en respect leur peuple. Ces dirigeants font payer à leur propre population les chars, avions et autres missiles dernier cri qui contribuent à maintenir le profit dans les industries liées au militarisme. Les dépenses d'armement faramineuses de nombre d'États de pays pauvres alimentent les trusts de l'armement et les banques des pays impérialistes.

Interventions militaires des puissances impérialistes contre des peuples dominés, guerres de rivalité entre puissances régionales ou guerres civiles d'opresseurs locaux contre leur propre peuple, les guerres n'ont jamais cessé sur la planète depuis la fin de la guerre mondiale. Elles constituent un débouché sans cesse renouvelé pour les capitalistes de l'armement, en même temps qu'un terrain d'essai pour leurs productions. Les industries liées à la guerre représentent une part importante du gaspillage des ressources de la planète et de la créativité de l'esprit humain.

Plutôt que de consacrer une part croissante de l'intelligence collective de l'humanité à améliorer les conditions d'existence

des hommes et à assurer un avenir maîtrisé à la planète, cette intelligence collective elle-même est dirigée contre l'homme. Signe à la fois des immenses capacités de l'homme et de leur détournement contre les intérêts de l'humanité: après la transformation de l'espace en terrain de manœuvres militaires, voici la cyberguerre qui devient un des aspects de la stratégie militaire.

L'accélération généralisée de la course aux armements est un sérieux indicateur des tensions croissantes dans le monde. La menace de la guerre n'est pas seulement une possibilité, découlant de la nature même du capitalisme, mais est une éventualité concrète, en tout cas aux yeux des responsables politiques et militaires bourgeois.

Il serait vain de spéculer sur la question: quelle guerre locale pourrait se généraliser?

L'avion russe abattu le 17 septembre 2018 au-dessus de la Syrie, par ses propres alliés du camp Assad, a beau rester un incident, tant les protagonistes ont cherché à le minimiser, il n'en reste pas moins symbolique de la situation de ce Moyen-Orient où s'entrecroisent sans cesse bandes armées, avions et missiles, émanant aussi bien de l'armée officielle syrienne que des rebelles et/ou des intervenants israéliens, russes, turcs ou américains. Cela ne signifie évidemment pas que n'importe quel incident peut se généraliser, et encore moins qu'il est susceptible de déboucher sur une conflagration mondiale. Pour que l'attentat de Sarajevo débouche sur la Première Guerre mondiale, il fallait des oppositions d'intérêts entre impérialismes autrement plus puissantes que la personne insignifiante d'un prince héritier des Habsbourg.

Pour le moment, personne n'est capable de déceler une ligne de fracture aussi visible que celle qui a partir de 1933,

c'est-à-dire l'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne, indiquait non seulement que la marche vers une guerre mondiale était commencée, mais même la configuration des camps qui allaient s'affronter.

Les traités de Versailles qui prétendaient clore la Première Guerre mondiale avaient en même temps annoncé la Deuxième Guerre mondiale, comme le dénonçait alors l'Internationale communiste. L'impérialisme allemand, grand perdant, a en quelque sorte été poussé, dans le contexte de la crise économique, à prendre sa revanche et à récupérer ses zones d'influence perdues.

L'histoire ne se répète jamais à l'identique. L'escalade guerrière pourrait consister en un élargissement des guerres locales, à l'image de ce qui s'est passé au Moyen-Orient.

De nombreuses zones de tension de par le monde se perpétuent et de nouvelles menaces de guerre apparaissent. Faut-il rappeler, en Europe même, les toutes récentes guerres dans les Balkans ou les conflits entre États issus de la décomposition de l'Union soviétique, la Russie et l'Ukraine en particulier, ou encore l'Arménie et l'Azerbaïdjan ? À une bien plus grande échelle, l'Inde et le Pakistan se trouvent toujours en état de belligérance, ce qui au Cachemire se traduit périodiquement par des affrontements armés.

L'équilibre impérialiste est sans cesse remis en cause.

CONTRE LE RECU RÉACTIONNAIRE, ÉVEIL POLITIQUE DU PROLÉTARIAT

L'évolution réactionnaire des choses, qui se traduit par une poussée vers l'extrême droite dans plusieurs pays, en particulier en Europe, vient de se concrétiser en Amérique latine avec la victoire électorale de

Bolsonaro, qui sera intronisé président du Brésil au 1^{er} janvier 2019. Dans ce pays qui a subi pendant tant d'années une dictature militaire féroce, aux ordres de l'impérialisme et dévouée aux privilégiés, la grande bourgeoisie et l'aristocratie des propriétaires terriens, cet ex-parachutiste d'extrême droite a été élu grâce à l'apport des voix d'une partie importante de l'électorat pauvre, y compris d'électeurs qui dans le passé avaient soutenu Lula.

Immense est la responsabilité de la gauche dans ce retour en arrière ! Le Parti des travailleurs de Lula et de Dilma Rousseff, au pouvoir pendant treize ans, a déçu, trahi les espoirs que les masses pauvres avaient mis en lui. Non seulement il les a désarmées politiquement, mais il les a poussées vers leurs pires ennemis. Confrontée à la crise économique et à ses conséquences, la gauche réformatrice au pouvoir a fait le sale boulot en gérant loyalement les affaires de la grande bourgeoisie et de l'impérialisme. Le travail accompli, un obscur politicien d'extrême droite n'a eu qu'à ramasser la mise. Et la hiérarchie militaire, responsable de vingt années de dictature féroce, apparaît absoute de ses crimes et peut même se payer le luxe de se poser en garante de la Constitution et de la démocratie.

Que soit dite également la responsabilité d'une grande partie de l'extrême gauche qui, par suivisme à l'égard du Parti des travailleurs, l'a cautionné pendant longtemps, au lieu de mettre en garde les classes exploitées contre un pouvoir qui se revendiquait des travailleurs pour les trahir au profit des possédants.

Indépendamment de la politique du futur pouvoir gouvernemental, le succès électoral de Bolsonaro représente déjà une menace immédiate. Dans ce pays marqué par la

violence des rapports sociaux, il encouragera les bandes armées, celles officielles de la police, celles des gangs dans les favelas, celles des grands propriétaires terriens dans les campagnes, à s'en prendre à ceux qui contestent leur ordre, à des syndicalistes, à des paysans sans terre, à ceux qui sont combattifs ou paraissent être des adversaires du régime.

Dans nombre de pays pauvres, l'évolution réactionnaire de la situation se traduit par la résurgence et, de plus en plus souvent, par l'installation de forces réactionnaires, ethniques ou religieuses, pour incarner, encadrer et dominer l'opposition latente à l'impérialisme.

La vague révolutionnaire de 1917-1919, qui a porté le prolétariat au pouvoir en Russie, a constitué une onde de choc dans les pays opprimés de l'époque. Les espoirs ouverts par cette vague révolutionnaire du prolétariat avaient cristallisé autour de la Russie révolutionnaire les multiples formes de révolte contre l'oppression impérialiste.

La vague révolutionnaire retombée, le stalinisme a transformé à l'échelle internationale les espoirs soulevés en illusions vis-à-vis de courants nationalistes radicaux. Pendant un certain temps, pour abuser leurs masses populaires, ces courants se sont dissimulés derrière le drapeau du communisme. Une première génération de dirigeants nationalistes, directement ou indirectement formés par le stalinisme, comme Mao Zedong, Hô Chi Minh ou Kim Il-sung, a fourni, en arrivant au pouvoir, une méthode à un grand nombre d'imitateurs issus de la petite bourgeoisie nationaliste, de l'Asie à l'Amérique latine en passant par l'Afrique, pour encadrer, diriger, canaliser les révoltes de leur peuple.

Le stalinisme ayant accompli son œuvre, la petite bourgeoisie



contestataire des pays opprimés a rejeté les mots même de communisme et de socialisme pour évoluer vers les formes les plus réactionnaires et les plus anachroniques du nationalisme. Une évolution qui s'est faite sur bien des années, à travers nombre de guerres d'émancipation, de guérillas, victorieuses ou pas, de l'Amérique latine à l'Afrique (Algérie notamment). La révolte populaire contre le chah d'Iran en 1979 a été la première à l'emporter sous la direction de forces réactionnaires avérées. La partie pauvre et opprimée de la planète a subi depuis bien d'autres formes de résurgences du passé, par lesquelles celui-ci se saisit du présent (fondamentalisme religieux, ethnisme, communautarisme). Sous leur inspiration et, en cas de succès, sous leur direction, la contestation de l'impérialisme est au mieux stérile, mais bien plus souvent forge de nouvelles chaînes pour les opprimés.

Seule la renaissance du communisme révolutionnaire et celle des luttes conscientes du prolétariat peuvent redonner une perspective favorable à

la lutte contre l'oppression impérialiste.

Aujourd'hui, un certain nombre d'intellectuels, plus ou moins conscients de la dégradation des relations internationales et de la menace de guerres qu'elle recèle, se perdent en conjectures pour tenter de deviner autour de quel axe se produira la future conflagration mondiale.

Les uns constatent, plus d'un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, que le camp occidental est en train de se reconstituer sous la direction des États-Unis, en réinventant plus ou moins la guerre froide contre la Russie. Il faut rappeler que l'Alliance atlantique (OTAN) a été créée contre l'Union soviétique. Elle n'a pas disparu à la dislocation de cette dernière. Après avoir intégré les ex-Démocraties populaires puis les pays Baltes, elle n'a jamais cessé d'être active en direction d'autres pays issus de l'éclatement de l'URSS, notamment la Géorgie ou l'Ukraine. L'OTAN demeure un des instruments de la reprise d'une forme modernisée de la politique de containment des États-Unis vis-à-vis de la Russie.

D'autres voient dans la Chine la principale rivale des États-Unis.

Depuis la victoire de la révolution qui a porté au pouvoir le régime de Mao, la Chine constitue incontestablement un problème pour l'impérialisme américain.

Nous n'avons pas l'intention de revenir ici sur l'évolution des relations entre la Chine et les États-Unis au cours des sept décennies passées. L'histoire récente a fait son deuil de ces années où le régime de Mao prétendait incarner le véritable communisme face au révision-

nisme de Khrouchtchev et de ses successeurs. Tout en gardant l'étiquette communiste et en ayant à la tête de l'État un parti qui continue à s'en revendiquer, le régime chinois a fini par abandonner pour une large part ce qui fit son originalité: son refus de se soumettre à la domination des puissances impérialistes.

Au cours des trente dernières années, la Chine est passée d'une économie étatisée et fermée vis-à-vis de l'extérieur à une économie relativement ouverte aux capitaux des puissances impérialistes. Tout en maintenant une forme dictatoriale, le régime autorise, voire favorise, l'accumulation de capitaux privés.

La Chine a réussi à s'assurer une présence importante sur le marché mondial. Son intégration dans l'économie capitaliste mondiale s'est cependant faite, dans une large mesure, par le biais de ce même appareil d'État qui lui a permis de résister pendant longtemps à la domination des puissances impérialistes.

Quels qu'aient pu être la politique et le langage de ses dirigeants, l'État chinois n'a pas été mis en place par une révolution prolétarienne. Il a toujours été l'instrument de la défense des intérêts politiques de sa bourgeoisie nationale, même à des époques où il a semblé coupé d'elle, à des époques où il défendait les intérêts généraux futurs de cette bourgeoisie contre les intérêts particuliers de certains de ses membres.

Héritage du passé maoïste ou, plus exactement, de la révolte populaire essentiellement paysanne qui avait porté Mao au pouvoir, la bourgeoisie chinoise renaissante dispose aujourd'hui d'un appareil d'État capable de résister à nombre de pressions de l'impérialisme. Plus que son étiquette communiste, à laquelle personne ne croit plus (les puis-

REUTERS



Le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un et le président sud-coréen Moon Jae-in ont échangé une poignée de main, vendredi 27 avril 2018, sur la ligne de démarcation militaire qui divise la péninsule.

sances impérialistes moins que quiconque), c'est la capacité qu'a cet État d'un pays encore largement sous-développé à résister à l'impérialisme qui fait son péché originel aux yeux de ce dernier.

C'est l'étatisme et la centralisation qui permettent aujourd'hui à la Chine à la fois de développer son économie et de se hisser parmi les premiers sur la scène internationale. C'est cet étatisme qui, s'appuyant sur la population la plus nombreuse de la planète, lui permet non seulement de devenir une puissance militaire et diplomatique, mais également d'étendre son influence dans nombre de pays pauvres, notamment en Afrique, concurrençant sur le plan commercial les ex-puissances coloniales.

Le projet de rétablir la route de la soie, la présence économique croissante de la Chine en Afrique, ses bases militaires à l'extérieur, notamment à Djibouti, nourrissent les fantasmes d'un impérialisme chinois menaçant pour la paix du monde. La menace ne vient cependant pas de la Chine, mais de l'impérialisme, en particulier américain. Ce n'est pas des navires de guerre chinois qui croisent au large de New York ou de Seattle, mais des bâtiments américains qui quadrillent la mer de Chine.

Et même si l'homologue asiatique de l'OTAN, l'alliance militaire OTASE, a été dissoute, la Chine reste toujours encerclée par un système d'alliances regroupant sous l'égide des États-Unis toute une partie de l'Est asiatique, de Taïwan au Japon en passant par la Corée du Sud ou les Philippines.

L'évolution des rapports entre les États-Unis et la Corée du Nord semble atténuer les tensions dans cette région qui a été le lieu d'un affrontement militaire à deux doigts de déboucher sur une guerre mondiale en 1950-1953.

Vestige de la guerre de Corée et plus encore de la division du monde en deux blocs, le régime de la Corée du Nord, dictature devenue héréditaire de la famille Kim, a su résister aux pressions impérialistes, en s'appuyant sur les sentiments anti-impérialistes de sa population.

Située à l'intersection des zones d'influence respectives de trois grandes puissances la Chine, l'Union soviétique devenue la Russie, et les États-Unis, ce qui paraissait une faiblesse constitue une force pour les dirigeants du régime. Le dernier en date de la famille Kim au pouvoir, Kim Jong-un, a tenté et jusqu'à présent réussi un coup de poker en se dotant d'un armement nucléaire pour

affirmer sa détermination à ne pas se laisser faire par les États-Unis. Le coup de bluff visait en même temps sa propre population, en lui permettant d'afficher son nationalisme tout en lui demandant des sacrifices. Il est probable qu'il l'a fait pour trouver, un peu comme le régime castriste à Cuba, une forme d'intégration dans l'ordre impérialiste, mais avec la préoccupation de ne pas trop en être la victime. Dans le monde impérialiste, les pays qui apparaissent faibles sont impitoyablement écrasés.

L'avenir dira si le calcul a réussi. Mais, là encore, plus que sa petite bombe atomique, ce qui assure la sécurité de l'État nord-coréen c'est que la Chine, la Russie et même l'impérialisme américain n'ont pas intérêt, en tout cas pour le moment, à courir le risque d'une crise qui impliquerait d'emblée trois grandes puissances, sans parler du Japon aux premières loges. Malgré la publicité autour de la rencontre entre Trump et Kim Jong-un, la région reste une zone de tensions parmi les plus graves de la planète.

LE MOYEN-ORIENT ET LE MAGHREB

Le Moyen-Orient reste le centre d'énormes tensions. Les appétits des diverses puissances pour ses richesses et leurs interventions militaires en ont fait un champ d'affrontement permanent, sur fond de destructions matérielles, de régressions et de souffrances pour les populations.

La guerre civile syrienne semble entrée dans sa phase finale avec l'offensive du régime sur la poche d'Idlib, où ont été concentrées les différentes milices rebelles, parmi lesquelles une majorité de groupes djihadistes. L'offensive militaire se combine avec la concertation entre le régime de Bachar al-As-

sad, la Russie et la Turquie, pour inciter cette dernière à retirer son appui à ces groupes et éventuellement à les accueillir sur son sol, en même temps probablement qu'un nouveau contingent de réfugiés.

La guerre est ainsi en passe de se conclure par une reprise de contrôle du régime de Damas sur presque tout le territoire syrien. L'intervention de la Russie à partir de la fin 2015 lui a permis de redresser sa situation militaire et d'éviter que le pays ne tombe complètement aux mains des milices, dont celles de l'organisation État islamique, et donc dans une situation totalement incontrôlable dont l'Afghanistan ou la Libye donnent l'exemple. La Russie a aidé les États-Unis à sauver l'ordre impérialiste, même s'il n'est pas question pour les dirigeants américains de l'en remercier.

Si cette intervention a évité aux États-Unis, et accessoirement à leurs alliés européens, que la Syrie et la région ne sombre dans un chaos total, le prix à payer pour eux est un renforcement de l'influence de la Russie et de l'Iran, à laquelle ils tentent de s'opposer. Les protestations des dirigeants américains et européens sous des prétextes humanitaires, leurs avertissements à la Syrie à propos d'un usage réel ou supposé d'armes chimiques, ne découlent pas d'une quelconque préoccupation pour le sort des populations. Elles n'ont pour but que d'assurer la présence des puissances occidentales en Syrie et dans la région.

Les dirigeants impérialistes ont préféré éviter une nouvelle intervention militaire directe au Moyen-Orient, après les revers subis en Afghanistan et en Irak. Ils se sont appuyés provisoirement sur les milices kurdes de Syrie et d'Irak, qui avaient leurs propres raisons de s'opposer à l'avancée des milices djihadistes, sans montrer

pour autant la moindre intention d'aller vers une reconnaissance des droits nationaux du peuple kurde. L'impérialisme continue de compter avant tout sur des puissances locales telles qu'Israël, mais aussi l'Arabie saoudite et ses alliés.

Le régime saoudien veut affirmer son rôle comme puissance régionale alliée des États-Unis, en particulier face à l'Iran. Il a rompu ses relations avec le Qatar, accusé de complaisance envers l'Iran avec qui il partage l'exploitation d'importants gisements pétroliers et gaziers. Les dirigeants saoudiens continuent aussi d'appuyer les milices djihadistes présentes en Syrie, et surtout ils poursuivent au Yémen, avec l'appoint des Émirats, une guerre catastrophique pour les populations. Pour cela ils ont bénéficié du soutien ouvert de l'impérialisme américain et de Trump en particulier, mais aussi du soutien plus hypocrite de la France. Sous le prétexte de s'opposer à l'influence croissante de l'Iran, c'est une fois de plus un pays entier qui est détruit, partagé en zones d'influence que se disputent les différentes milices, tandis que la population est plongée dans une détresse effroyable, des ONG estimant à plus de cinq millions les enfants qui y sont menacés de famine.

Dans la décision de Trump de remettre en cause l'accord sur le nucléaire iranien auquel était parvenu son prédécesseur, il y a d'abord le souci de faire obstacle à un renforcement de l'Iran et de son influence. Ce pays riche en pétrole, à la population nombreuse et éduquée, essaie depuis la chute du régime du chah de mener une politique relativement indépendante. La reprise des relations économiques avec les pays occidentaux permise par l'accord sur le nucléaire ne pourrait que le renforcer encore. En décidant de déchirer l'accord, l'im-

périalisme américain impose ses choix à ses partenaires occidentaux, mais aussi à ses alliés locaux. Ainsi la Turquie, qui tente depuis plusieurs années de mener une politique d'équilibre entre Washington et Moscou, s'est vu intimer l'ordre d'interrompre les relations avec l'Iran, même si elles sont déterminantes pour son économie. Trump y a ajouté des sanctions, en imposant des taxes sur les importations d'acier et d'aluminium turcs aux États-Unis. Pour symbolique que soit ce geste, vu le peu de poids de ces importations, il vise lui aussi à indiquer à la Turquie et aux autres régimes que l'impérialisme américain entend rester le patron de la région.

Le transfert, décidé par Trump, de l'ambassade américaine en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem a sans doute été motivé en grande partie par des raisons de politique intérieure, comme de satisfaire l'électorat juif et surtout évangéliste. Mais il s'agit aussi d'affirmer brutalement le soutien des États-Unis à ceux qu'ils considèrent comme leurs alliés les plus fiables au Moyen-Orient. Ainsi Trump ne veut même plus faire semblant de rechercher une solution équilibrée à la question palestinienne, à travers un processus de paix devenu depuis longtemps une fiction. La conséquence est d'encourager encore à l'intransigeance le gouvernement de Netanyahu et l'extrême droite israélienne, et de renforcer l'arrogance des partisans de la poursuite de la colonisation et de l'annexion de la Cisjordanie. Pour le peuple palestinien, la perspective de voir ses droits reconnus et d'avoir son propre État s'éloigne ainsi encore un peu plus. À Gaza, l'isolement du territoire et la politique punitive des dirigeants israéliens rendent la situation encore plus dramatique pour la population.

En Turquie, la décision du

président Erdogan de procéder à des élections anticipées en juin 2018 reflétait sa crainte devant la dégradation de la situation économique et sa peur de perdre le pouvoir si ces élections avaient lieu à la date prévue. Il a remporté les élections mais n'a pas évité la crise économique, qui s'est traduite durant l'été par l'écroulement de la monnaie turque. Au manque de confiance dans les perspectives de l'économie viennent s'ajouter le nouvel embargo imposé par Trump dans les relations avec l'Iran et les tensions avec les États-Unis. Après des années de croissance nourrie en grande partie par les crédits bancaires, les capitaux quittent la Turquie et entraînent une dépréciation monétaire semblable à celle que l'on constate dans d'autres pays dits émergents. De nombreuses entreprises, endettées en dollars ou en euros, sont maintenant en faillite. La chute brutale du pouvoir d'achat, la multiplication des licenciements, entraînent une aggravation rapide des conditions de vie de la population. La dictature d'Erdogan ne parvient

pas complètement à étouffer les réactions ouvrières.

En fait, l'aggravation de la situation sociale est perceptible à l'échelle de toute la région. La fin 2017 et le début 2018 ont été marqués en Iran par une flambée de révolte touchant essentiellement les couches populaires. Durant l'été, c'est en Irak que l'on a vu la population du secteur de Bassora se révolter contre une situation devenue intenable, en s'en prenant même aux partis et aux milices d'obédience chiite qui contrôlent la région. En Jordanie même, pays peu habitué à la contestation, des manifestations et des grèves ont eu lieu au mois de juin pour protester contre la détérioration des conditions de vie, amenant la démission du Premier ministre. Les guerres, les destructions matérielles, le chaos économique entraînent dans toute la région une aggravation parfois dramatique de la situation des masses populaires. Les surenchères et les affrontements nationalistes, communautaires ou religieux ne peuvent suffire à faire taire une contestation qui se manifeste maintenant

sur le terrain social.

Sept ans après, le « printemps arabe » a débouché sur une impasse. En Tunisie, en fait de révolution, on a assisté à un changement de façade du régime qui a tout au plus amené quelques libertés, mais aucune amélioration de la situation sociale. Celle-ci s'aggrave dans les trois pays du Maghreb (Tunisie, Algérie, Maroc), entraînant des révoltes dans certaines régions, tandis qu'une partie de la jeunesse prend la route de l'exil. En Égypte, la dictature de Moubarak a été remplacée par la dictature encore plus dure d'al-Sissi. En Syrie, la tentative de remettre en cause la dictature d'Assad a débouché sur une guerre civile telle que la victoire du régime peut apparaître aujourd'hui comme un moindre mal. En Libye, la contestation du régime de Kadhafi a été suivie d'une intervention impérialiste qui, sous prétexte de sauver la population d'un massacre, a fini par livrer le pays au chaos. La Libye est ainsi devenue le théâtre d'affrontements entre milices, derrière lesquels se profilent des rivalités entre impérialismes, notamment français et italien.

EBRAHIM NOROOZI / ASSOCIATED PRESS



Des manifestants crient des slogans contre l'effondrement économique, le 30 décembre 2017 à Téhéran.

Dans toute la région, pour s'imposer contre les peuples, la politique des puissances impérialistes a favorisé les forces les plus réactionnaires, au point de risquer souvent d'en perdre le contrôle.

De nouvelles explosions sociales sont inévitables. On ne peut prévoir quand et où elles pourraient se produire mais, en l'absence de forces révolutionnaires prolétariennes œuvrant pour arracher le pouvoir politique aux bourgeoisies locales et visant à remettre en cause l'ordre impérialiste à l'échelle de la région, elles risquent de mener à de nouvelles impasses.

LES ÉTATS-UNIS DE L'ÈRE TRUMP

Élu en 2016 en promettant de « *Rendre sa grandeur à l'Amérique* », c'est surtout sur le plan des propos réactionnaires que Trump s'est distingué. Cela fait des décennies que chaque administration américaine mène une politique plus à droite que la précédente. Mais alors que jusqu'ici les précédents présidents, démocrates ou républicains, mettaient un vernis socialement acceptable sur leurs mesures, Trump se vante des siennes, avec des propos racistes ou misogynes : mesures contre les droits des femmes, soutien aux policiers qui tuent des Noirs, propos insultants pour des sportifs noirs contestataires, nomination d'un suspect de viol à la Cour suprême, soutien affiché au lobby des armes à feu... Il n'est pas le premier président à séparer les enfants d'immigrants de leurs parents, mais il est le premier président à s'en vanter. Il s'inscrit donc dans une évolution déjà engagée vers la droite. Mais il donne du crédit à des attitudes racistes et sexistes anciennes. Il encourage ainsi l'extrême droite et aggrave des divisions qui existent dans la classe ouvrière. Il dissimule

aussi la dégradation de la condition ouvrière.

Au-delà de sa démagogie politicienne, Trump s'est avant tout appliqué à servir les plus riches du pays. Début 2018, il a fait adopter une réforme fiscale : les impôts vont être allégés de quelque 1 700 milliards de dollars au cours de la décennie à venir. Ces baisses seront réparties de façon inégale : plus de 1 400 milliards iront aux grandes entreprises et aux 5 % des individus les plus riches ; les 300 milliards restants seront partagés entre les 95 autres pour-cent. Comme les précédentes baisses d'impôts, sous Reagan, Bush et Obama, celles-ci alimenteront la spéculation et l'enrichissement d'une minorité.

Les marchés boursiers battent des records et bien des économistes bourgeois jugent eux-mêmes les cours excessifs. Et si un nouveau krach boursier se produisait dans les semaines à venir, les États-Unis auraient bien du mal à renflouer leurs banques comme ils le firent en 2008. Le déficit budgétaire augmente chaque année et la dette publique bondit. Alors que tous les ingrédients d'un nouveau krach sont réunis, Trump, les dirigeants du Trésor et de la Réserve fédérale, les banquiers et tous les grands capitalistes contemplant l'avenir avec inquiétude, certes, mais avec confiance : à la manière de ces passagers de première classe du Titanic qui écoutaient l'orchestre jouer tandis que le navire sombrait, en escomptant, eux, pouvoir profiter des canots de sauvetage, alors que les passagers de troisième classe étaient assurés de couler !

« *L'économie américaine est plus florissante que jamais. [...] Les demandes d'allocation chômage sont au plus bas en cinquante ans* », a fanfaronné Trump à la tribune des Nations unies. Le chômage s'établit officiellement à 3,9%, au plus bas



depuis 1969, un niveau deux fois inférieur à la moyenne des pays de la zone euro. Quand, sous Obama, le chômage était de 5-6 %, Trump lui-même disait qu'il était en réalité de 28-29 %, peut-être 35 %, voire 42 %... En réalité, la situation de l'emploi ne s'améliore pas. Il y a certes depuis 2010 des embauches. Mais toute une partie des travailleurs sont à temps partiel et sont, malgré un ou plusieurs emplois, sous le seuil de pauvreté. Alors que le taux de participation au marché du travail, qui mesure la part de la population qui a ou cherche du travail, était de 66 % en 2008, il est aujourd'hui de 62,7 %. 24 millions des adultes âgés de 25 à 54 ans en sont exclus. Et il ne s'agit pas que de mères de famille. La réalité c'est que, alors même que de plus en plus de personnes âgées sont obligées de travailler pour compléter leur maigre retraite, toute une partie de ceux qui sont dans la force de l'âge sont marginalisés, souvent après des années de précarité.

PORTÉE ET LIMITES DE LA POLITIQUE PROTECTIONNISTE

Trump s'est fait élire en multipliant les promesses protectionnistes afin de toucher l'électorat des classes populaires, victimes des suppressions massives d'emplois dans

l'industrie depuis quarante ans. Deux ans après, les élections de mi-mandat, le 6 novembre, permettront peut-être de voir si sa politique lui a conservé cette base électorale. Ceux qui, dégoûtés de Trump, de sa politique, de ses mensonges et des scandales qui entourent sa présidence, voteront démocrate, lui rendront peut-être la deuxième partie de sa présidence plus difficile. Mais rapprocher les démocrates du pouvoir n'entamera en rien la domination de la bourgeoisie américaine sur son État.

Pour l'instant, les mesures protectionnistes visent surtout la Chine, avec laquelle le déficit commercial américain s'est creusé, de 80 milliards de dollars en 2000 à 335 milliards

en 2017. Un nombre croissant de produits chinois sont désormais taxés ou contingentés à l'entrée du marché américain. La Chine riposte mais ses moyens sont limités : elle achète trois fois moins de biens et de services aux États-Unis que ceux-ci n'en achètent en Chine. Autrement dit, les États-Unis ont moins à perdre à un affrontement commercial. Avec l'Europe, la balance commerciale américaine est également déficitaire, d'une centaine de milliards de dollars, et Trump, en bon serviteur des intérêts des firmes de son pays, voudrait rogner les griffes de leurs concurrents. Il peut s'appuyer sur le fait que les États de l'Union européenne, quoiqu'associés dans

une union douanière, sont désunis et concurrents les uns des autres. Il peut aussi s'appuyer sur le rôle incontournable du dollar dans les échanges internationaux, qui oblige par exemple les grands groupes européens à obtempérer aux injonctions américaines de quitter le marché iranien. Il s'appuie enfin sur la puissance militaire américaine.

Parmi les mesures prises pour défendre les intérêts des bourgeois de son pays, Trump peut se prévaloir d'avoir obtenu la signature du Canada, après celle du Mexique fin août, sur une version révisée de l'Aléna. Si le nouvel accord n'est pas si différent de l'ancien, il entrouvre le marché agricole canadien aux produits des États-Unis, augmente la part des pièces automobiles produites dans ces trois pays contre celles produites en Asie, et introduit au Mexique quelques clauses antidumping social, qui ne protégeront ni les travailleurs du Mexique ni ceux des États-Unis.

Renforcer la position concurrentielle des États-Unis, plutôt que s'engager dans une vraie guerre commerciale, semble être au fond la politique de l'administration Trump. À ce stade par exemple, une grande partie des protections douanières qu'il a annoncées ne sont pas mises en œuvre. Si des capitalistes sont favorables à une hausse des droits de douane, la bourgeoisie américaine dans son ensemble ne souhaite pas une guerre commerciale. Et le Parti démocrate, qui la représente tout autant que les républicains, y est hostile. Les constructeurs automobiles du Michigan voudraient certes réduire la part des voitures coréennes ou japonaises sur le marché intérieur, mais la majeure partie de celles-ci sont fabriquées dans le sud des États-Unis. En outre, les constructeurs amé-



ricains ne veulent pas payer l'acier plus cher, fût-il made in USA! Et ils veulent pouvoir continuer à vendre leurs voitures dans le reste du monde. L'administration américaine est actuellement inondée de milliers de demandes de dérogations de la part d'entreprises qui ne veulent pas acheter de l'acier ou de l'aluminium surtaxé. Même une bonne part de ce qui est importé aux États-Unis depuis la Chine rapporte d'abord aux capitalistes américains, comme les iPhones assemblés en Chine, dont les profits vont d'abord à Apple.

Et puis, dans la guerre économique, les États-Unis disposent d'autres armes que les tarifs douaniers. Dans des échanges internationaux qui se font surtout en dollars, tout en consommant plus qu'ils ne produisent, ils peuvent imprimer de la monnaie, ou encore s'endetter pour financer leur déficit commercial. Enfin, si les États-Unis ont en effet perdu en trente ans 5,5 millions d'emplois industriels, soit 30% du total, la production industrielle du pays a augmenté de 60% dans le même temps. Les suppressions d'emplois sont d'abord causées par l'augmentation de la productivité et par la rapacité capitaliste.

Nous ne savons pas si les annonces récentes de Trump en matière de commerce international, en partie déterminées par les élections du 6 novembre, peuvent déboucher sur une escalade des mesures protectionnistes, escalade dont les conséquences seraient difficiles à prévoir. Nous savons en revanche que, pas plus que les travailleurs n'ont à gagner au libre-échange, qui est une facette de la politique économique de la bourgeoisie, ils n'ont à gagner au protectionnisme, qui en est une autre facette.

RUSSIE ET UKRAÏNE : ENTRE LE MARTEAU DE LA CRISE MONDIALE ET L'ENCLUME DES CRISES INTERNES

Plus d'un quart de siècle après la fin de l'Union soviétique, sa principale composante, la Russie, peine toujours à trouver sa place dans un monde capitaliste en crise. Cela d'autant plus qu'avec l'aggravation de cette crise, l'exacerbation des rivalités entre les grandes puissances qui dominent le monde réduit encore le peu de possibilités que de nouveaux venus – ces BRICS, dont la Russie fait partie aux côtés de la Chine, de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud – auraient de se tailler une place au soleil de l'impérialisme.

En ce sens au moins, les sanctions économiques et financières dont les États-Unis et l'Union européenne frappent la Russie depuis 2014, au prétexte de son annexion de la Crimée, répondent fondamentalement au même objectif que d'autres sanctions qui s'abattent notamment sur la Chine, dans le cadre de tensions commerciales qui s'aggravent.

Même quand la Russie a pu se retrouver en Syrie, un temps et pour des raisons qui lui sont propres, dans le même camp que les grandes puissances, une forme de guerre froide larvée n'a jamais cessé. Ce que le Kremlin présentait comme la reconnaissance de son statut de premier plan par la communauté internationale, en fait par les puissances occidentales, s'est réduit à lui octroyer le rôle de force d'appoint, certes décisive, dans la défaite militaire de Daech. Mais, une fois ce résultat obtenu, les États-Unis et leurs alliés se sont efforcés de contrer systématiquement, y compris par la force, la prétention de la Russie à établir son influence dans la région.

Non pas que la Russie représenterait une réelle menace

pour l'ordre impérialiste, mais parce que celui-ci, à l'heure où le monde capitaliste s'enfonce dans une crise à laquelle il ne voit nulle issue, ne peut que chercher à se soumettre toujours plus étroitement l'ensemble du monde.

Le président ukrainien Porochenko n'a pas dit autre chose quand, fin septembre, il a décrit son pays comme « *le flanc oriental de l'OTAN* » face à la Russie. Bien que Kiev ne soit pas (encore) membre de l'OTAN, Washington et ses alliés portent à bout de bras ce régime antirusse en qui ils voient une prise de guerre occidentale.

En réplique à cette perte de la seconde plus importante ex-république soviétique, le Kremlin a orchestré le « retour à la mère-patrie » de la Crimée en 2014 et la sécession de l'Est industriel de l'Ukraine, le Donbass.

Ce bras de fer entre la Russie et l'Occident par l'Ukraine interposée, déjà responsable de plus de 10000 morts, de centaines de milliers de réfugiés et d'immenses destructions, est un abcès purulent au flanc des sociétés russe et ukrainienne.

En Ukraine, il sert à justifier le fait que le pays se trouve livré à un déferlement nationaliste qui fait la part belle à l'extrême droite, au règne des bandes armées des oligarques-mafieux et à une corruption encore pire que du temps du président honni Ianoukovitch. Le régime a atteint un tel état de décomposition qu'à l'approche d'un nouveau scrutin présidentiel des voix en appellent à la restauration d'un pouvoir fort en Ukraine, à l'image de celle qu'avait menée Poutine dans la Russie laissée en ruine par Eltsine.

En Russie, le « retour pour toujours » de la Crimée a servi à Poutine dans son entreprise d'intoxication chauvine. Il en a fait une fête nationale, l'exhibant comme un trophée et le té-

DR



Manifestation de salariés des hôpitaux et de l'enseignement à Tcherépovets, ville industrielle du Nord-Ouest de la Russie. Sur des pancartes : « Je veux vivre au moins jusqu'à ma retraite ! »

moins de la grandeur retrouvée du pays, dans le but d'enchaîner la population au char de la bureaucratie russe et de lui faire oublier son sort, en tout cas l'envie d'en changer.

Cela a profité à Poutine en mars dernier : candidat à un quatrième mandat présidentiel, il a été réélu haut la main face à une brochette de concurrents venus faire de la figuration, après avoir écarté le seul politicien susceptible de lui faire de l'ombre, l'avocat xénophobe Navalny, pourfendeur de la corruption et héraut du marché, ce qui a fait de lui la coqueluche des petits bourgeois russes et des médias occidentaux.

Peu après ce triomphe électoral, et alors que le Kremlin célébrait un nouveau succès, l'accueil du Mondial de football, il se retrouva confronté, pour la première fois en deux décennies, à la contestation sociale, les autorités voulant reculer l'âge de départ en retraite de cinq ans pour les hommes et de huit ans pour les femmes.

Poutine, qui n'avait fait aucune allusion à cette réforme durant sa campagne, la

fit annoncer par son Premier ministre en juin : si le vacarme du Mondial ne suffisait pas à couvrir les mécontents, l'impopularité de la mesure retomberait sur celui qui l'avait annoncée. Deux précautions valent mieux qu'une, le Kremlin fit interdire les manifestations dans les grandes villes organisant les compétitions.

Une pétition syndicale réclamant l'annulation de la réforme recueillit trois millions de signatures en quelques jours. Sur la lancée, malgré l'interdiction, puis malgré la pause des congés d'été, se tinrent des rassemblements répétés de milliers, parfois de dizaines de milliers de personnes.

Les petits syndicats et partis catalogués d'opposition, qui se relayèrent pour donner un cadre à ces journées de mobilisation, ne s'adressèrent pas aux travailleurs dans les entreprises. Encore moins en les appelant à la grève, alors que le pouvoir attaquait la classe ouvrière en tant que telle. Face au rejet de la réforme, très largement partagé, la cote de popularité de Poutine s'effondrant,

ces syndicats et partis ne firent même pas semblant de chercher à ce que le mouvement s'étende au-delà d'une fraction limitée de la population active, car une protestation sociale et politique qui aurait pris de l'ampleur les aurait mis vraiment en porte-à-faux vis-à-vis du pouvoir.

Et à la fin de l'été, quand Poutine posa à l'arbitre au-dessus de la mêlée en promettant d'aménager la réforme à la marge, syndicats et partis d'opposition s'empressèrent de l'approuver.

Cela sonna la fin du mouvement. Mais il reste ce que certains des millions d'hommes et de femmes qui sympathisaient avec le mouvement, même s'ils n'ont pas pu ou voulu y participer, ont pu retenir de ce qu'ils ont vu durant ces trois mois. À savoir que le « bon tsar », son régime et ceux dont ils servent les intérêts – la haute bureaucratie, les oligarques – étaient prêts à les « faire travailler jusqu'à la mort », comme le dénonçaient tracts et pancartes ; et qu'il y a un antagonisme irréductible entre « eux » et « nous » ; et que

si eux, les nantis, les exploités, les parasites, ont l'État et des organisations à leur service, dont le parti du pouvoir, Russie unie, ce qu'il manque avant tout aux travailleurs c'est un parti qui défende leurs intérêts politiques, ceux de leur classe.

L'UNION EUROPÉENNE TARAUDÉE PAR DES CRISES

Plus de soixante ans après ce 25 mars 1957 où le traité de Rome institua le Marché commun européen, pour tenter de surmonter quelques-unes des conséquences du morcellement de l'Europe entre États nationaux qui étouffait leurs économies face à leurs rivaux disposant de vastes territoires, les États-Unis principalement, ladite construction européenne n'a enfanté qu'un misérable avorton, caricature dérisoire de ce que pourrait et devrait être l'unité des peuples d'Europe.

Tant que la concurrence entre bourgeoisies impérialistes d'Europe et des États-Unis n'a pas été exacerbée par la crise financière de 2008, l'Union européenne a fonctionné cahin-caha. Mais c'est précisément dans la période de crise et de compétition aggravée que les bourgeoisies d'Europe auraient besoin de s'unir pour résister à des rivaux plus puissants. Or, non seulement elles subissent pleinement la loi du plus fort, en l'occurrence des États-Unis, mais la prétendue construction européenne craque de toutes parts. Même la monnaie commune, présentée à l'époque de sa création comme un pas décisif, a montré lors de la crise de l'euro qu'elle n'était commune que nominale et que les capitaux spéculatifs pouvaient jouer l'euro des pays impérialistes, l'Allemagne et la France en particulier, contre l'euro grec, voire portugais et, demain peut-être italien.

Depuis la crise de 2008, l'Union européenne est toujours entre deux crises. La crise financière, bien que partie des États-Unis, a affecté autant et plus encore l'Europe. Crise de l'euro, mise au pas brutale de la Grèce, contestation de Bruxelles par les dirigeants des États d'Europe de l'Est du groupe de Visegrad, Brexit et ses conséquences, crise dite des migrants, c'est-à-dire réactions diverses mais abjectes des États de l'Union européenne autour du refus d'accueillir les migrants: la façade unitaire se décompose à vue d'œil, tantôt sur le terrain économique, tantôt sur le terrain politique.

L'Europe est aujourd'hui unie surtout par la crise économique et ses conséquences sociales et politiques. Partout, la bourgeoisie est à l'offensive contre la classe ouvrière, avec une intensité variable suivant les pays qui composent l'Union. Partout s'aggrave la pauvreté de ceux que la crise capitaliste a transformés en chômeurs.

Il y a évidemment une différence entre la situation des pays impérialistes d'Europe et les autres. L'égalité formelle entre les pays de l'Union dissimule dans une certaine mesure, mais ne met pas fin aux rapports de domination des pays de la partie impérialiste de l'Europe. La Grèce en est une illustration: ses classes laborieuses ont été saignées à blanc dans le cadre d'une politique d'austérité dont les principaux bénéficiaires ont été les banques allemandes, françaises et britanniques.

Les nationalistes ou les protectionnistes de tout poil, ici en France, ressortent périodiquement tantôt le plombier polonais, tantôt le camionneur bulgare ou roumain. Mais ils sont nettement moins diserts sur le fait qu'après avoir racheté celles des grandes entreprises de feu les Démocraties populaires qui leur paraissaient rentables, les capitaux des grandes

entreprises, dont Renault, PSA, Mercedes ou Toyota, continuent à profiter dans les pays de l'Est d'une main-d'œuvre compétente, mais payée deux à trois fois moins cher que dans les pays impérialistes.

Cela fait plus d'un siècle que l'économie d'Europe étouffe dans le cadre étroit des États nationaux. Et il y a un siècle Trotsky dénonçait l'incapacité des États européens à unifier le continent comme l'expression de l'incapacité de la bourgeoisie de faire quoi que ce soit dans le sens du progrès pour l'humanité.

L'Europe a payé par deux guerres mondiales la rivalité entre ses bourgeoisies impérialistes, chaque camp cherchant à imposer par la force et la violence guerrière l'unification du continent nécessitée par l'évolution économique.

L'état actuel de l'Europe, le choc des intérêts nationaux, l'incapacité des États non seulement à prendre des décisions unies, mais même à faire face à la dislocation, illustrent à quel point la construction européenne de ce demi-siècle était superficielle, fragile, parce que contradictoire et susceptible d'éclatement.

Les communistes révolutionnaires militent dans la perspective d'une unification de l'Europe, pour la suppression de toutes les frontières qui la morcellent. Cela ne s'oppose pas, bien au contraire, à ce que tous les peuples d'Europe soient responsables de leur propre avenir, en collaboration avec tous les autres.

Mais l'histoire montre, une fois de plus, que cette perspective ne peut se réaliser par des marchandages entre bourgeoisies nationales, mais seulement par le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie dans tous les pays du continent et par la prise du pouvoir par le prolétariat.



En Grande-Bretagne, 14 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, notamment dans les déserts industriels, comme ce village minier au Nord-Est de l'Angleterre.

Les débats politiques qui vont se dérouler au moment des élections européennes s'orientent vers l'opposition de deux camps, l'un pour pousser l'Union européenne plus loin, l'autre contre. Ce sera une discussion aussi biaisée que celle qui, en opposant la gauche à la droite, a tenu lieu ici en France d'expression de la démocratie. Les deux camps politiques qui se feront face se soucient aussi peu de l'Europe que de leurs peuples.

Il faut remarquer ici que la nuance qui sépare les dirigeants de Hongrie, de Pologne, de Slovaquie, d'Autriche et depuis peu d'Italie qui refusent d'accueillir des migrants sur leur sol, et ceux qui, comme Macron, prétendent se donner une image plus humaniste, est seulement l'hypocrisie plus grande de ces derniers. Si Orban dresse des barbelés sur le chemin terrestre des migrants, «l'humaniste» Macron refuse que les bateaux humanitaires qui secourent les migrants ac-

costent dans les ports français. Macron n'affiche pas le chauvinisme brutal d'un Orban. Mais subordonner l'accueil des migrants à une position européenne commune signifie, en clair, qu'il conditionne cet accueil à l'autorisation explicite de l'ensemble des chefs d'État de l'Union européenne, Orban compris.

Mettre en avant la liberté de circulation et d'installation dans n'importe quel pays d'Europe pour tout un chacun, qu'il soit né ou non sur le sol européen, fait partie des revendications de droits démocratiques élémentaires.

Bien au-delà de cette expression de solidarité élémentaire, les communistes révolutionnaires doivent combattre le rejet des migrants comme une des expressions de la décadence et de la pourriture de l'organisation capitaliste de la société. Ils doivent militer pour que les migrants soient intégrés dans la classe ouvrière et dans ses combats.

L'incapacité de l'Europe à s'unir n'est pas celle d'un homme, d'un parti ou d'un camp politique, mais celle de la bourgeoisie. Cette classe sociale n'est plus capable d'apporter quoi que ce soit de progressiste à la société. L'impuissance même de la bourgeoisie nourrit les fantasmes souverainistes en général et l'extrême droite en particulier.

Les communistes révolutionnaires combattent toutes les institutions de la bourgeoisie, qu'elles soient nationales ou européennes, au nom des intérêts politiques du prolétariat et de l'internationalisme. Présenter aux travailleurs, directement ou indirectement, l'État national bourgeois et sa souveraineté comme une protection contre l'Europe bourgeoise, à plus forte raison flirter avec les partis bourgeois qui s'affichent souverainistes, est une stupidité réactionnaire. Un des aspects les plus réactionnaires du règne de la bourgeoisie est le morcellement entre États na-

tionaux, alors que l'économie est de plus en plus socialisée à l'échelle du monde. C'est précisément cette socialisation à l'échelle du monde qui rend la révolution communiste non seulement possible mais indispensable pour tout développement futur maîtrisé de la société humaine.

CONSTRUIRE LE PARTI COMMUNISTE ET L'INTERNATIONALE RÉVOLUTIONNAIRES

La crise persistante du capitalisme n'est pas une énième crise cyclique de l'ère de la libre concurrence, dont le capital finit par se relever. Ce n'était déjà plus le cas à l'époque que Lénine décrit dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*: «*Ce n'est plus du tout l'ancienne libre concurrence des patrons dispersés, qui s'ignoraient réciproquement et produisaient pour un marché inconnu. (...) La production devient sociale, mais l'appropriation reste privée. Les moyens de production sociaux restent la propriété privée d'un petit nombre d'individus. Le cadre général de la libre concurrence nominale reconnue subsiste, et le joug exercé par une poignée de monopolistes sur le reste de la population devient cent fois plus lourd, plus tangible, plus intolérable. (...) Le développement du capitalisme en est arrivé à un point où la production marchande, bien que continuant de « régner » et d'être considérée comme la base de toute l'économie, se trouve en fait ébranlée, et où le gros des bénéfices va aux « génies » des machinations financières. À la base de ces machinations et de ces tripotages, il y a la socialisation de la production; mais l'immense progrès de l'humanité, qui s'est haussée jusqu'à cette socialisation, profite... aux spéculateurs.*»

La crise actuelle est une crise de civilisation. Elle pourrait tout,

des relations internationales jusqu'aux comportements individuels. Répondant aux sceptiques de son époque qui prétendaient que «*les conditions historiques ne seraient pas encore mûres pour le socialisme*», Trotsky affirmait dans le *Programme de transition*: «*Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres mais ont même commencé à pourrir.*»

Le capitalisme a survécu aux deux conflagrations mondiales qu'il a provoquées. Mais la rapidité avec laquelle la Deuxième Guerre mondiale a suivi la Première a montré à quel point la rémission avait été provisoire. La crise présente qui, avec ses hauts et surtout ses bas, se prolonge depuis le début des années 1970, la lente et suffocante plongée dans le marasme économique et politique témoignent du caractère tout aussi provisoire de la rémission consécutive à la Deuxième Guerre mondiale.

Mais si de rémission en rémission le capitalisme se survit, la vie sociale, elle, se meurt. À l'échelle de la planète, de 700 à 800 millions de femmes, d'hommes, d'enfants sont condamnés à la sous-alimentation, avec des accès de famine endémique, alors même que l'humanité a tous les moyens d'y mettre fin. La polarisation des richesses entre les mains d'une minorité de parasites qui monopolisent les grands moyens de production n'a jamais été aussi écrasante. Indice parmi bien d'autres des conséquences catastrophiques de cette polarisation: aux États-Unis, phare et incarnation la plus parfaite du capitalisme, qui dans les années 1960 détenaient de loin le record mondial de l'espérance de vie la plus longue, celle-ci se met à diminuer au point d'être inférieure à celle de plusieurs pays d'Asie, parce que, là-bas comme ici, la notion même de protection sociale est en train

de perdre toute signification.

L'humanité s'est remise des quelque 100 millions de morts et des destructions immenses de la Deuxième Guerre mondiale, par l'étatisme. Cet étatisme a été le fait d'États de la bourgeoisie. Pour sortir de la catastrophe, ils ont été contraints de se substituer au fonctionnement normal du capitalisme, à la concurrence individuelle et à la propriété privée. C'était d'une certaine manière l'hommage du vice à la vertu, l'expression de la tendance profonde de l'évolution économique et sociale vers des solutions collectives.

Face à l'aggravation de la crise de 2008, lors de la menace de krach financier, ce sont encore les États qui sont intervenus pour sauver la mise au capitalisme, contre les conséquences morbides de la financiarisation que son fonctionnement normal a engendrées. Cependant, malgré la thérapie étatique de plus en plus brutale, la gangrène du capitalisme continue d'empirer.

L'humanité n'est plus seulement menacée par les guerres locales, ou plus ou moins généralisées. Elle l'est par sa propre activité, même là où celle-ci n'a pas pour objectif la destruction. De nombreux scientifiques tirent la sonnette d'alarme et s'élèvent contre le réchauffement climatique, la pollution des océans, les destructions irresponsables et irréparables de l'environnement naturel, la montée des eaux, au point de craindre pour la survie même de l'humanité si des mesures ne sont pas prises.

Mais qui pourrait prendre ces mesures?

Les écologistes même les plus sincères qui évoquent ces menaces n'ont pas de réponse. Car cette réponse ne pourra venir que de la volonté collective d'une humanité maîtrisant sa propre vie sociale. Mais cela se heurte, à un niveau où à

un autre, à la propriété privée des moyens de production et à l'anarchie congénitale du mode de production capitaliste.

Jamais dans son histoire l'humanité n'a autant été confrontée à des problèmes qui ne trouveront de solution qu'à l'échelle de toute la collectivité humaine.

Jamais non plus les progrès de la science et des techniques, d'Internet aux communications quasi instantanées, n'ont donné aux hommes autant de moyens pour prendre des décisions collectives et pour les mettre en œuvre.

Jamais la contradiction entre les intérêts collectifs et les intérêts privés n'a eu des conséquences aussi menaçantes pour toute l'humanité.

Le prolétariat lui-même a été largement infecté par la morale, l'individualisme, les communautarismes de toutes sortes exsudés par le capitalisme en putréfaction. Lénine consta-

taut déjà: «*L'idéologie impérialiste pénètre également dans la classe ouvrière, qui n'est pas séparée des autres classes par une muraille de Chine.*» Il faisait ce constat dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, en pleine guerre mondiale. C'était au printemps 1916, un an seulement avant la révolution en Russie et la vague révolutionnaire qui s'ensuivit.

Car, en même temps, le prolétariat reste, comme il l'était au temps de Marx, la seule classe sociale que ses intérêts de classe opposent à la bourgeoisie et au système capitaliste. La seule classe aussi qui est objectivement portée vers le collectivisme. Lui seul peut être porteur de solutions collectives pour faire face aux défis auxquels est confrontée l'humanité.

Restent ô combien! d'actualité ces expressions du *Programme de transition*: «*Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire*

au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.»

La reconstitution de cette avant-garde révolutionnaire est aujourd'hui vitale. Reconstruire des partis et une Internationale communistes révolutionnaires, c'est-à-dire la IV^e Internationale, est la tâche fondamentale de notre époque. Les deux émergeront de la même prise de conscience: ce sera à la fois l'indice et l'instrument de son approfondissement à travers la lutte des classes exploitées contre les exploités. Cette lutte de classe devra aller jusqu'au bout, jusqu'au renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie à l'échelle du monde, jusqu'à son expropriation pour jeter les fondements d'un ordre social nouveau, sans classes, où l'humanité aura enfin la maîtrise de sa vie sociale.

3 novembre 2018





La situation intérieure

UN AN ET DEMI DE PRÉSIDENTIE MACRON

Pendant des décennies, la démocratie bourgeoise française avait trouvé, avec l'alternance gauche-droite, un équilibre permettant de canaliser les mécontentements vers le Parlement et les échéances électorales. La crise économique et les exigences de la bourgeoisie, qui veut en faire porter le fardeau aux classes populaires, ont amené les gouvernements de droite comme de gauche à se confondre dans une seule et même politique antiouvrière, faisant voler en éclats la mystification de l'alternance.

Élu à la présidentielle de 2017, Macron a mis fin au ronron gauche-droite, et a ouvert la perspective d'une recomposition du paysage politique, sa prétention étant de créer, sous l'étiquette progressiste, un grand pôle opposé au Front national. Pour y parvenir, il lui est nécessaire d'absorber une bonne partie de la droite et de la gauche, et de réduire à néant la concurrence de leurs vieux appareils. Il en est loin.

Son coup de maître à la présidentielle lui a certes permis d'engranger nombre de ralliements et de s'assurer une large majorité à l'Assemblée pour gouverner. Mais son pouvoir d'attraction s'use avec sa cote de popularité. Les médias qui avaient contribué à sa victoire s'interrogent désormais sur ce qu'ils appellent la gouvernance

Macron. La défiance s'est insinuée jusque dans son propre camp, comme l'ont montré les départs précipités de Hulot et de Collomb du gouvernement. Sans relever d'une crise du pouvoir, la succession de mini-crisis au sommet de l'État (affaire Ferrand, affaire Benalla, démissions et lenteur du remaniement, tergiversations sur le prélèvement à la source...) illustre sa fragilité.

Le discrédit et l'impopularité n'ont jamais empêché un gouvernement de poursuivre une politique antiouvrière. Hollande a attaqué le monde du travail jusqu'au terme de son mandat, quand bien même il était conscient de creuser sa tombe et celle de son parti dans l'électorat populaire. Macron prend le risque de creuser la sienne dans son électorat principalement petit-bourgeois.

Macron a en effet été soutenu, au premier tour, par la bourgeoisie, petite, moyenne et grande, et il a fabriqué une majorité parlementaire à l'image de ces bataillons. Mais il est d'abord l'homme de la fraction

dominante de la bourgeoisie et du grand capital financier. En découlent les mesures que l'on sait contre la condition ouvrière (ordonnances travail, CSG, APL, pacte ferroviaire, assurance chômage...), mais aussi toutes celles consistant à rogner sur les services publics et les infrastructures utiles à toute la population (hôpitaux, écoles, routes...).

Vu la nature de son électorat, il est probable que Macron pâtisse davantage de la hausse de la CSG, de l'augmentation des prix des carburants et de la limitation de la vitesse à 80 km/h,



ou de ses attaques contre les cheminots. La création, récente, d'un ministère de plein exercice de la Cohésion des territoires, censé réconcilier les élus locaux avec Macron, montre que le gouvernement s'in-



quiète de la fronde des notables des collectivités locales.

Si Macron veut être autre chose qu'un fusible de la bourgeoisie, l'essentiel lui reste à faire. Pour l'instant, il gouverne en apesanteur. Pour assurer l'existence d'un appareil partisan couvrant tout le territoire et capable de l'influencer en profondeur, il se doit de gagner un ancrage local, en s'attachant les services de nombreux notables locaux. Dans cette perspective, les municipales sont essentielles, et la campagne est déjà lancée dans bien des villes.

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE MAI 2019

Les élections européennes de mai 2019 sont à appréhender dans cette perspective. En elles-mêmes, en termes d'élu au Parlement européen et d'influence politique sur l'UE, ces élections n'ont pas grande importance. Mais, comme antichambre des municipales, elles en ont une. L'enjeu pour Macron est de redonner confiance dans sa bonne étoile et d'attirer des notables LR ou PS qui hésitent encore à franchir le Rubicon. Il se doit de sortir vainqueur des européennes. S'il échoue, son projet sera compromis.

Ce premier scrutin après le chamboule-tout de 2017 sera aussi important pour les par-

tis d'opposition. Dans un passage politique marqué par l'émiettement dans la gauche comme dans la droite, il mesurera et peut-être redéfinira les rapports de force politiques. Pour le Rassemblement national (RN), La France insoumise (LFI) et Les Républicains (LR), l'enjeu est de décrocher le titre d'opposant numéro 1. Pour les autres, et ils sont déjà nombreux à avoir annoncé une liste (Les Patriotes, l'UPR, Debout la France, le PS, Génération.s, EELV et le PCF), il consiste à sauver les meubles, voire à continuer d'exister dans une période d'instabilité politique.

Aux élections européennes de 2014, le Front national avait recueilli 24,4% des voix. Le Pen peut faire tout autant, si ce n'est mieux. Ceux qui se rassurent en se disant qu'elle s'est discréditée dans le débat de l'entre-deux-tours de la présidentielle, ou que ses démêlés judiciaires l'affaibliront, se leurrent. Loin de lui faire barrage, l'arrivée de Macron à l'Élysée n'a fait que différer la menace qu'elle représente. En menant la politique du grand capital, Macron alimente la colère et le désespoir qui font le lit de l'extrême droite dans les milieux populaires.

Les mêmes vents réactionnaires qui ont fait les récents succès de l'extrême droite dans le monde soufflent dans le sens de Le Pen. Le Brexit, l'élection de Trump, le succès de Bolsonaro au Brésil et l'arrivée de Salvini au pouvoir en Italie donnent un nouveau crédit à l'extrême droite, en prouvant qu'elle n'est pas vouée à l'opposition stérile. Même si rien dans la politique d'Orban ou Salvini ne règle les problèmes propres aux travailleurs et aux chômeurs, ils apparaissent comme ceux qui, au pouvoir, tiennent leur parole

en s'opposant aux migrants ou à l'UE.

Ajouté aux faits que les élections européennes donnent moins de prise au vote utile parce que, pour les électeurs, le scrutin est à la proportionnelle, qu'il a moins de conséquences politiques, et qu'il permettra de sanctionner Macron, tout indique que le vote en faveur du RN et des autres souverainistes du type de Dupont-Aignan ou Asselineau sera important.

Pour le parti Les Républicains, les élections européennes arrivent alors qu'ils n'ont pas réussi à recoller les morceaux de leur parti depuis l'échec qu'a constitué, pour eux, le premier tour de la présidentielle. L'électorat des Républicains et ses notables sont déchirés, entre l'attraction exercée par Macron d'un côté et celle de Le Pen de l'autre. Wauquiez, qui a pris la tête du parti, a tranché pour une ligne calquée sur celle du RN. Mais de multiples contestations se font entendre. La campagne des européennes peut renforcer ces tendances centrifuges.

Si Péresse souhaite conserver et consolider l'Europe des vingt-huit, Wauquiez défend quant à lui le retour à une Europe des douze, se limitant à un marché commun. De son côté Retailleau (président du groupe LR au Sénat) revendique une position encore plus souverainiste. À l'heure actuelle, ce parti n'a toujours pas défini sa ligne politique. Et choisir une tête de liste semble relever de la quadrature du cercle.

Mélenchon et son parti veulent faire du scrutin un référendum anti-Macron. Leur positionnement sur l'Europe sera dans la continuité de ce que Mélenchon a défendu en 2017: une remise en question et une refondation des traités européens, jugés incompatibles avec le programme du parti (plan A) et, en cas d'échec de la négociation, la sortie de la France de l'Union européenne

(plan B), position résumée par le slogan : « L'UE, on la change ou on la quitte. »

Mélenchon est d'autant plus à l'aise pour surfer sur les préjugés antieuropéens dans le monde ouvrier qu'il n'a qu'à s'appuyer sur le travail accompli par le PCF. C'est en effet celui-ci, avec le poids qu'il avait dans la classe ouvrière, qui a des années durant fait passer les idées nationalistes et protectionnistes pour des idées du mouvement ouvrier.

De fait, il est difficile de distinguer les sorties de Mélenchon contre une « Europe qui ne laisse pas de place à une souveraineté pleine et entière des peuples » de celles de Le Pen. Sur ces questions, par son nationalisme revendiqué, Mélenchon continue à brouiller la conscience de classe des travailleurs.

Aussi nocives pour la classe ouvrière sont les illusions qu'il véhicule sur la possibilité d'un bon gouvernement pour les travailleurs, et donc sur les élections. Malgré ses multiples tentatives, la dernière en date étant l'appel à une marée populaire en vue de constituer un nouveau Front populaire, Mélenchon n'a pas réellement avancé sur la voie d'unifier la gauche autour de lui. Même affaiblis, et en partie décomposés, les vieux appareils que sont le PS et le PCF, avec leurs milliers d'élus locaux, résistent encore à l'OPA de Mélenchon. En vue du prochain congrès du PCF, la direction sortante a été mise en minorité, le texte majoritaire voulant que le PCF refuse « d'être le porteur d'eau à Mélenchon ». Mais celui-ci, le PCF ou Hamon défendent tous les mêmes perspectives électoralistes, contrairement aux intérêts des travailleurs.



LA PARTICIPATION DES COMMUNISTES RÉVOLUTIONNAIRES

Les communistes révolutionnaires devront être présents dans ces élections. Dans cette période marquée par la montée des protectionnismes et par les attitudes de plus en plus abjectes vis-à-vis des migrants, nous aurons à défendre les valeurs du mouvement ouvrier révolutionnaire, à commencer par l'internationalisme.

Nous devons combattre les idées et les positions réactionnaires qui se déclineront aussi autour de la sortie de l'Europe ou de la rupture avec les traités européens. Même présentées sous un vernis internationaliste, même défendues par des partis de gauche, ces idées ne peuvent être distinguées de celles des souverainistes et interprétées autrement que comme un appel au repli national. Elles ne peuvent que tromper les travailleurs sur leurs véritables ennemis et sur le combat à mener.

Macron d'un côté et l'extrême droite de l'autre ont tout intérêt à laisser croire qu'il n'y a que deux camps : celui des progressistes européens et celui des souverainistes. C'est, pour les travailleurs, le nouveau leurre qui se substitue à la fausse op-

position gauche-droite, car il cache des politiciens profondément d'accord pour défendre l'ordre social capitaliste, la propriété privée et la domination de la bourgeoisie sur la classe ouvrière.

Les contradictions qui ont présidé à la construction européenne – profiter d'un marché plus large tout en protégeant son marché national – sont toujours présentes et font de l'UE l'objet d'un bras de fer permanent entre dirigeants bourgeois, qui en plus tolèrent mal que celle-ci se mêle de leur politique intérieure. Il y a les intérêts des différentes bourgeoisies européennes qui divergent et parfois s'opposent. Mais il y a aussi le jeu des cliques politiques rivales qui traduisent ces divergences d'intérêts et les amplifient. Chacun voudrait que l'Europe serve d'abord et avant tout ses propres intérêts.

La renégociation ou la rupture avec tel ou tel traité est le reflet des rapports de force changeants entre bourgeoisies nationales et entre coteries politiques. Ce sont des mots d'ordre bourgeois, qui ne peuvent même pas être une étape du combat des travailleurs puisqu'ils ne se situent pas sur le terrain de la lutte de classe.

Comme en témoigne le Brexit,

l'Europe peut se défaire sous la poussée de politiciens démagogues. Mais la dictature du capital sur les travailleurs n'en sera en rien entamée, car celle-ci est fondée sur l'appropriation des moyens de production par la minorité capitaliste. Les États nationaux et cet avorton d'État européen qu'est l'UE ne sont pas à l'origine du monopole du capital par la grande bourgeoisie; ils ne font que le servir et le protéger.

Tout le jeu démocratique consiste à masquer, derrière la variété des partis et des options politiques bourgeoises, la dictature de la classe capitaliste sur la société et sa responsabilité dans un système à l'agonie. Dans cette période de crise et de réaction, les communistes révolutionnaires doivent souligner la faillite du réformisme et aider les travailleurs à tirer les conclusions révolutionnaires qui s'imposent: pour ne pas être voués à la déchéance sociale, les travailleurs devront exproprier la bourgeoisie et prendre le pouvoir entre leurs mains.

En 1935, Trotsky, dans *Où va la France?* expliquait: «*La thèse marxiste générale: les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire, prend à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus immédiate et la plus brûlante. Les capitalistes ne peuvent céder aux ouvriers quelque chose que s'ils sont menacés du danger de perdre tout.*

Mais même les plus grandes concessions dont est capable le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison avec la misère des masses et la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette re-

vendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie? Évidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir. [...] Les masses comprennent ou sentent que, dans les conditions de la crise et du chômage, des conflits économiques partiels exigent des sacrifices inouïs, que ne justifieront en aucun cas les résultats obtenus. Les masses attendent et réclament d'autres méthodes, plus efficaces. Messieurs les stratèges, apprenez chez les masses: elles sont guidées par un sûr instinct révolutionnaire.»

A u j o u r d ' h u i l e s masses sentent plus qu'elles ne comprennent la nécessité de la révolution sociale. Mais les tâches qui se posent aux communistes révolutionnaires ne se déduisent pas du moral des travailleurs à tel ou tel moment. Elles se fondent sur la réalité objective de la lutte de classe et de la situation du capitalisme. Elles se fondent sur le fait que rien n'attache la classe ouvrière à cette société car, comme l'écrivaient Marx et Engels, elle n'a que ses chaînes à perdre.

Dans la prochaine campagne européenne, les communistes révolutionnaires devront axer leur politique sur les intérêts matériels et politiques de la classe ouvrière, une politique visant à «du travail et une existence digne» pour tous les travailleurs; l'échelle mobile des salaires et des pensions et l'échelle mobile des heures de travail. Et ils devront affirmer ce qu'une telle politique implique: la nécessité pour les travailleurs de se battre contre le grand patronat, avec la volonté de lui disputer la direction de la société, c'est-à-dire les perspectives révolutionnaires.

LE MONDE DU TRAVAIL, SES PERSPECTIVES ET CELLES DES ORGANISATIONS SYNDICALES

Malgré l'abatement et la morosité que l'on observe en général dans la classe ouvrière, attitudes qui se nourrissent entre autres des échecs des dernières mobilisations interprofessionnelles contre la loi El Khomri en 2016 ou contre les ordonnances travail en 2017, il existe de nombreuses luttes locales. Rares sont les fermetures d'usine ou de maternité restées sans réaction du monde du travail. Hôpitaux psychiatriques, Ehpad, écoles...: il y a, en permanence, des contestations localisées.

L'année a été marquée par la mobilisation des cheminots au printemps. La durée de leur grève et leur volonté, plus ou moins consciente, de s'adresser aux autres travailleurs a permis de mettre en avant les intérêts généraux de la classe ouvrière confrontée à l'offensive gouvernementale et patronale. Les cheminots engagés dans cette grève ont contribué, à une tout autre échelle que de petites organisations comme la nôtre, à propager l'idée que les travailleurs ont les mêmes intérêts et que leurs luttes doivent se rejoindre pour s'opposer victorieusement au patronat et à ses laquais arrogants.

Cette grève a été menée d'un bout à l'autre par la CGT, le syndicat majoritaire. La CGT a su s'appuyer sur le mécontentement tout en contrôlant ce mouvement de A à Z. D'un côté, les propos radicaux, en appelant à une grève dure et à la désorganisation; de l'autre, le verrouillage d'une grève programmée façon grille de loto, avec deux jours de grève suivis de trois jours de travail. Ne s'imaginant pas faire grève sans la CGT ni remettre en cause sa direction autoproclamée cachée derrière une intersyndicale, l'écrasante



Manifestation de cheminots, le 22 mars 2018 à Paris.

majorité des cheminots ont entériné ce calendrier. La CGT avait ainsi trouvé un moyen sûr et efficace de confisquer la direction de la grève aux grévistes, excluant toute possibilité que les plus combatifs s'appuient sur l'enthousiasme d'une journée réussie pour développer la dynamique de leur propre mouvement.

« Dans la grève qu'ils brisent ou dans la grève qu'ils font, les bureaucraties syndicales ont la même attitude. Ils veulent pouvoir agir en représentants des travailleurs sans se soumettre à leur contrôle. Et, pour pouvoir mieux manœuvrer les ouvriers, ils doivent les déshabituer de décider eux-mêmes de leurs affaires », écrivaient des camarades de notre courant au lendemain de la grève Renault de 1947. L'expérience de cette grève l'a une fois de plus vérifié.

Grâce à la volonté de quelques noyaux militants convaincus que la grève devait être dirigée par les grévistes eux-mêmes, des assemblées générales ont tout de même donné la possibilité aux cheminots de s'exprimer, de prendre des initiatives et de s'organiser pour essayer de développer leur mouvement. Leur nombre était insuffisant pour inverser la situation, mais

cette expérience de démocratie ouvrière fait partie de ce qui été le plus précieux dans cette grève : l'expérience faite par une fraction des cheminots qu'ils pouvaient décider de leurs propres affaires.

Dans le contexte de résignation que nous connaissons, les appareils syndicaux peuvent, par moments, apparaître plus combatifs que la majorité des travailleurs, et ce fut le cas lors de la grève des cheminots. Ils n'en sont pas moins les agents de la politique patronale dans le monde ouvrier.

Leur existence en tant qu'auxiliaires de la bourgeoisie est liée à la petite autorité qu'ils conservent dans la classe ouvrière. De même que l'on ne contracte une assurance que si celle-ci est capable de couvrir le risque, la bourgeoisie n'accepte de payer pour entretenir les appareils syndicaux que s'ils prouvent leur capacité à canaliser l'éventuelle colère des travailleurs. Conserver une crédibilité auprès des travailleurs les plus combatifs et l'entretenir auprès des nouvelles couches de prolétaires, tout en s'assurant, lorsque la colère éclate, qu'ils sauront neutraliser les travailleurs, les oblige à une certaine gymnastique.

C'est pourquoi les bureaucrates nourrissent une méfiance instinctive vis-à-vis des travailleurs et des initiatives qui viendraient de la base. Malgré la faible combativité qui caractérise actuellement le monde du travail, cette méfiance ne diminue pas car, dans cette période de crise où la pression de la bourgeoisie sur les travailleurs se renforce, toute situation peut vite devenir explosive.

« C'est précisément parce que le prolétariat, en résultat de l'histoire plus que centenaire de ses luttes, a créé ses organisations politiques et syndicales, qu'il lui est difficile, presque impossible, de mener sans elles et contre elles la lutte contre le capital. Et pourtant, ce qui a été édifié comme le ressort de l'action est devenu un poids mort ou un frein. » (Trotsky, *Encore une fois, où va la France ?*)

Le problème du monde du travail est le manque de perspectives. Pour justifier leur passivité et leur absence de politique, les bureaucrates syndicaux ont coutume de dire que les travailleurs ne veulent pas se battre. Ce qu'ils interprètent comme de la non-combativité est aussi l'expression d'une profonde déception vis-à-vis des luttes ouvrières qui

n'ont pas enregistré de victoires ces dernières années, et vis-à-vis des syndicats qui les ont menées.

L'attraction exercée dans la classe ouvrière par les appels à se mobiliser contre la hausse des carburants, le 17 novembre, montre l'étendue du mécontentement sur la question des prix, comme sur la question des salaires et des pensions. Au prétexte que l'extrême droite soutient ces initiatives, les directions syndicales se sont empressées de ne rien proposer. Comme les partis réformistes, elles sont devenues des poids morts pour les travailleurs.

Pour paraphraser Trotsky, les masses « comprennent ou sentent » l'ampleur de la tâche et des changements à opérer, sans savoir comment s'y prendre. Seul un parti révolutionnaire, qui ne craint pas de remettre en cause le pouvoir de la bourgeoisie et le capitalisme, est en mesure de leur offrir des perspectives politiques.

CONSTRUIRE UN PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Le parti communiste révolutionnaire reste à construire. Toutes les périodes, celles de remontée des luttes comme celles de recul, jouent leur rôle et se complètent pour bâtir le parti. Celui-ci ne peut réellement se développer qu'au travers de mouvements de masse, en faisant naître toute une génération militante. Même en dehors de telles périodes, les communistes révolutionnaires doivent se saisir de toutes les opportunités pour incarner, face à la bourgeoisie et ses politiciens, une politique correspondant aux intérêts de la classe ouvrière et poser ainsi les jalons de ce parti. Ils doivent participer et essayer d'avoir un rôle

dirigeant dans les luttes, petites et grandes, qui surgissent dans les entreprises et les quartiers où ils sont présents. Et ils doivent participer aux combats politiques électoraux pour populariser leurs idées, montrer qu'elles correspondent aux besoins de leur classe et pour gagner le respect, voire la confiance des travailleurs, ne serait-ce que par la fidélité à leurs idées et la détermination qu'ils mettent à les défendre.

Toute campagne électorale fait partie du combat politique et s'inscrit dans la construction du parti révolutionnaire. Chaque campagne nationale permet aux militants révolutionnaires de s'adresser à l'ensemble du monde du travail et de faire connaître leur politique et leurs perspectives à l'échelle de tout le pays.

Elles permettent, au travers du vote, de tisser de nouveaux liens avec des dizaines de milliers de travailleurs. Ces liens sont d'un autre type que ceux que les travailleurs peuvent nouer quand ils mènent ensemble des grèves, où la solidarité et la confiance se forgent dans le combat commun. Ils sont plus ténus, mais ils n'en sont pas moins importants, surtout dans une période où les travailleurs se sentent abandonnés de tous les autres partis. Voter pour un candidat ou pour une liste communiste révolutionnaire ne vaut pas adhésion au parti, mais c'est un signe de confiance. Et c'est à partir de ce premier geste de reconnaissance que peuvent s'établir, au fil des campagnes successives, des rapprochements et des fidélités.

Avec ses activités militantes, ses discussions et ses rencontres, chaque campagne permet d'élargir le nombre de femmes et d'hommes qui ont le souci de militer pour les idées communistes révolutionnaires

et qui se forgent une conscience politique.

Les élections européennes sont notre prochaine échéance. Vu le contexte de crise et la gravité de la situation politique, avec de nombreux travailleurs déboussolés, certains au point de se tourner vers leurs pires ennemis politiques, il nous faudra défendre un point de vue communiste. Il ne s'agit pas de faire une campagne propagandiste sur le communisme, il s'agit de développer une politique communiste révolutionnaire par rapport à la crise et à la catastrophe imminente.

Se faire le porte-voix des luttes du moment, luttes qui ne se situent d'ailleurs pas toujours sur le terrain de classe, ne peut suffire. Se faire le meilleur défenseur des réfugiés ou de l'écologie ne permettra pas aux travailleurs de distinguer ce qui sépare la politique des communistes révolutionnaires des partis dits de gauche. L'objectif premier de cette campagne doit être d'étendre notre audience sur des bases clairement révolutionnaires. Cela suppose de s'adresser au monde du travail et d'axer notre campagne sur les idées de lutte de classe indissociables de l'internationalisme prolétarien, sans perdre cet axe avec un catalogue de revendications démocratiques et écologistes.

Cette campagne doit permettre d'identifier les communistes révolutionnaires comme ceux qui parlent au nom des exploités et qui ont une politique pour les travailleurs. Une politique qui, pour paraphraser Marx et Engels, ne poursuit pas l'objectif de faire des salariés des esclaves satisfaits, mais qui se fixe pour but l'abolition du salariat, condition de leur émancipation totale. C'est dans ce sens qu'il faudra y mettre le maximum de nos forces.

12 novembre 2018

Motion

Notre participation aux élections européennes¹

Pour une organisation communiste révolutionnaire, la participation à une élection a pour objectif militant l'affirmation d'une politique, sa popularisation et la vérification du nombre d'électeurs qui se reconnaissent dans la politique proposée.

Dans un contexte de reculs réactionnaires, d'attaques contre la classe ouvrière, d'interventions impérialistes, de rejet des migrants, nous aurons à agir avec et parfois à nous exprimer au côté d'organisations politiques, syndicales ou associatives qui agissent sur ces terrains, ne serait-ce que partiellement.

Cependant, face à la putréfaction de l'organisation capitaliste de la société, dont dé-

coulent tous les aspects de la dégradation de la vie sociale et toutes les menaces contre l'humanité, la priorité de Lutte ouvrière est d'affirmer clairement la nécessité pour la classe ouvrière de retrouver son indépendance politique par rapport à toutes les forces qui se situent sur le terrain du capitalisme ou se mettent à sa remorque, et de mener son combat de classe jusques et y compris à son aboutissement: le renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie et son expropriation.

Lutte ouvrière est consciente qu'elle est la seule à affirmer sans ambiguïté cette politique et à placer ses activités dans cette perspective. En conséquence, il ne peut pas

être question de participer à quelque alliance que ce soit avec des partis de la bourgeoisie. Nous ne voulons pas non plus obscurcir le contenu de nos idées, c'est-à-dire la défense d'une politique communiste révolutionnaire face à la crise du capitalisme, en les noyant dans des solidarités avec d'autres combats, si estimables soient-ils.

Lors des élections européennes du 26 mai prochain, Lutte ouvrière présentera une liste sous son propre drapeau, le même que celui de l'organisation antillaise Combat ouvrier. Conduite par Nathalie Arthaud, cette liste sera composée de 79 travailleuses, travailleurs et militants.

12 novembre 2018

¹ Nos lecteurs trouveront sur le site Internet de *Lutte de classe* deux courriers échangés en novembre avec le NPA à propos des élections européennes (note de la rédaction).



Discussion sur les textes d'orientation (extraits)

Les extraits de la discussion reproduits ci-dessous concernent les deux textes : « Contre le chaos de l'impérialisme en putréfaction, le programme de lutte de la classe ouvrière » et « Les relations internationales ».

Ce que nous avons abordé dans ces deux textes, en particulier les relations internationales, semble loin de la lutte des gilets jaunes qui se déroule en ce moment. Pourtant, nous sommes en plein dedans. Et pour juger de ce qui se passe et quelles doivent être nos positions politiques, nous devons comprendre le fond de l'évolution. Les pieds solidement campés dans l'actualité, mais avec des yeux qui voient plus loin et, surtout, la tête qui pense plus loin.

Nous voudrions préciser un certain nombre de choses. Un de nos textes de congrès, rédigé et publié au mois de septembre (« Contre le chaos de l'impérialisme... »), affirme : « *Il y a un lien profond, organique, entre les différents événements d'une situation mondiale chaotique, aussi bien dans son économie que dans les relations internationales, et l'évolution politique des puissances impérialistes, et jusqu'à l'incapacité de l'humanité à faire face aux conséquences écologiques de sa propre activité, du réchauffement de la planète à la transformation des océans en poubelles.* »

La réalité qui s'exprime par tous ces faits et événements multiformes, c'est la présente crise

de l'économie capitaliste mondiale. Nous parlons de crise actuelle, car les crises rythment périodiquement l'économie capitaliste depuis ses débuts et constituent en quelque sorte son régulateur normal. »

Trois mois après, nous n'avons rien à y changer, parce que la situation économique ne s'est pas améliorée, et ses effets sur la situation internationale non plus.

Des camarades ont discuté de la crise sous des formes diverses, parfois en alignant des chiffres qu'ils considèrent comme significatifs, mais qui ne le sont pas nécessairement pour comprendre le fond de l'évolution. Les statistiques peuvent aussi bien dissimuler la réalité que l'éclairer.

Nous avons déjà souligné que les statistiques sur l'évolution du PIB (produit intérieur brut) sont complètement bidon. Car elles noient l'évolution de l'économie productive dans un fatras qui mélange la production industrielle avec les « services » qui prennent une importance croissante et qui incluent les bénéfices dégagés de la spéculation, la comptabilisation des gaspillages innombrables et colossaux de l'anarchie de la production capitaliste, en pas-

sant par les retombées des commerces de la drogue et de la prostitution ! Aussi bidon que puissent être cependant les statistiques sur les PIB, même leur évolution à long terme indique un ralentissement économique. D'après la Banque mondiale, le taux de croissance du PIB mondial, de 5,5 % en moyenne entre 1961 et 1973, a été de 3,14 % entre 1973 et 2000 (avec deux pics négatifs) et de 2,9 % de 2000 à 2017.

Les statistiques portant sur la production industrielle elle-même n'ont de sens qu'en fonction de l'usage qu'on en fait. Quelle est la signification, par exemple, de la croissance de la production de fer, de cuivre ou de charbon, détachée du contexte général de l'économie ? Pendant la Deuxième Guerre mondiale, un général américain, ou peut-être était-ce un politicien, disait : « *Gagner la guerre contre l'Allemagne se réduit à une arithmétique extrêmement simple : il faut que l'industrie américaine fabrique plus de chars, plus d'avions, plus de navires de guerre que n'en peut détruire l'armée allemande.* » Et pour fabriquer tout cela, il a fallu en extraire, du fer, en produire, de l'acier ! Mais un marxiste ne dira pas que la

Deuxième Guerre mondiale a été une période de progrès pour l'économie!

Quant à ce qui est de l'actualité, nous avons signalé dans le texte que la production d'armements dépasse des sommets et qu'elle est en croissance permanente. Eh bien, cette production d'armements et des produits intermédiaires destinés à cela est notée dans la colonne « actifs » de la comptabilité du capitalisme, et même dans les statistiques de production industrielle! Quant au PIB, il intègre non seulement toute cette production d'armements, mais aussi le coût des guerres qui, malgré la prétendue paix, ne cessent aux quatre coins de la planète, du Moyen-Orient au Yémen en passant par l'Afrique.

Quand on considère les statistiques de la bourgeoisie, il faut se méfier même des mots car la production peut être équivalente à la destruction ou à l'empoisonnement de la planète. Pourtant les économistes bourgeois eux-mêmes écrivent des articles ou des bouquins sur « la stagnation séculaire » ou encore sur « de grandes récessions », etc. Nombre de leurs œuvres ont un ton catastrophiste.

Nous consacrerons un CLT à la question. Mais nous n'allons pas nous payer le ridicule de

peindre l'économie capitaliste en rose, alors que nombre d'économistes bourgeois la voient en noir. Nous n'allons pas suggérer quand même que « tout ne va pas si mal que ça »!

Ce que nous voulions surtout souligner dans le premier texte (« Contre le chaos de l'impérialisme... »), c'est que l'économie capitaliste est en crise, et en crise grave, et que c'est cette réalité-là qui pèse sur les rapports de classe. C'est cette réalité qui constitue « *le lien profond, organique, entre les différents événements d'une situation mondiale chaotique, aussi bien dans son économie que dans les relations internationales* ». Et aujourd'hui, jusqu'au coup de colère qu'incarnent en ce moment les gilets jaunes.

Ce n'est pas un scoop. Cela fait quelques années, en particulier depuis la phase d'aggravation qu'a représentée la crise financière de 2008, que nous constatons l'incapacité du capitalisme à sortir de cette situation. Nous avons écrit à ce propos dans les LDC, dans les CLT, et dans nos textes de congrès.

Comprenons bien à quel niveau nous pouvons raisonner, en précisant cependant au départ que nous ne sommes pas des économistes. Et c'est tant mieux parce que les éco-

nomistes de la bourgeoisie ne valent rien. Quant à être des économistes marxistes, dans le plein sens du terme, cela dépasse nos capacités, c'est ainsi. L'évolution de l'économie est cependant quelque chose de fondamental pour nous, et on peut en discuter à deux niveaux qu'il vaut mieux ne pas confondre.

Le niveau le plus important, c'est une considération très générale qui était discutée déjà au temps de Trotsky et qui, par la suite, a alimenté bien des débats abstraits, abscons ou détachés de toute réalité, dans les milieux trotskystes et surtout pour leurs intellectuels petits-bourgeois. Cette idée est dans cette phrase du *Programme de transition*: « *Les forces productives ont cessé de croître* ». Au temps de Trotsky, le capitalisme était déjà au bout du rouleau. Cette considération générale ne l'a pas empêché de discuter, notamment avec le SWP américain, de l'évolution conjoncturelle pour discuter de la politique à court terme. Il savait que, par exemple, une certaine reprise, même limitée ou aboutissant à une réduction même momentanée du chômage, pouvait avoir de l'influence sur l'état d'esprit des travailleurs américains et, donc, sur la façon de faire de l'agitation révolutionnaire parmi eux. Durant l'entre-deux-guerres, la crise, la chute brutale de la production, les fermetures d'usines avec les effondrements boursiers, n'ont pas fait disparaître les pulsations classiques de l'économie capitaliste: crise/reprise, crise/reprise, etc.

Mais cet aspect des choses, c'est-à-dire les fluctuations de l'économie capitaliste, est passé au second plan par rapport au constat fondamental fait par Trotsky que les forces productives avaient cessé de croître. L'expression caractérisait l'ensemble de la période. Elle faisait référence à l'époque où la



classe capitaliste, encore montante, faisait surgir des tréfonds de la société, pour paraphraser l'expression de Marx dans le *Manifeste communiste*, des forces productives auparavant insoupçonnées. Elle n'en est plus capable. Elle ne fait plus progresser la société, elle la décompose. Il appartient au prolétariat de prendre la relève pour créer une autre organisation sociale en expropriant la classe capitaliste et en réorganisant du tout au tout l'économie. Si Trotsky a écrit cela, c'est qu'il avait une vision de l'économie capitaliste dans son ensemble. Pas catégorie par catégorie. Pas une vision statique. Il raisonnait en marxiste, c'est-à-dire en matérialiste dialectique. Mais en même temps, cela ne l'empêchait pas de suivre l'évolution de la conjoncture pratiquement au jour le jour. Vu d'aujourd'hui, c'était un trou noir entre 1929 et la guerre mondiale, mais c'était en réalité bien plus compliqué que cela. Il y avait des hauts et des bas. Trotsky savait à la fois suivre les cycles habituels de l'économie capitaliste, les récessions, les reprises, sans jamais oublier l'essentiel.

Réfléchissons à ce que la financiarisation croissante signifie fondamentalement. Il n'y a pas que l'aspect spéculatif, ni même seulement, derrière ces spéculations, la menace d'un krach économique, d'un effondrement brutal. La menace est grave, mais avant même qu'elle se produise – voire même si elle ne se produit pas –, la longue agonie du capitalisme ligote déjà l'économie, bloque déjà la marche de l'humanité vers le progrès et pousse déjà la vie sociale vers la barbarie.

Dans l'économie capitaliste, le travail accumulé du passé revêt la forme de capital. Or, c'est cette accumulation qui est la clé du progrès de la société humaine. C'est du travail humain cristallisé qui devrait permettre à l'économie d'avancer.

La perspective communiste de l'humanité est conditionnée par l'expropriation de la classe capitaliste qui monopolise cette accumulation résultant de l'activité humaine du passé et du présent, pour qu'elle puisse être maîtrisée par la collectivité humaine.

La financiarisation signifie qu'une part sans cesse croissante des capitaux est de moins en moins investie dans la production, pour être gaspillée en opérations financières. C'est la signification profonde, fondamentale, de la financiarisation. Ce n'est même pas le danger d'un effondrement catastrophique.

Bien sûr, toute croissance ne s'est pas arrêtée! De nouvelles usines sont sans cesse créées pour remplacer les plus vieilles. La vie économique de 7 milliards d'êtres humains ne peut pas s'arrêter, elle ne s'est pas arrêtée même pendant les pires moments des guerres mondiales. Mais les investissements productifs reculent par rapport aux capitaux disponibles.

Ce que Marx – et d'autres avant lui – appellent la « reproduction élargie », c'est-à-dire l'investissement de la masse des capitaux disponibles pour pouvoir recommencer un nouveau cycle de production, plus large, plus vaste, est, justement, de moins en moins élargie. C'est en cela que le grand capital devient de plus en plus parasitaire. C'est cela, le problème véritable, même s'il n'y a pas d'écroulement brutal.

Les financiers qui spéculent savent très bien que « les arbres ne poussent pas jusqu'au ciel ». Ils savent que détourner les capitaux de la production, au profit d'opérations financières, mine leur propre système. Mais, encore une fois, quel est le spéculateur que cela empêchera de faire un bon coup? Comme disait Lénine, le capitaliste est prêt à vendre la corde pour le pendre.

S'il y avait un krach financier grave, cela aurait des conséquences catastrophiques pour les travailleurs. Mais, même si cela ne se produit pas, la société s'enfonce dans le marasme. Raisonner sur des chiffres même de production réelle n'a pas de signification. Trotsky, quand il discutait du retard de l'URSS, citait évidemment la production d'acier, de fer, etc. pour dire que la Russie était très en retard par rapport aux pays développés. Mais cela avait un sens dans le cadre d'un raisonnement. Le progrès se manifeste dans n'importe quelle société par l'utilisation du surproduit social accumulé. Ce surproduit, on peut le gâcher complètement.

Le fond des idées marxistes est que le prolétariat doit conquérir le pouvoir politique, mettre fin à la propriété privée des moyens de production, pour utiliser les forces productives autrement et plus intelligemment. Ne serait-ce que pour ne pas démolir la planète, etc.

Quand on raisonne sur une catégorie d'indices, il ne faut pas oublier tout le reste: la transformation de la Terre en poubelle, le réchauffement du climat. La société humaine, même en décadence, fait forcément des progrès. C'est le propre de l'homme. On invente toujours un tas de choses: Internet, les téléphones portables, etc. La technique n'arrête pas de progresser. Les scientifiques sont au travail, un travail dont la société actuelle peut utiliser le produit pour faire progresser l'humanité ou, au contraire, pour la démolir. Les découvertes en matière nucléaire, si elles sont maîtrisées, peuvent être mises au service de l'humanité. Mais elles peuvent être utilisées pour fabriquer des bombes de plus en plus sophistiquées. La communication quasi instantanée pourrait être un outil extraordinaire pour la planification, en mettant en adéquation les

besoins des hommes et la capacité de production de l'humanité. Quand on repense au problème du pouvoir soviétique à ses débuts et aux difficultés qu'il avait pour être informé de ce qu'on produisait aux quatre coins du pays et de le recenser...! Eh bien, aujourd'hui, il y a les instruments techniques qui peuvent servir à cela, mais aussi, comme actuellement, à la spéculation instantanée, à la spéculation sur le cours des monnaies et ses variations à la micro-seconde près.

Alors, peut-on dire qu'avec ces investissements, les forces productives progressent? Cela dépend de l'usage qu'on en fait. Cela dépend quelle est la classe sociale qui est au pouvoir! L'essentiel de ce que nous avons à dire, c'est que tant que ce sont les capitalistes qui ont le pouvoir, cela ne peut que tourner en rond, en créant peut-être des choses, mais des choses dont l'humanité pâtit ensuite. Si nous pouvons nous inspirer aujourd'hui encore du *Programme de transition*, ce n'est pas parce que celui-ci contient des vérités éternelles, mais parce que la situation est, sur bien des points, la même qu'au temps de sa rédaction.

Une autre chose très générale encore. Une question que je vous lis telle qu'elle a été rapportée: « *Une question sur le niveau politique compliqué des textes de congrès. N'y a-t-il pas moyen de réussir à trouver des formes plus accessibles de ce genre de texte (cibler certaines situations historiques, simplifier, faire des stages là-dessus...).* Il faudrait réussir à augmenter le niveau de conscience des travailleurs en s'appuyant sur leur niveau de conscience relativement bas. »

Là où le camarade a raison, c'est qu'il faut savoir s'expliquer sur notre programme de la façon la plus simple possible et en partant du niveau de conscience très bas. Mais il



ne faut pas trop mélanger les choses: mettre dans le même sac des cours historiques, les stages, les échos, notre hebdomadaire ou notre mensuel.

Pour ce qui est des textes de congrès, ce sont des textes d'orientation, dont le caractère « compliqué » ne vient pas du texte mais de la situation. Je ne sais pas si le camarade a trouvé simples les innombrables textes classiques du marxisme ou, pour comparer avec autre chose du même genre, les thèses et les résolutions des quatre premiers congrès de l'I.C. Si on fait ce type de comparaison, notre faiblesse n'est pas là où il la voit, mais bien plus dans le fait que les écrits et thèses desdits congrès reposaient sur une expérience autrement plus vaste, celle d'une Internationale, analysée par des militants d'une tout autre compétence que celle que nous donne notre propre expérience de petite organisation.

Je ne discute pas de la qualité de la rédaction, où toutes les formulations plus précises sont évidemment les bienvenues et seront intégrées. Mais je discute de ce que le camarade appelle « le niveau politique compliqué ». C'est comme si un étudiant qui se prépare à de-

venir médecin trouvait le niveau des livres d'anatomie ou de physiologie, etc., trop compliqué. Eh bien, il vaut mieux, s'il veut devenir médecin, qu'il se hisse au niveau de complication desdits livres et qu'il n'en réclame pas un *Reader's digest*!

En politique, c'est pareil. Il faut exprimer une même idée dans un texte de congrès, dans un article de LO ou dans un écho politique, mais chaque fois, il faut trouver la formulation adéquate. Les textes d'orientation, votés à notre congrès, sont destinés à résumer, une fois par an, le sens des événements auxquels nous avons été confrontés pendant l'année et ceux auxquels nous risquons d'être confrontés l'année qui vient.

Par exemple, tout en défendant la même politique par rapport au mouvement des gilets jaunes, nous ne nous exprimons pas de la même manière dans les éditos ou les échos politiques que dans notre journal. Dans les éditos, par exemple, nous nous adressons à un public de travailleurs, qui plus est d'entreprises grosses ou moyennes, qui nous connaissent. Mais, en revanche, il faut que nous soyons capables de décrire le caractère com-

plexe de ce mouvement pour en dégager la politique que nous voulons défendre auprès des travailleurs.

* * *

Quelques remarques à propos du texte sur les relations internationales.

Une camarade, par exemple, a fait cette réflexion : « *On a l'habitude de dire que les politiciens bourgeois sont les serviteurs de la bourgeoisie. Mais en Grande-Bretagne, en Italie, aux USA, ils font de la surenchère qui arrive à nuire aux intérêts de leurs propres bourgeoisies. Comment se fait-il que la grande bourgeoisie ne maîtrise pas mieux ses serviteurs politiques ?* »

Pour continuer à évoquer les serviteurs, n'importe quel grand bourgeois qui a besoin pour vivre de femmes de chambre, cuisiniers, jardiniers et chauffeurs, vous dirait à quel point il est difficile, de nos jours, de trouver des domestiques à la fois loyaux, efficaces et fiables. Il y en a qui exécutent les ordres mais tellement bêtement qu'il vaudrait mieux qu'ils ne le fassent pas ; d'autres qui n'en font qu'à leur tête, etc. Et quant à la loyauté, la riche bourgeoisie qu'était Mme Bettencourt en avait fait l'expérience avec ses serviteurs les plus proches, sa comptable particulière et son majordome qui enregistrerait ses conversations avec ses visiteurs.

Dans les relations entre classes sociales, c'est nettement plus compliqué car il ne s'agit pas d'individus, mais de classes ou de catégories sociales. La bourgeoisie elle-même est une classe aux intérêts individuels très divergents sur beaucoup de questions, sauf sur la question essentielle du maintien de l'exploitation. Ce qui caractérise les relations des bourgeois entre eux, c'est la concurrence, la rivalité, le chacun pour soi, quitte non seulement à être en désaccord avec leurs congé-

nères mais à vouloir les écraser. Les bourgeois ont des préoccupations tellement à court terme que les ambitions individuelles de chacun compromettent les intérêts généraux de leur classe.

Les grands bourgeois les plus puissants savent, par exemple, que leurs spéculations risquent de conduire à la catastrophe. Mais quel est celui d'entre eux qui laisserait passer l'occasion de faire une bonne affaire en se disant : « Après moi, le déluge ! » ? Alors, si les relations sont de ce type-là même entre bourgeois, pourquoi voulez-vous que les politiciens, du moins ceux qui sont aux manettes, soient plus responsables vis-à-vis de leurs maîtres que lesdits maîtres entre eux ? Et puis, les divers partis bourgeois incarnent – ou plus exactement peuvent incarner suivant les circonstances – des options politiques différentes pour la bourgeoisie. Sans parler du fait que, dans la concurrence entre eux pour se faire élire, il y a une part de démagogie.

En outre, comme les choses évoluent, ce qui pouvait être l'intérêt de la bourgeoisie à un moment donné, ou du moins tolérable de la part de ses serviteurs politiques aujourd'hui, ne le sera peut-être pas demain. Macron avait vraiment tout pour plaire aux banquiers. La grande bourgeoisie de ce pays

pouvait être très contente de lui il y a 18 mois, lorsqu'il a réussi à trouver une solution momentanée par rapport à la crise de l'alternance. Eh oui, c'est bien gentil, un président « jupitérien », mais le jour où il met le pays à feu, si ce n'est à sang, la bourgeoisie a quelque raison d'être moins contente de lui. Demandez leur avis aux commerçants des Champs-Élysées, même à ceux qui ont voté pour lui il y a un an et demi !

Geoffroy Roux de Bézieux, président nouvellement installé du Medef, n'a certainement pas d'état d'âme par rapport aux mesures qui frappent les gens du peuple, et la violence policière ne l'effraie sûrement pas. Mais lorsque la situation compromet le bon déroulement des affaires des capitalistes, alors là, cela n'est pas acceptable ! Dans *Le Parisien* de mardi dernier, il a désavoué de façon inélégante la hausse du prix des carburants. Mieux encore, il a pris à contre-pied Édouard Philippe qui, il y a une semaine, avait refusé de donner un simple coup de pouce au smic. Roux de Bézieux a annoncé qu'il ne voyait pas d'inconvénient à l'augmentation du smic, à condition que ce soit l'État qui prenne en charge la différence. Il n'est pas grand patron pour rien !

Pour résumer, il ne faut pas être schématique et transfor-



Roux de Bézieux et Philippe à l'université de rentrée du Medef, le 28 août 2018.

mer l'idée fondamentale de la lutte de classe en une sorte de match de boxe individuel entre un bourgeois et un prolétaire.

À PROPOS DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

Pour terminer, revenons sur la crise et sur une des nécessités fondamentales qui en découlent pour nous, celle d'affirmer clairement notre programme révolutionnaire.

Depuis qu'a commencé cette longue crise, qu'on peut dater du début des années 1970, il y a eu des hauts et des bas, des reprises suivies de retombées. Ces cycles se manifestent surtout dans le domaine financier, mais pas seulement, tant la finance a gangrené le moindre recoin de l'activité économique. La tendance générale est cependant cette longue période d'agonie dont la classe capitaliste, ses intellectuels et ceux qui commandent la vie économique ne voient pas l'issue.

Cette agonie qui rend la révolution sociale absolument nécessaire peut durer. Personne ne peut prédire combien de temps. La solution ne pourra venir que du prolétariat ayant retrouvé non seulement sa conscience de classe, mais aussi son ambition de renverser l'ordre social actuel pour créer

le sien. Et c'est cette ambition d'émanciper la société qui est incarnée par le parti communiste révolutionnaire. Dans certains textes, Trotsky parlait de décennies de confrontations, de guerres civiles, de réactions, avant que le prolétariat parvienne non seulement à la conscience de son rôle mais à renverser l'ordre capitaliste.

Par rapport aux nécessités historiques, notre rôle, nos tâches, peuvent apparaître insignifiants, et ils se révéleront peut-être comme tels. C'est à nous de savoir, individuellement et collectivement, si nous faisons nôtre ce combat. Nous n'avons aucune garantie de jouer un rôle dans l'avenir.

Un camarade a fait allusion au dernier alinéa du § 30: «*De nouvelles explosions sociales sont inévitables, mais en l'absence de forces révolutionnaires prolétariennes, elles risquent de mener à de nouvelles impasses.*» Il se demandait pourquoi, au lieu d'affirmer que ce sont de nouvelles impasses, nous parlons de risques.

Eh bien, tout simplement parce que nous ne prévoyons pas l'avenir et parce que c'est à l'échelle de la planète que se décide l'avenir de la société. C'est-à-dire de savoir qui prendra la direction de la société, entre une bourgeoisie décadente et le prolétariat? Quelles pourront

être les conséquences d'une période de convulsions révolutionnaires, de guerres civiles, de violences réactionnaires, de fascisme sous des formes aujourd'hui imprévisibles? Qui peut prédire ce qui se passera, par exemple, dans un pays immense comme la Chine? Quelles forces souterraines la travaillent? Et quel avenir s'y prépare? Qu'est-ce qui pourrait résulter de la mise en mouvement d'un prolétariat puissant et pauvre, dans une société aux inégalités croissantes? Au nom de quoi pourrait-on nier, par avance, la possibilité que surgisse là-bas une nouvelle génération révolutionnaire de la taille des bolcheviks?

Nous devons agir là où nous sommes et faire ce que nous devons faire, en premier lieu préserver et transmettre les idées de la lutte de classe, la perspective de l'émancipation sociale, les faire vivre et les développer dans la classe qui pourra les transformer en force sociale capable d'«ébranler le monde» (et peut-être, cette fois, définitivement). Et si le marxisme nous a appris quelque chose, c'est que tant que dure la société de classe, avec ses contradictions, elle fera surgir les forces et les hommes qui la détruiront. À moins de sombrer dans la barbarie. Même si la société commence déjà à s'y enfoncer, nous n'arrêterons pas le combat.

Stand dans les rues
de Boulogne-sur-mer.



LA VOIX DU NORD.FR



Interventions des groupes invités (extraits)

Combat ouvrier (Martinique et Guadeloupe)

Il n'y a pas eu aux Antilles de mouvement type gilets jaunes comme dans l'Hexagone ou à La Réunion. Cela ne nous a pas empêchés de dire qu'il serait bon qu'aux Antilles aussi les travailleurs s'engouffrent dans la brèche ouverte pour exiger l'augmentation générale des salaires, des pensions, des allocations et leur indexation sur le coût réel de la vie. Nous avons organisé une conférence de presse et distribué largement un tract spécial à ce sujet dans les deux îles et organisé une réunion publique là-dessus en Guadeloupe.

PLUIE DE SUBVENTIONS POUR LA BOURGEOISIE

En Martinique, Guadeloupe, à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, c'est le dernier voyage de Macron du 26 au 30 septembre dernier qui a donné le ton de sa politique antillaise. Comme dans l'Hexagone, il y a les menaces voilées, un peu de pompage, mais toujours le cap : celui de faire payer aux classes populaires la dette et les profits des classes riches et aisées. Et tout cela derrière une gestuelle hypocrite d'embrassades et autres selfies. Et derrière aussi de nouvelles appellations. Pour définir la France et l'Outre-mer on devrait parler maintenant

d'« archipel de France ». Saviez-vous que vous habitez un archipel avec des îles situées entre 7000 et 17000 kilomètres de vous ? Voilà le nouveau décor macroniste pour masquer sa véritable politique outre-mer.

Depuis 2009 c'était la Lodéom, la « loi pour le développement économique de l'Outre-mer », qui tenait lieu de politique outre-mer. Son axe principal était la poursuite d'une large défiscalisation des entreprises et des milieux riches et aisés. Cela n'a pas changé. Seulement Macron, pour donner le change, dit vouloir abandonner la Lodéom pour s'appuyer sur deux nouveaux projets qui sont le livre bleu outremer issu des assises de l'Outre-mer, une imitation de ce que Sarkozy avait déjà fait, à la suite des grèves générales de 2009. Le deuxième projet est la loi dite hypocritement d'égalité réelle, préparée et votée sous Hollande et ses amis, dont le Guadeloupéen Victorin Lurel, ex-ministre des Outre-mer.

C'est toujours le patronat qui est choyé. Sur les centaines d'aides aux entreprises d'outre-mer, qui s'ajoutent aux aides nationales, citons : l'aide à l'investissement outre-mer, les exonérations d'impôts en zone franche d'activité, la réduction d'impôt pour souscription au capital de certaines sociétés, l'avance sur les dettes dues par les collectivités locales. Outre les multiples avantages dont

bénéficient les plus grandes entreprises, le secteur du BTP et les entreprises de moins de onze salariés bénéficieront de 100 % d'exonération fiscale jusqu'à 1,3 smic, 20 % d'exonération jusqu'à 2,3 smic et même 1,8 % jusqu'à 3,5 smic. Et il se trouve des sénateurs et les milieux patronaux d'outre-mer, comme la Fedom (Fédération des entreprises d'outre-mer) pour réclamer à cor et à cri l'augmentation des ces exonérations !

LA VIE CHÈRE, UNE RÉALITÉ

D'un autre côté, Macron déclarait récemment aux Antilles à propos de la prime de vie chère des fonctionnaires : *« Ayons cette lucidité collective de dire que nous avons organisé la vie chère par une politique de surrémunération. Je ne propose pas, à ce stade, d'y revenir, mais, à un moment donné, nous devons collectivement, et ça devra venir de vous, proposer d'en sortir. Parce que c'est la surrémunération des uns qui crée la pauvreté des autres. »*

Ce qu'il appelle surrémunération est la prime gagnée à l'issue d'une grève historique par les travailleurs en 1953. Elle n'était accordée jusque-là qu'aux fonctionnaires métropolitains venus travailler ou mutés aux Antilles. Depuis, cette prime a été élargie à d'autres catégories de travailleurs du

parapublic et parfois du privé qui touchent entre 20 % et 35 % de plus sur leur salaire. Évidemment, le gouvernement veut la supprimer. Ce fut aussi le grand désir des gouvernements Sarkozy et Hollande et des précédents. Mais aucun ne s'est décidé à le faire, de peur d'une explosion sociale aux Antilles et en outre-mer.

L'argument de Macron n'est pas seulement une menace, c'est une bêtise. Loin de créer la pauvreté des autres, la surrémunération permet au contraire à bien des familles d'aider un tant soit peu les enfants et les autres proches qui sont chômeurs.

Selon l'Insee, « *les prix sont plus élevés en Martinique et en Guadeloupe qu'en France métropolitaine de 12,5%. Les écarts de prix s'expliquent en grande partie par la cherté des produits alimentaires outre-mer* », plus chers de 33%. La prime de vie chère est donc pleinement justifiée.

De plus, des taxes supplémentaires sur le rhum sont imminentes. Les députés les ont déjà votées. Prétendre qu'il s'agit de lutter contre l'alcoolisme est une fable. Ces nouvelles taxes seront imposées pour faire entrer de l'argent dans les caisses de l'État et ne feront qu'augmenter le coût de la vie.

LE CHLORDÉCONE ET LES SARGASSES

À propos du chlordécone, ce pesticide répandu sur les plantations de banane qui empoisonne 90 % de la population aux Antilles françaises et au premier chef les ouvriers agricoles, Macron a été obligé de reconnaître la responsabilité de l'État. Il ne pouvait pas faire autrement. En effet, deux ministres de deux gouvernements précédents avaient autorisé l'utilisation de ce pesticide sous la pression des gros planteurs

békés, alors qu'il était interdit en métropole et, depuis bien plus longtemps, aux États-Unis.

Aujourd'hui, pour le gouvernement français, il n'est pas question de reconnaître la responsabilité du chlordécone dans certains cancers, en particulier celui de la prostate. Macron avait tout juste déclaré vouloir « *avancer sur le chemin de la réparation* » et « *avancer davantage sur la question des maladies professionnelles pour les personnes particulièrement exposées à la molécule* ».

Mais on n'avance pas, on recule. Le 9 novembre dernier, la majorité de l'Assemblée nationale a rejeté l'amendement du député de Fort-de-France, Letchimy, allié aux socialistes. Il proposait de porter de 2 à 4 millions les crédits qui devraient permettre de mieux dépolluer les sols contaminés. Eh bien, la majorité a rejeté cet amendement.

Pendant ce temps, des ouvriers agricoles sont gravement atteints et depuis des dizaines d'années les décès par cancers de la prostate sont innombrables parmi eux et au sein de la population. Les ouvriers agricoles et des membres de la population se battent afin d'obtenir la responsabilité officielle du chlordécone dans les cancers, en particulier de la prostate. Le 24 mars, en Martinique, plusieurs centaines de personnes ont défilé en protestation contre le chlordécone.

À propos des sargasses, ces algues polluantes qui dégagent du sulfure d'hydrogène et de l'ammoniac lorsqu'elles parviennent sur les côtes, la population habitant le littoral a dû se mobiliser et manifester pour se faire entendre car la cohabitation avec les sargasses pourrissantes est invivable. Voilà un phénomène relativement nouveau qui touche gravement toutes les îles de la Caraïbe et détruit certaines plages ainsi que la faune marine. Les com-

munes et les assemblées locales sont financièrement complètement dépassées par le phénomène. Elles ne peuvent faire face sans l'aide de l'État. Mais comme partout, aux Antilles, comme dans l'Hexagone, les crédits de l'État aux collectivités locales sont de plus en plus réduits. Et c'est la population qui en fait les frais. Macron a certes proposé une aide de l'État mais c'est une peccadille eu égard aux moyens urgents et radicaux et pérennes qu'il aurait fallu prendre.

LE SCANDALE DE L'EAU

Mais cela encore n'est rien à côté du scandale du manque d'eau aux robinets qui touche plus particulièrement la Guadeloupe. Nous ne sommes pas au Sahel, mais en Caraïbe, dans une région du monde particulièrement pluvieuse, même trop arrosée. Avec ses dizaines de rivières bien remplies, les Amérindiens de Guadeloupe l'appelaient Karukéra, ce qui signifie l'île aux belles eaux. C'est tout dire. Alors la raison de cette pénurie d'eau au robinet n'est évidemment pas le manque d'eau. C'est l'extrême vétusté du réseau. Il fuit 60 % de l'eau en pure perte en raison du pourrissement de la tuyauterie sur l'ensemble du réseau d'adduction. Les élus locaux ont laissé cette situation se détériorer d'année en année. Les multinationales de l'eau comme Veolia ont empêché des millions pendant des années avant de quitter la Guadeloupe et après avoir distribué des pots-de-vin.

LE CHANGEMENT INSTITUTIONNEL UTILISÉ COMME DIVERSION

Et les dirigeants de ses assemblées locales voudraient nous faire croire qu'un changement institutionnel pourrait

changer les choses ! Ils proposent de suivre l'exemple de la Martinique en prônant une assemblée unique, remplaçant conseil régional et assemblée départementale (l'ancien conseil général).

L'exemple de la nouvelle collectivité territoriale de Martinique (CTM), après trois années d'existence, montre que rien n'a changé, sinon en pire pour les travailleurs et les classes populaires. Les dirigeants indépendantistes de la CTM montrent leur mépris total pour les travailleurs contractuels de cette même CTM lorsqu'ils font grève périodiquement pour améliorer leur statut. La CTM, dirigée par des indépendantistes alliés à la droite (Les Républicains), après trois ans d'existence n'a prouvé que deux choses : premièrement, qu'elle était aux ordres de la bourgeoisie et des puissances d'argent locales ainsi qu'aux ordres des serviteurs politiques de cette classe, le gouvernement français, celui-là même qu'elle qualifie de colonialiste. Et deuxièmement, son mépris total pour les travailleurs. On l'a particulièrement remarqué au cours des grèves de travailleurs contractuels de la CTM.

Ces changements institutionnels ne sont que des artifices politiques, une supercherie pour illusionner la population en lui faisant croire que cela améliorera son sort. Rien n'est plus faux. Quant aux parlementaires, qu'ils soient de l'opposition ou de la majorité actuelle, leur rôle de serviteurs des classes aisées et de serviteurs zélés aux ordres des gouvernements ne change pas. Dernièrement, la loi pour la suppression de l'abattement de 30% des impôts sur le revenu aux Antilles a été votée malgré l'amendement de plusieurs députés antillais. Mais on sait que certains députés macronistes des Antilles, qui avaient signé l'amendement contre la

suppression de cet abattement fiscal, avaient déjà donné leur accord au gouvernement. De plus, il faut savoir que cette proposition de suppression de l'abattement fiscal avait déjà été proposée par le gouvernement Hollande dans la loi sur l'égalité réelle. C'est Victorin Lurel, ex-ministre guadeloupéen et socialiste des Outremer, qui avait préparé cette loi. Il y avait même proposé la suppression de la prime de vie chère. On le voit, c'est donc comme toujours avec l'appui des parlementaires locaux que les gouvernements de Paris font passer leur politique outre-mer contre les intérêts des travailleurs, et c'est bien le gouvernement Hollande qui a préparé ce terrain-là à Macron.

CERTAINS SECTEURS TOUJOURS MOBILISÉS

Il n'y a pas eu cependant cette année de luttes particulièrement marquantes ou offensives dans les entreprises, contrairement à l'année dernière, qui avait été marquée par la grève des ouvriers agricoles de la banane en Guadeloupe et la manifestation importante contre la suppression des CDD en Martinique. Cette année, la mobilisation est en baisse chez les CDD, mais malgré tout certains ne baissent pas les bras, en particulier les travailleurs contractuels de la CTM qui ont mené déjà plusieurs grèves.

Il faut noter toutefois la grève illimitée des travailleurs du groupe Carrefour Milenis qui se poursuit actuellement en Guadeloupe, contre la suppression de toutes leurs primes ; celle des ouvriers agricoles de la plantation Assier en Martinique, qui vient de se terminer avec des avantages pour les ouvriers, et la grève des entreprises de transports en commun de Fort-de-France contre un licenciement.

En Guadeloupe, après leur grève victorieuse de l'année dernière, les ouvriers de la banane ont à faire face, aujourd'hui, à la vengeance de quelques patrons qui licencient les travailleurs les plus combattifs. Cependant, on constate que malgré la répression patronale, les tracasseries diverses, les convocations à la gendarmerie, les travailleurs, en particulier tous ceux de l'ancien comité de grève, continuent de se battre. Ils se battent pour faire respecter les accords issus de la grève et pour les réembaucher. Ils sont un peu le dos au mur. Mais il est quand même réconfortant de constater que tous ceux qui étaient en pointe pendant la grève se retrouvent encore nombreux dans les réunions et les manifestations sur le terrain.

En Martinique, les 11, 12, 13 juin les salariés du centre hospitalo-universitaire ont fait grève et manifesté contre les restrictions budgétaires et les suppressions de postes annoncées. Lors de l'arrivée de Macron en Martinique, une manifestation de rue contre la politique antiouvrière de Macron a rassemblé 300 travailleurs à l'appel de plusieurs syndicats. Il y eut aussi plusieurs petites mobilisations populaires, limitées, dispersées mais fréquentes à partir de problèmes subis au quotidien par la population.

En Martinique, une partie de la population s'est associée à la grève des hospitaliers contre les restrictions dans la santé publique en organisant des manifestations de mécontentement, ici et là dans les rues. Face aux problèmes causés par les algues sargasses, les ministres Girardin et Hulot, ce dernier étant encore ministre de l'Écologie, ont dû faire face au mécontentement populaire tout au long de leur visite. De même, plusieurs petits comités de quartier et de communes ont exprimé leur colère face à la pénurie de l'eau en Guadeloupe.

États-Unis

Agissant un jour comme un voyou, le lendemain comme un turbulent enfant de trois ans, cela fait deux ans que Trump domine la vie politique des États-Unis. Au cours des mois qui ont précédé les élections de novembre dernier, il s'est montré dans pratiquement tous les États, a tenu presque un meeting par jour, faisant campagne autant pour lui-même que pour les candidats républicains qu'il était censé soutenir. L'axe de ses discours, répété sur tous les tons, était qu'il avait besoin des républicains pour le protéger d'une destitution, même s'il n'a pas utilisé ce terme.

En fait, les élections ont amené une majorité de démocrates à la Chambre des représentants, qui est renouvelée tous les deux ans. Les trois États industriels du Midwest, qui étaient passés aux républicains lors des élections de 2016, assurant ainsi la victoire de Trump, sont repassés cette fois aux démocrates. Le Sénat, dont le tiers seulement a été renouvelé, est certes resté aux mains des républicains, mais ces élections n'ont pas donné à Trump ce dont il avait besoin. En réalité, c'est un feu vert donné à ceux qui enquêtent sur les malversations financières et politiques de Trump, et à une partie de l'appareil d'État, en particulier dans les services de renseignement et parmi les militaires, qui voudrait bien, sinon se débarrasser de Trump, du moins le contrôler.

Il est évident que sa base d'extrême droite, reposant sur des religieux fondamentalistes, lui est restée fidèle. Il a aussi gardé une bonne partie des travailleurs ruraux blancs qu'il avait attirés en 2016 en partie par sa démagogie raciste et en partie par ses pieds de nez à l'establishment. Mais il a perdu une grosse partie des classes moyennes aisées qui votent d'habitude républicain.

Choquées par ses manières brutales et son manque de « décorum présidentiel », elles ont voté démocrate. Et les démocrates ont réussi à accroître la participation en leur faveur d'une bien plus grande partie des travailleurs des villes qui votent habituellement démocrate, quand ils prennent la peine de voter. Depuis des années, ils ne votaient plus. Une grande partie des gains supplémentaires des démocrates est certainement due à la peur qu'inspire Trump, en particulier parmi les travailleurs noirs. De plus, contrairement aux républicains, dont les candidats sont presque exclusivement des hommes blancs, les démocrates avaient bien plus de femmes candidates, un peu plus de Noirs, un peu plus d'Hispaniques et deux musulmanes, bien que l'une d'elles ait obtenu l'investiture démocrate pour un siège tenu auparavant par un démocrate noir, grâce à une manœuvre politicienne de la plus belle eau. Les démocrates se vantent de cette « diversité » mais, en réalité, l'identification ethnique sert simplement à cacher les positions politiques. Et le fait que les démocrates ont mis en avant des femmes n'implique pas,

par exemple, que toutes leurs candidates voient d'un bon œil la caravane de migrants qui a traversé le Mexique vers la frontière avec les États-Unis. En fait, certaines de leurs candidates ont utilisé des termes aussi méprisants que Trump quand il a dit que les migrants étaient une menace pour « *la prospérité de l'Amérique* » ou pour « *les emplois américains* ».

Dans ces élections, la classe ouvrière ne pouvait ni se reconnaître, ni reconnaître ses propres intérêts de classe. Elles ne concernaient pas la situation politique et sociale à laquelle les travailleurs sont confrontés quotidiennement.

Et, comme pour souligner ce fait, dans la foulée des élections General Motors a annoncé qu'il arrêterait la production de cinq usines aux États-Unis et au Canada, supprimant 14 700 emplois, ainsi que la fermeture de deux autres usines dans d'autres pays. C'est un avertissement aux travailleurs de l'automobile, dont le contrat doit être renégocié cette année avec le syndicat, sur les sacrifices supplémentaires qui leur seront demandés. Au-delà, c'est l'affirmation que GM est prêt à démanteler son appareil de production pour satisfaire les



Au début des années 1980, des quartiers de Detroit et de Hamtramck ont été détruits pour construire l'usine. Aujourd'hui, GM est en train de fermer ce site, laissant une friche industrielle au milieu de la ville.

grands fonds d'investissement qui possèdent une bonne partie de ses actions. Cette annonce signifie que, comme les deux autres constructeurs américains, GM va presque complètement abandonner le marché des voitures particulières et donc se consacrer entièrement à la production de SUV (Sport Utility Vehicle, des monospaces 4x4) et de camionnettes pickup, beaucoup plus rentables que les voitures. GM a osé dire qu'il lui faut accumuler du capital pour de futurs investissements dans des véhicules électriques et autonomes. En réalité, il a besoin de plus de profits pour satisfaire ses actionnaires qui veulent davantage que les 20 milliards de dollars que GM leur a donnés depuis trois ans et demi. GM n'est pas seul à se livrer à une telle activité destructrice. En 2018, en une seule année, les grandes entreprises ont racheté leurs propres actions pour un montant de mille milliards de dollars, alors même que leur appareil de production se dégrade et que leurs travailleurs sont jetés à la rue.

LE WORKING CLASS PARTY DANS LES ÉLECTIONS

Voilà le monde dans lequel nous vivons et dans lequel nous avons été impliqués à l'occasion de trois campagnes électorales cette année, une à Los Angeles, une dans le Michigan et une dans le Maryland.

Je commence par le Michigan. Nous nous étions investis dans la campagne du Working Class Party en 2016, quand il avait présenté trois candidats. Cette année il en présentait onze. Six d'entre eux avaient fait campagne pour les candidats en 2016, mais ne s'étaient jamais eux-mêmes présentés.

Vous savez sans doute que

la classe ouvrière américaine n'a pas son propre parti de masse, et n'en a jamais eu. Les moments où elle s'en est le plus approchée, ce fut lors des cinq campagnes électorales menées par Eugene Debs, il y a un siècle. Il s'était servi de sa candidature à la présidence pour expliquer la nécessité pour les travailleurs d'organiser leur propre parti, la nécessité de s'opposer à la Première Guerre mondiale, pour exhorter les travailleurs américains à s'identifier à la révolution russe, pour parler des possibilités du socialisme, pour parler aux travailleurs de leur capacité de gérer une société conforme à leurs intérêts de classe et de satisfaire ainsi les besoins de l'humanité.

Bien sûr, en ayant présenté le Working Class Party, le Parti de la classe ouvrière, nous ne prétendons pas avoir comblé cet énorme vide. Mais cela nous a permis au moins de poser le problème: la classe ouvrière doit construire son propre parti. Aussi bien en 2016 qu'en 2018, nous avons eu une réponse rapide.

En 2016, toute la situation politique était instable : Trump lui-même en est la preuve, de même que la campagne de Bernie Sanders pour l'investiture des démocrates. La réponse que nous avons obtenue montre de bien des façons que les gens cherchaient quelque chose de différent. Y en avait-il plus? Nous l'avons pensé car les gens nous répondaient mais seulement après avoir entendu « *Working Class Party* ». Environ 20 000 personnes ont voté simplement en bloc pour ce parti, plutôt que pour chacun de ses candidats¹. C'était possible en 2016. Et, peut-être plus significatif encore, plus d'un quart de nos voix provenaient d'endroits de l'État où nous n'avons jamais fait campagne et où, autant que

nous le sachions, le candidat ne connaissait personne. C'est dire que les gens votaient sur les simples mots qu'ils découvraient en ouvrant leur bulletin de vote : Working Class Party.

En 2018, la situation était sensiblement différente. Trump avait pesé d'une façon qui inquiétait bien des gens avec qui nous discutons. Nous l'avons bien senti. Nous avons pu avoir de bonnes discussions avec des gens qui, au fur et à mesure de l'échange, étaient d'une façon ou d'une autre d'accord avec nous, mais pour dire à la fin : « *Je suis d'accord avec vous, mais vous voyez, cette année, il faut que je vote démocrate pour empêcher Trump de faire encore pire qu'il n'a déjà fait.* » Puis ils disaient : « *Continuez à faire du bon travail* ! »

Les résultats correspondirent à ce que nous avons entendu dans la rue. Ce n'est pas facile de comparer une élection présidentielle comme celle d'il y a deux ans, qui comprend aussi l'élection du Congrès, avec une élection à mi-mandat, qui comprend les élections au Congrès mais aussi à tous les postes de l'État. Mais il y a des choses marquantes en ce qui concerne le Michigan, où nous avons fait campagne. Le nombre de votes républicains a un peu baissé, mais le nombre de votes démocrates a grimpé beaucoup plus. Une partie de cette augmentation en faveur des démocrates est venue des petits partis qui se présentaient, y compris Working Class Party. Les résultats de tous les petits partis se sont réduits proportionnellement, mais là où nous étions aussi présents nous sommes passés devant eux. De même, en ce qui concerne le seul vote à l'échelle de tout l'État, celui pour le conseil de l'Éducation, nous sommes arrivés en tête

1 En 2016, la législation électorale du Michigan offrait la possibilité de voter en bloc pour un parti, ce qui revient à voter pour l'ensemble de ses candidats, sans devoir les choisir individuellement dans les différents scrutins. (Note de la rédaction)

des petits partis, mais pas avec autant d'avance que la dernière fois. Finalement, encore une fois, on a eu assez de voix pour conserver le droit de se présenter en tant que Working Class Party aux élections suivantes.

Le fait d'avoir onze candidats a été important. Cela nous a permis de présenter un candidat dans un tiers des circonscriptions du Michigan pour les élections à la Chambre des représentants du Congrès fédéral, des candidats au Sénat du Michigan, et deux candidats pour le conseil de l'Éducation de l'État, une enseignante et un étudiant.

Nous avons eu peu accès aux grands médias, mais comme nous avons plus de candidats, la plupart très enthousiastes, nous avons eu davantage d'interviews qu'en 2016. Beaucoup ont eu lieu à des heures impossibles. Parfois nous ne sommes apparus que sur une petite station câblée, ou seulement sur Internet, ou dans un journal étudiant. Mais nous avons incontestablement été entendus plus largement. En général, les journalistes qui ont interviewé nos candidats étaient amicaux et sympathisaient avec ce que nous faisons. Nous avons participé à plus de débats, avons eu plus de questionnaires à remplir, dont certains ont été largement diffusés. Bien sûr, il y a eu des problèmes et certaines réponses ont été surprenantes. Mais de nouveaux camarades ont gagné de l'expérience.

À part cela, notre campagne a reposé sur les mêmes activités que la dernière fois. Nous sommes allés aux parades et aux foires, là où les gens avaient le temps de s'arrêter et de discuter. Nous sommes allés à une fête d'Halloween pour les enfants, avec leurs parents qui stationnaient autour et étaient disponibles pour parler. Nous sommes venus devant des bâtiments administratifs où les gens viennent renouveler leur

permis de conduire et autres autorisations officielles. La queue y est très longue, et non seulement les gens ont le temps de parler, mais ils sont en colère d'avoir à attendre si longtemps. Nous avons été invités à parler dans un club d'anciens soldats noirs par une personne qui connaissait quelqu'un, ainsi que dans un club de motards, et aussi chez des gens qui invitaient leurs amis et leur famille pour nous rencontrer. Nous avons été invités par quelques pasteurs à venir à la porte de leur église à la sortie du service religieux. Nous sommes allés à une fête polonaise, à des événements artistiques et à des fêtes de rue.

Les gens qui connaissaient nos candidats ont pris quantité de tracts pour les donner autour d'eux. D'autres ont acheté le badge qui disait juste «*Working Class Party*», ou la casquette, ou le teeshirt, et les portaient au travail. Certains des candidats ont tenu des tables dans des établissements scolaires où ils connaissaient des gens. Nous avons distribué des tracts et présenté nos candidats aux portes des entreprises où Spark a des bulletins.

Notre plus bas score est de 1,2 % mais la plupart des candidats ont aux environs de 2 %. Dans la circonscription qui comprend la ville de Flint, Kathy Goodwin a obtenu 12 643 voix soit 4,57 % et, dans la circonscription qui comprend le cœur de Detroit, Sam Johnson a obtenu 21 978 voix soit 11,35 %. Dans ces deux circonscriptions, nous étions contre le courant général qui consistait à céder des voix aux démocrates. Cela s'explique par des raisons particulières dans les deux cas.

Dans la circonscription de Flint, il y a aussi des petites villes où les usines General Motors ont presque toutes fermé. Quant au réseau d'eau courante géré par l'État, il a fourni une eau ayant une forte teneur en

plomb qui a empoisonné des enfants, et sans doute qu'une partie de la population n'a plus aucune confiance dans l'un quelconque des partis, démocrate ou républicain. Nous avons encore un autre avantage dans cette circonscription : c'est un des seuls endroits où notre candidate avait réellement des racines. Kathy a grandi là, y a fait sa scolarité ; elle y a des amis et de la famille. Ses sœurs, frères, belles-sœurs, neveux, nièces, etc., tous ont fait campagne. Et les gens qu'ils connaissaient ont fait campagne pour elle, l'ont invitée à parler dans leur école. Elle a été interviewée par des journalistes de quatre journaux différents, et elle a été invitée à la radio pendant 40 minutes au début de la campagne.

Enfin, dans la circonscription de Sam Johnson, le bon résultat est en partie dû au rayonnement de Sam et aux innombrables liens qu'il conserve avec les travailleurs de l'automobile du temps où il travaillait chez Chrysler ; et grâce aussi à une très grande famille qui le lie à beaucoup d'autres personnes, et à des gens dans les quartiers de Détroit qui le connaissent depuis des années. Mais il y a eu un autre problème dans cette circonscription constituée du quartier noir traditionnel de Détroit, la première circonscription à avoir un député noir : la candidate qui a remporté les primaires démocrates en août avait été parachutée grâce à une énorme quantité d'argent venant du Parti, alors que le vote noir était divisé entre quatre candidats. Cette candidate est l'une des stars du Parti démocrate nouveau style, une femme qui se dit elle-même «*personne de couleur*» parce qu'elle est musulmane, mais qui a pu apparaître simplement comme une femme blanche, dans une ville où les Blancs aisés poussent les Noirs dehors. Il y avait un fort ressentiment. En réalité, les

gens pouvaient exprimer leur colère de différentes manières, et plusieurs l'ont fait, les uns en votant blanc ou nul, ou pour la candidate du parti Vert, une femme noire, qui n'a cependant récolté que 4%. Il n'y avait pas de candidat républicain dans cette circonscription qui vote d'habitude à 90% pour les démocrates. Mais la candidature de Sam a donné aux gens la possibilité d'exprimer non seulement leur colère, mais aussi leurs intérêts de classe.

Comme je l'ai dit, nous avons mené une campagne électorale cette année à Los Angeles. Un de nos camarades a été candidat à la Chambre des représentants, en tant que candidat indépendant. Nous avons récolté 4 000 signatures en huit semaines pour qu'il puisse se présenter. Lors du premier tour qui a eu lieu en juin, alors qu'il y avait peu d'intérêt pour les élections et peu de couverture par les médias, et que la participation au vote se limite à ceux qui sont liés aux partis traditionnels, il a quand même réussi à obtenir 1,4% des suffrages. Il n'y a aucune chance en Californie de faire reconnaître le Working Class Party comme un parti électoral, à moins de récolter un million de signatures. Mais les gens étaient contents de discuter quand on disait « *un ouvrier au Congrès* ».

La loi du Maryland nous donne au contraire la possibilité de présenter un nouveau parti aux élections, et les camarades ont commencé à récolter des signatures pour cela. Ils auront encore un an après cet été pour obtenir le nombre de signatures voulu. Le plus intéressant, dans le Maryland, est ce que nous avons aussi connu à Détroit: les gens étaient bien plus prêts à donner leur signature pour qu'un Working Class Party puisse se présenter que pour un candidat indépendant. Quels que soient les problèmes rencontrés, ce travail nous a

permis de nous déployer plus largement qu'avant, mais aussi de faire participer nos contacts. Et cela nous a permis, au moins à Détroit, de rapprocher plusieurs jeunes travailleurs qui furent candidats, et dont les vies sont caractéristiques: petits boulots sans horaires garantis et petits salaires avec peu d'espoir de trouver mieux. Ils parlent de leurs espoirs dans les capacités de la classe ouvrière, ils regardent tout d'un œil neuf, sans illusions sur ce que la société leur réserve, à eux et à ceux qui sont autour d'eux. C'est revigorant.

Workers' Fight (Grande-Bretagne)

Évidemment, c'est le Brexit qui domine entièrement la scène politique britannique. Et, alors que tout le monde en a probablement plus qu'assez d'en entendre parler, il suscite bien des inquiétudes parmi les travailleurs concernant leur emploi et leur avenir. Déjà, des dizaines de milliers d'emplois ont disparu depuis le référendum de 2016 sur le Brexit et les patrons s'en servent comme prétexte pour aggraver l'exploitation et s'attaquer aux conditions de travail.

Quant au coût de la vie, il a augmenté du fait de la baisse du taux de change de la livre sterling, qui est aujourd'hui 14% plus bas qu'à la veille du référendum. Quant aux salaires, ils

traînent loin derrière.

Au-delà de ses conséquences économiques, le processus du Brexit nous pose un autre problème dans la mesure où il alimente les divisions dans les rangs des travailleurs. Le Brexit lui-même avait été la conséquence de la surenchère xénophobe à laquelle se livraient les politiciens. Puis son déroulement n'a fait que renforcer les préjugés envers les étrangers et alimenter le racisme pur et simple. Et tout cela a été renforcé par la politique systématique du gouvernement contre les immigrants.

Pour mémoire: bien que nous ayons pris position contre le Brexit en 2016, nous n'avons pas soutenu la campagne pour le maintien dans l'Union européenne (UE) non plus. Cela en partie parce que l'UE est essentiellement un instrument destiné à servir les intérêts des bourgeoisies européennes les plus riches. Et aussi parce que le gouvernement conservateur d'alors défendait l'idée de rester dans l'UE sur la base de sévères mesures discriminatoires à l'encontre des travailleurs européens, en particulier en les privant d'une partie de leur couverture sociale. Nous avons donc défendu l'idée que ce vote ne présentait aucun enjeu pour les travailleurs. Cela dit, bien des travailleurs ont cru qu'il y avait un enjeu pour eux et certains ont certainement vu dans ce référendum



« Avec le Brexit, nous garantirons aux travailleurs britanniques les emplois britanniques... et l'exploitation britannique. »

WORKERS' FIGHT

une occasion d'exprimer leur colère face aux coupes drastiques qu'avait faites le gouvernement tant dans la protection sociale que dans les services publics.

Aujourd'hui, plus de deux ans après le référendum, bien des travailleurs regrettent de s'être laissé prendre au piège des mensonges de la campagne en faveur du Brexit, en particulier celui selon lequel la santé publique bénéficierait de l'argent qui allait jusqu'alors à l'UE. Cela dit, les partisans du Brexit n'ont eu qu'une majorité de 3,8% à l'époque, et aujourd'hui, ils n'ont probablement plus la majorité. En tout cas, en 2016, ils ne représentaient qu'un peu plus d'un tiers des électeurs inscrits.

Mais cela n'a jamais empêché la plupart des politiciens et commentateurs de parler du Brexit comme de la « volonté populaire ». Theresa May ne peut pas prononcer une phrase sans y inclure ce qu'elle appelle son respect pour la volonté populaire. Elle aime aussi ajouter qu'elle sert les intérêts de la « nation » en s'efforçant d'obtenir un bon accord, alors qu'en réalité, elle ne fait que servir les intérêts de son parti et ceux du grand capital, même si ces intérêts sont souvent contradictoires.

L'une des questions les plus épineuses à laquelle May doit faire face est celle de l'Irlande du Nord. Cela tient en partie aux objections virulentes du DUP (Parti démocratique unioniste), un petit parti d'extrême droite basé en Irlande du Nord dont le soutien est indispensable à May pour avoir une majorité au Parlement. Mais cela tient surtout au fait que la situation de l'Irlande du Nord est de toute façon une absurdité.

Voilà un territoire, couvrant environ un septième du territoire irlandais, dont l'annexion à la Grande-Bretagne, en 1921, a entraîné une guerre civile

larvée qui dura 77 ans. Finalement, un accord de paix mit fin à cette guerre en 1998, dont l'une des principales clauses est que la frontière entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande, au sud, restera toujours totalement libre.

Tant que la Grande-Bretagne et l'Irlande étaient membres de l'UE, cela marchait. Mais le Brexit est venu s'en mêler. Pour éviter une résurgence nationaliste en Irlande du Nord, il fallait que sa frontière avec la République d'Irlande reste ouverte. Mais, pour réaliser les objectifs nationalistes des partisans du Brexit, il fallait fermer cette frontière, pour permettre à la Grande-Bretagne de « reprendre le contrôle de ses frontières », comme ils le réclament. Bien sûr, tout cela ne fait que souligner le caractère aberrant de la situation dans laquelle se trouve l'Irlande du Nord. Mais comme les partis politiques britanniques sont si fiers de ce qu'ils appellent le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et que, pour eux, la réunification de l'Irlande n'est pas une option, May s'est évertuée à résoudre la quadrature du cercle depuis le début des négociations du Brexit.

LA SITUATION SOCIALE EN GRANDE-BRETAGNE

Quelques mots maintenant sur la situation sociale. À quel point s'est-elle dégradée ? Une commission d'enquête des Nations unies sur la pauvreté a publié le mois dernier un rapport qui décrit très bien les choses.

Rappelant que la Grande-Bretagne est au cinquième rang mondial par la richesse, ce rapport dit : « 14 millions d'individus, soit un cinquième de la population, vivent au seuil de pauvreté ou en-dessous, dont 1,5 million sont en état de pauvreté extrême, sans pouvoir se

permettre de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. Ce fait n'est pas seulement un scandale, c'est une calamité sociale et un désastre économique ». Ce qui a poussé un grand nombre vers cette pauvreté extrême, c'est un système d'aides sociales punitif à l'égard des chômeurs, qui les prive d'allocation s'ils ne trouvent pas d'emploi. Aujourd'hui, ce système est en train d'être remplacé par un autre, supposé plus simple, mais en fait encore plus restrictif. Ce nouveau système est particulièrement brutal envers les travailleurs handicapés. Il leur impose un régime de sanctions drastiques qui a déjà été à l'origine du suicide de plusieurs d'entre eux.

Le rapport déjà mentionné fait ainsi le lien entre la montée de la pauvreté et le Brexit. Il dit : « Pour la population pauvre, la chute de la valeur de la livre sterling a déjà entraîné une hausse du coût de la vie de 460 euros par an. Et si le gouvernement n'augmente pas les allocations sociales en tenant compte de l'inflation causée par le Brexit, 900 000 personnes pourraient se retrouver sous le seuil de pauvreté. »

Le manque de logements et leur coût élevé, particulièrement à Londres, a été la cause d'une augmentation sans précédent des sans-logis. Il est fréquent que trois quarts du salaire d'un travailleur passent dans son loyer, avant même qu'il paie ses factures. Cela ne peut pas continuer ainsi. Et pourtant, malgré un boom de la construction qui se poursuit, le nombre de logements sociaux construits est dérisoire.

Je ne vais pas vous donner les chiffres du chômage car aujourd'hui les chiffres officiels n'ont rien à voir avec la réalité. Il est probablement vrai que le nombre des travailleurs qui ont un emploi a augmenté, mais c'est uniquement dû à la montée des emplois précaires.

Ce sont ceux que l'on appelle aujourd'hui les travailleurs pauvres.

Il y a néanmoins quelques lueurs d'espoir. Il y a quinze jours, les ouvriers d'une usine de Vauxhall ont exprimé leur colère par une grève sauvage lorsque PSA, qui a racheté l'entreprise l'année dernière, a annoncé 421 suppressions d'emplois en plus des 650 déjà supprimés depuis octobre 2017. Une telle réaction contre des suppressions d'emplois est nouvelle. Les travailleurs de Vauxhall semblent avoir été encouragés par une grève que leur syndicat dirigeait à Cammell Laird, un chantier naval voisin, également contre des suppressions d'emplois. Mais ceux de Vauxhall n'ont pas attendu les consignes syndicales pour passer à l'acte. Et ils ont eu raison, d'autant qu'au chantier naval voisin, leur syndicat, Unite, se borne à revendiquer que les licenciements soient repoussés dans le temps! Et à Vauxhall, Unite demande à PSA de bien vouloir investir dans l'usine en disant que le syndicat pourra alors aider PSA à faire des bénéfices!

Lutte ouvrière/ Arbeidersstrijd (Belgique)

Le mouvement des gilets jaunes a été contagieux, surtout en Wallonie, où aucune barrière de langue n'empêche la contagion. Cependant il y a moins de monde mobilisé qu'en France. Bien que très minoritaire et limité dans ses revendications, ce mouvement a changé un peu le climat. Le fait d'oser hurler sa rage, ça fait la différence par rapport à se taire. Ce mouvement intervient entre deux élections. Il y aura les élections législatives en mai 2019. Et nous sortons des élections communales en octobre dernier.



Belgique : gilets jaunes à Tournai, le 17 novembre 2018.

LES ÉLECTIONS COMMUNALES D'OCTOBRE 2018

Le fait marquant de ces élections est le résultat du Parti du travail de Belgique (PTB/PVDA), ce parti d'origine maoïste et stalinienne qui poursuit une ascension depuis quelques années déjà. Le PTB a progressé en Flandre, plus encore à Bruxelles et nettement plus en Wallonie. Dans plusieurs communes des anciens bassins industriels de Wallonie, le PTB arrive en seconde position derrière le PS. À La Louvière par exemple, il passe de un à sept élus. Pour l'ensemble de la Belgique, le PTB passe de cinquante à cent-cinquante-huit élus. Le PTB avait fait une campagne très réformatrice, en proposant des programmes de gestion communale, sur les logements sociaux, les transports publics gratuits... Il proposait aussi de baisser les salaires des bourgmestres. Un argument qui touche après les nombreux scandales qui ont frappé le PS en 2017. Le PTB mettait en avant que ses candidats et ses cadres ont des salaires de travailleurs, qu'ils sont proches des problèmes des gens et ne briguent pas de mandat pour s'enrichir.

Les propos lutte de classe

passent de plus en plus en arrière-plan de la communication du PTB, pour laisser la place à la dénonciation des politiciens seulement: «*Les vrais privilégiés sont les parlementaires*», disait ainsi le porte-parole du PTB, Raoul Hedebouw, dénonçant ces parlementaires qui gagnent 10 000 à 12 000 euros par mois et décident de baisser les pensions de ceux qui doivent vivre avec 1 300 euros. Et quand le PTB parle de rupture nécessaire, il entend moins rompre avec le dictat patronal, que «*rompre avec le dictat de l'Europe*».

Dans sept villes, le PS a invité le PTB à des négociations en vue d'une coalition pour gérer la commune. La campagne du PTB entretenait l'espoir qu'un score assez important du PTB allait pousser le PS et Ecolo (parti écologiste francophone et germanophone) à changer de politique et accepter au moins une partie de leurs propositions en vue de former des coalitions. Cela n'a pas été le cas. Le PS a essayé de les attirer dans des majorités communales où les élus du PTB auraient été amenés à gérer avec le PS l'austérité dans ces villes très sinistrées par le chômage et pour la plupart sous tutelle financière. Le PTB n'a pas accepté. Ce qui n'était pas évident, car

une bonne partie des électeurs déçus du PS qui se sont tournés vers le PTB auraient bien voulu qu'il accepte. Et la FGTB wallonne, le syndicat lié au PS, faisait pression pour que le PTB et Ecolo concluent avec le PS des « coalitions de gauche ». Le PTB n'est finalement entré que dans une coalition communale en Flandre, à Zelzate, une commune ouvrière de 12 000 habitants, entre Gand et Anvers. Mais en Flandre, le Sp.a (Parti socialiste flamand) n'a pas du tout la même hégémonie que le PS en Wallonie. Lors des dernières élections régionales de 2014, le Sp.a pesait moins de 14% et il a encore diminué.

Le paysage politique est donc très divergent entre la Wallonie et la Flandre. En Flandre, la droite nationaliste (N-VA), premier parti, et l'extrême droite (Vlaams Belang) réunissent près de 40% des voix. La N-VA avait participé pour la première fois au gouvernement national. Dans la surenchère entre le Vlaams Belang et la N-VA, la N-VA a adopté un ton et une politique anti-migrants de plus en plus virulents. Ses ministres viennent de quitter le gouvernement, refusant de cautionner la signature par la Belgique du « pacte sur les migrations » de l'ONU. Le ton de la campagne pour les élections législatives est donné.

En Wallonie, le PS, malgré un recul important, est toujours dominant et le PTB monte. Pour les nationalistes flamands c'est une preuve de plus qu'il y a deux pays qui doivent avoir le plus d'autonomie possible. « Si les Wallons veulent être gouvernés par des marxistes... c'est leur affaire. Mais les Flamands ne vont pas se laisser imposer cela », dit en substance la N-VA. Du côté wallon, cela contribue à maintenir l'idée fautive que la Wallonie serait immunisée contre l'extrême droite! C'est vrai que l'extrême droite en Wallonie reste éclatée

entre petites formations et qu'il n'y a toujours pas de parti suffisamment organisé pour être capable de recueillir massivement les voix des déçus des partis traditionnels. Mais cela peut vite changer et les propos très anti-migrants de certaines personnalités de la N-VA plaisent aussi en Wallonie. De plus, les dirigeants syndicaux wallons, notamment FGTB et souvent ceux qui paraissent les plus combatifs, entretiennent un ton anti-flamand. À les entendre, les Flamands sont en général racistes, catholiques et ils votent à droite! Alors pourquoi les travailleurs en Wallonie devraient s'adresser à eux? Le gros de la classe ouvrière belge se trouve pourtant en Flandre aujourd'hui.

En tout cas, la guerre de classe du patronat contre les travailleurs continue, dans toutes les langues. Le gouvernement fédéral a déjà annoncé qu'après les élections législatives, il faudra « déshabiller les syndicats » c'est-à-dire leur enlever une bonne partie de leurs moyens financiers et bureaucratiques, notamment en les écartant de la gestion du versement des indemnités de chômage. La FGTB, et ses milliers de permanents et d'employés, espèrent qu'un gouvernement de gauche, avec le PS, Ecolo et le PTB, serait moins enclin à réduire les moyens financiers des appareils syndicaux. En tout cas, les dirigeants FGTB militent à fond pour un tel gouvernement de gauche. Pour le PTB, qui pourrait avoir plus d'une dizaine de députés si ses scores se maintiennent, la participation à un gouvernement bourgeois est un piège dont ses dirigeants sont conscients. Ils ont vu notamment ce qui est arrivé en Grèce à Syriza qu'ils avaient applaudi au début. On verra s'ils résisteront aux pressions de leurs électeurs et de la FGTB. Et d'ici là, la situation peut avoir beaucoup changé.

Bund Revolutionärer Arbeiter (Allemagne)

LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE

Merkel vient d'abandonner ce vendredi 7 décembre la présidence de son parti, la CDU, un poste qu'elle occupe depuis dix-huit ans. Elle reste cependant chancelière, en tout cas pour le moment.

Que Merkel doive céder la présidence de son parti n'est pas simplement un événement politique. Dans l'opinion publique, Merkel n'est pas la représentante de la politique de la CDU ni même du gouvernement. Son nom est synonyme de politique d'accueil des réfugiés. Dans les discussions, ceux qui se disent contre Merkel sont contre l'accueil des réfugiés, et vice-versa. Que Merkel doive quitter la tête de son parti est l'expression d'une évolution à droite dans la CDU et dans le climat général.

Et il est significatif que les trois candidats qui voulaient prendre sa succession ont chacun tout fait pour se démarquer de ce que Merkel représentait d'humain et de social. Tous les trois postulaient à une politique plus ouvertement pro-patronale, plus conservatrice, plus chrétienne... et plus anti-immigrés. La situation politique se dégrade à une vitesse impressionnante. Le parti d'extrême droite AfD continue non seulement à avoir du succès dans quasiment toutes les élections, mais il évolue lui-même encore plus à droite. Un nombre croissant de députés de l'AfD ne cachent plus leur proximité avec les courants néonazis.

Les succès et les provocations répétés de l'AfD ont bien dégradé le climat général. Les événements de Chemnitz cet été, où plusieurs milliers de néonazis ou de hooligans se sont retrouvés et ont organisé plusieurs



Manifestation de grévistes sur le site du CHU de Essen, le 27 juin 2018.

manifestations musclées et des chasses aux immigrés, ont brutalement mis en lumière cette détérioration.

Ce qui est intéressant pour nous, c'est que quasiment toute l'extrême gauche n'y a vu qu'une manifestation néonazie de plus, choquante certes, mais comme il en a existé d'autres dans le passé. Nous étions un peu les seuls à considérer qu'il s'agit d'un phénomène nouveau, car pour la première fois, ces nervis d'extrême droite n'étaient plus isolés et au ban de la société. Il y a maintenant un parti d'extrême droite avec 12,6% des voix et 92 députés au Parlement. Et ce parti a franchi l'étape d'accueillir ouvertement ces néonazis dans ses manifestations. Autre fait nouveau, tout cela fut indirectement cautionné par le ministre de l'Intérieur et le chef des services secrets qui niaient les chasses à l'homme et exprimaient de la compréhension pour ces manifestations qui prétendaient représenter une colère légitime de la population.

Depuis des décennies, l'extrême gauche a crié au danger fasciste face à chaque groupuscule d'extrême droite. Elle a si souvent crié qu'elle n'a pas vu cette fois-ci que s'esquissait le mécanisme pouvant réellement conduire à un parti fasciste,

avec des troupes prêtes à en découdre et un soutien dans l'appareil d'État.

Ce qui a été marquant, c'était le silence dans le monde du travail. Dans quasiment toutes les entreprises où on a pu avoir un écho, les travailleurs n'ont pas parlé du tout de Chemnitz. Personne ne voulait afficher ouvertement son opinion dans l'atmosphère tendue, ni ceux qui éprouvaient de la sympathie pour l'extrême droite, ni ceux qui en étaient choqués. Et la plupart ne voulaient pas choisir un des deux camps.

Même si, en apparence, l'AfD se distancie un peu en ce moment des courants néonazis, sur le fond, l'AfD et son aile la plus à droite sont à l'offensive. Dans les parlements régionaux dans lesquels elle a des élus, l'AfD a demandé par exemple une enquête officielle sur les militants des partis communiste, maoïste ou encore d'extrême gauche organisés dans Die Linke, qui d'après l'AfD essaieraient d'infiltrer le syndicat des services publics. Pour faire pression, elle a publié nom et photo de quelques-uns de ces militants. S'appuyant sur le préjugé souvent répété qu'extrême droite et extrême gauche seraient les mêmes, l'AfD essaie ainsi de faire taire les critiques concernant ses liens avec les néonazis.

Leurs adeptes aussi s'affichent de plus en plus ouvertement. Dans une grosse entreprise internationale de la Ruhr, le nouveau syndicaliste à la tête du CE ose répandre sur sa page publique Facebook de la publicité pour l'AfD, pour un club de motards d'extrême droite, contenant des délires abominables sur les réfugiés qui seraient tous assassins et violeurs... sans que cela ait jusqu'à présent la grande exception dans le milieu syndical. Mais l'exemple montre leur assurance croissante dans un climat général qui ne les arrête plus.

LA GRÈVE AU CHU D'ESSEN DE L'ÉTÉ 2018

Sur un tout autre plan et en positif maintenant, la grève de trente-cinq jours au CHU d'Essen a été un petit événement marquant la région de la Ruhr. C'était une grève pour plus de personnel et pour une réduction des charges de travail qui s'insérait dans un mouvement impulsé par le syndicat Verdi dans plusieurs hôpitaux du pays.

Cette grève a su se donner une direction démocratique, avec un comité de grève régulièrement élu par tous les grévistes et des assemblées générales quotidiennes où les décisions étaient prises par l'ensemble des grévistes. D'habitude, chaque aspect d'une grève est réglementé par la loi et les syndicats. C'est la direction du syndicat à Berlin qui doit autoriser chaque journée de grève pour qu'elle soit légale, c'est elle qui décide des revendications, des négociations et aussi de la fin d'une grève. Mais dans la grève du CHU, c'étaient les grévistes eux-mêmes qui décidaient de leurs revendications, de leurs actions, décidaient qui allait pour eux aux négociations, s'il

fallait ou non interrompre la grève pendant la négociation, comme le voulait la direction du syndicat, etc.

Pourquoi les bureaucrates syndicaux ont-ils laissé faire? Au début ils ont dû penser que cette structure bizarre appelée comité de grève était un simple comité d'organisation. Quand ils ont compris que c'était une vraie direction de la grève, il était trop tard.

Plus d'une fois les grévistes les plus conscients ont dû s'affronter aux bureaucrates syndicaux qui voulaient reprendre en main la direction de la grève. Dans une assemblée générale, un bureaucrate a par exemple arraché le micro à une dirigeante de la grève pour empêcher qu'une question qui les dérangeait soit mise au vote. Mais, plus la grève durait, plus le comité de grève et tous les grévistes prenaient de l'assurance. Les assemblées générales étaient sérieuses et vivantes, beaucoup de travailleurs y intervenaient. Pour les grévistes, dont la majorité faisaient grève pour la première fois de leur vie, c'était rapidement devenu évident qu'eux-mêmes décidaient de chaque étape de leur mouvement. Et les bureaucrates syndicaux ne se sentaient pas de se mettre à dos tous les grévistes.

Une trentaine de travailleurs ont participé au comité de grève, et au fil du temps, les militants syndicaux ont eu tendance à s'en éloigner tandis que les simples travailleurs – et surtout travailleuses – y étaient majoritaires. Elles s'engageaient pour la première fois de leur vie et pendant des semaines ont réfléchi à tous les aspects politiques et matériels de la grève. C'étaient justement les « simples travailleurs » qui avaient les meilleures idées sur comment s'adresser aux non-grévistes dans cette grève malgré tout très minoritaire, avec 300 grévistes.

Le caractère non corporatiste était un aspect important de la grève. Différents métiers participaient. Dès le début, la direction a essayé de diviser les grévistes là-dessus, en proposant des améliorations uniquement pour les infirmières. La direction nationale du syndicat faisait pression dans le même sens, pensant qu'une grève des infirmières, personnel recherché et bénéficiant d'une reconnaissance sociale, aurait plus de chance de réussir. Le comité de grève, composé de travailleurs de différents métiers, a milité contre cette menace de division. Dans ce milieu traditionnellement très hiérarchisé et catégoriel, une équipe soudée de grévistes se formait, avec une conscience de leurs intérêts communs et de leur force collective.

Cette idée d'appartenir à une même classe ouvrière, au-delà de la profession et de la branche d'activité, a progressé dans la conscience des grévistes, à travers des discussions, et aussi par des actions des grévistes devant des entreprises ou sur les marchés de quartiers populaires. Beaucoup de soignants réalisaient pour la première fois que le stress, le manque d'effectif et les externalisations n'étaient pas un problème des hôpitaux, mais de quasiment tous les travailleurs.

Après trente-cinq jours de grève, les grévistes ont décidé de mettre fin au mouvement sur une proposition de la direction de créer 140 postes d'infirmières, 40 postes pour les autres métiers et de fermer des lits en cas de manque d'effectif répété. Pour le personnel chargé du nettoyage, l'une de leurs revendications importantes a également été satisfaite, puisque leur temps de travail quotidien est modifié de façon à ce qu'elles aient désormais huit et non plus seulement cinq jours de repos par mois. Et toutes les aides-cuisinières

ont la possibilité de passer de temps partiel à plein temps en CDI, ce qui fera une belle différence de salaire.

Évidemment, maintenant que la grève est terminée, la direction essaye de saboter l'application de ses promesses. Ce n'est donc pas fini, et d'ailleurs une petite vingtaine de militants de la grève, qui n'étaient pas actifs auparavant, continuent à se retrouver régulièrement pour surveiller la réalisation des acquis de la grève et plus généralement pour militer auprès de leurs collègues. [...]

Voz Obrera (Espagne)

MONTÉE ÉLECTORALE DE L'EXTRÊME DROITE ET DES NATIONALISMES

Les élections régionales viennent de se tenir. Comme vous le savez, en Espagne, en plus du Parlement central de Madrid, nous avons des parlements régionaux dotés d'une certaine marge de manœuvre politique et de pouvoirs de gestion étendus. La crise économique est devenue chronique et l'un des aspects du pourrissement de notre société est apparu au grand jour en Andalousie dans ces élections. Beaucoup pensaient qu'une histoire récente marquée par le franquisme nous protégeait de l'extrême droite. C'est une erreur. L'extrême droite a commencé sa progression par l'Andalousie, avec 12 députés sur 109, soit 400 000 voix, et il ne fait aucun doute que dans tout le pays, cela va continuer et s'amplifier. Nous ne sommes pas une oasis au milieu de l'Europe.

Vox est né du Parti populaire (PP), de la droite. La rupture s'est faite quand la politique du PP s'est embourbée dans la corruption. Le « procès » catalan a radicalisé une partie de l'électorat de droite qui ré-

clame plus de fermeté contre les indépendantistes. Vox attire aussi un électorat catholique réactionnaire et misogyne. Ils s'appuient sur la xénophobie et le rejet des migrants. Mais dans les quartiers populaires également, Vox a progressé parmi les personnes précaires qui ne voient aucune issue avec Podemos ou le Parti socialiste.

L'abstention a été très élevée : 2 600 000 Andalous ne sont pas allés voter. C'est un échec cuisant pour la gauche qui a perdu beaucoup de voix, aussi bien les socialistes que le Podemos local, Adelante Andalucía, qui a perdu trois députés.

À présent tous, de Susana Díaz (socialiste) à Pablo Iglesias (Podemos), se mettent à réclamer un front démocratique contre l'extrême droite. Ce qu'ils ne disent pas, c'est que l'extrême droite apparaît quand la prétendue gauche ne résout pas la crise sociale, le chômage, la précarité, les coupes budgétaires, les expulsions de locataires... et quand les travailleurs sont déboussolés. C'est là qu'apparaissent l'abstention, le désenchantement, la déception.

À gauche, Podemos et IU (Gauche unie, venant du PC) n'ont fait que s'intégrer aux institutions, au parlementarisme, et entrer dans une logique démobilisatrice. Voilà le résultat du réformisme dans un contexte de crise : la dépolitisation, le découragement et la défaite de la classe ouvrière.

Cependant, la montée de Vox en Andalousie a provoqué la réaction immédiate et pratiquement spontanée de milliers de jeunes qui, au lendemain des élections, sont descendus dans la rue contre l'extrême droite. À Séville, Malaga, Grenade, Cadix, les manifestants ont crié : « *L'Andalousie sera la tombe du fascisme* », mais aussi

parfois : « *La seule voie c'est la lutte des travailleurs* ». Il semble que les mobilisations soient en train de s'étendre à d'autres provinces. Quant à nous, nous défendons l'idée que, pour arrêter l'extrême droite, il est vital de retrouver la voie des luttes ouvrières et d'avancer un programme de revendications pour protéger les travailleurs de la crise.

Par ailleurs, à Madrid, le chef du gouvernement central depuis cet été est le socialiste Pedro Sánchez, qui a gagné une motion de censure avec l'aide de Podemos et IU ainsi que des nationalistes basques, catalans et canariens. Il a donc chassé Mariano Rajoy, chef du Parti populaire (droite), alors au pouvoir.

Pedro Sánchez ne présentait pas un programme de gouvernement précis. Il s'est contenté d'un plan d'urgence pour stabiliser le pays et préparer de prochaines élections générales. Il ne s'attendait pas à la raclée qu'ont subie les socialistes en Andalousie, l'un de leurs fiefs historiques. D'autre part, Podemos, qui recueille les espoirs des classes populaires, a soutenu les socialistes contre Rajoy, sans conditions. C'est tout juste si Pablo Iglesias n'a pas supplié Sánchez de le prendre au gouvernement, ce qui finalement ne s'est pas fait.

Et pourtant, la stabilisation promise n'arrive pas ; seule la crise est stabilisée en quelque sorte. La précarité, la pauvreté s'installent dans de larges couches de la population tandis que les profits du grand patronat et des riches ne cessent de croître. Cela faisait plaisir de voir Rajoy défait par Sánchez mais le soulagement n'a pas duré plus de cinq minutes. Aucune promesse n'a été tenue, ni l'abrogation de la réforme du Code du travail ou de la loi

bâillon², ni l'augmentation du salaire minimum à 900 euros. Tout est reporté après l'adoption du budget de l'État, pour laquelle les socialistes ont besoin des nationalistes catalans qui, avec leurs chefs emprisonnés et en grève de la faim, pourraient vouloir marchander leur soutien au budget contre la liberté, l'acquiescement ou un jugement favorable.

À la montée de l'indépendantisme a répondu celle du nationalisme espagnoliste. Dans tout le pays, Ciudadanos aussi s'est renforcé. Ce parti de la droite espagnoliste, catalan à l'origine, est maintenant présent au niveau national, avec de bons scores également en Andalousie.

La droite catalaniste continue d'utiliser l'indépendantisme comme outil de diversion face à la crise économique, qui n'est pas moins présente en Catalogne qu'ailleurs. Cette façon de gouverner en cachant les problèmes sociaux n'est certes pas nouvelle. En ce moment, les médecins et les services publics de Catalogne se mobilisent contre la dégradation générale des services de santé et autres. Jusqu'à présent, il était facile de rejeter la faute des coupes budgétaires sur Madrid bien que ce soit la droite indépendantiste, tout aussi corrompue que le PP, qui ait réalisé les pires saignées en Catalogne.

LA SITUATION SOCIALE

Cette année n'a pas été marquée par de grandes mobilisations. C'est plutôt l'apathie dans le monde du travail, à part les manifestations féministes et le mouvement des retraités.

La journée de grève du 8 mars a été un succès. Les manifestations ont donné à voir l'indignation de centaines de

2 Surnom donné à la « loi organique de protection de la sécurité publique » de juillet 2015, largement dénoncée comme une menace pour la liberté d'expression (note de la rédaction).

milliers de femmes qui, aux côtés de bien des hommes, refusent le machisme, la violence sexiste et l'inégalité au travail et dans les salaires, qui sont de mise dans la société. Appelée par plusieurs organisations féministes et soutenue par les partis politiques de gauche et les syndicats, la grève n'a eu d'opposants qu'à droite : Ciudadanos et le PP. Le slogan de ce 8 mars était : « *Si les femmes s'arrêtent de bosser, le monde s'arrête de tourner.* »

À plusieurs reprises cette année, les retraités, la « marée grise », sont descendus dans la rue à travers le pays, dans de grandes manifestations qui ont reçu la sympathie et le soutien actif d'une partie de la population. La situation des retraités en général est difficile. En Espagne, les retraites sont basses ; elles subissent des baisses régulières et c'est d'autant plus dur que bien des retraités sont le seul soutien de la famille, avec des enfants et petits-enfants sans ressources. Si les retraités ont fait siffler les oreilles de Rajoy, à présent, avec Pedro Sánchez, le mouvement s'est un peu calmé.

À Séville, ce mois-ci nous avons connu une grève de tous les employés de la mairie (aux mains des socialistes) où nous avons un bulletin depuis des années. Depuis la crise de 2008, la mairie embauche à peine. Il manque plus de 1 100 postes ; le ménage des écoles, l'entretien des parcs et jardins et les services sociaux sont si dégradés que les agents doivent combler le vide et faire le travail des collègues manquants. La quasi-totalité des 3 500 travailleurs municipaux se sont mis en grève pour réclamer des embauches publiques. Depuis 18 ans, les syndicats municipaux n'ont rien fait, pas même un appel à la protestation. [...]

C'est aussi bon pour le moral de voir les mobilisations récentes de la jeunesse contre

l'extrême droite. [...] Après le premier choc du résultat électoral désolant, nos camarades les plus proches ont vite compris la nécessité de diffuser nos idées, comme disait Trotsky, avec une énergie décuplée. Nous ne savons pas si ces mobilisations seront éphémères ou durables, mais nous serons dans la rue pour le vérifier ; car les premières réactions nous ont rappelé les débuts dans la rue du mouvement des Indignés, du 15M, qui a tant fait parler de lui.

Ce dont nous sommes sûrs, c'est que des courants comme le nôtre, Lutte ouvrière, Spark, etc., sont plus nécessaires que jamais car l'extrême droite ne peut se combattre que par la lutte de classe du prolétariat.

Lutte ouvrière (La Réunion)

Nous rapportons ici année après année des chiffres sur le chômage et la pauvreté à La Réunion. Brusquement, en deux semaines, avec le mouvement des gilets jaunes, c'est la réalité concrète de toutes les difficultés quotidiennes des classes populaires qui a éclaté au grand jour. [...]

LES CAHIERS DE DOLÉANCES

Sur les barrages, dans les manifestations où était recueillie l'expression des souffrances et des humiliations, on a parlé de cahiers de doléances. Cette fois, on peut dire que ce terme, qui évoque la Révolution française, n'est pas usurpé.

Je vais énumérer, en vrac, une partie de ce qu'on y trouve : la vie chère, la fiscalité injuste, la corruption des élus, les enfants diplômés des classes populaires sans emploi parce que sans réseau, le frigo vide le 20 voire le 15 du mois, les agios bancaires, les batailles perdues

du pot de terre contre le pot de fer dans tous les domaines du foncier, devant les tribunaux, la relégation dans les quartiers et les hauts de l'île faute de transports en commun, les loyers exorbitants et l'habitat indigne, les prix à la consommation plus élevés qu'en métropole, l'autonomie alimentaire, les places de cadres y compris dans les services publics occupées par des métropolitains, l'obligation de s'expatrier, la difficulté à revenir, vivant ou mort, pour trouver du travail ou avoir une place au cimetière tant le rapatriement des corps est cher, comme sont chers les transports et accompagnements sanitaires, en particulier des enfants malades, les coûts délirants des pièces détachées et des réparations sur les voitures, au prix d'achat déjà largement supérieur à celui de métropole, le contrôle technique, les cotisations d'assurances et de mutuelles, la malbouffe, le diabète de la pauvreté... J'arrête là.

Parmi ceux qui prenaient la parole, il était étonnant d'entendre des travailleurs payés au smic, 1 200 euros par mois ou 1 300, dire qu'ils appartiennent à la classe moyenne, celle qui est surtaxée et qui doit tout payer plein pot : aucune aide pour la cantine des enfants, pas de bourses suffisantes pour les étudiants, pas de gratuité des transports, etc. C'est que, effectivement, un travailleur à La Réunion, c'est déjà le dessus du panier quand pratiquement la moitié de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté fixé à 977 euros, que ce soit avec le RSA, le minimum vieillesse, les allocations chômage ou les petites retraites.

Sur un espace réduit se côtoient la grande pauvreté et la grande richesse. Entre ces deux pôles toutes les couches sociales : travailleurs, auto-entrepreneurs, petits patrons, artisans, commerçants,

professions libérales, agriculteurs. La plupart disent vouloir arrêter d'être taxés pour payer les plus pauvres et enrichir les plus riches.

En fait, la mainmise des petits patrons sur les revendications n'a jamais été démentie dans ce mouvement, ce qui est bien normal vu sa composition, et l'expression des intérêts des travailleurs n'a pas – pas encore? – été entendue. Naturellement la colère s'est focalisée sur les élus et le gouvernement d'un côté et sur deux ou trois grandes familles de la distribution de l'autre.

Le 9 novembre, le président du conseil régional, le même qui venait d'augmenter la taxe régionale sur les carburants, s'octroyait, sans gêne aucune la présidence des musées régionaux et le salaire qui va avec, 6800 euros par mois. Cette façon de rouler carrosse, signe extérieur de mépris envers la population, a fini par provoquer l'indignation et le rejet des politiciens comme rarement vu depuis des décennies. Tous les élus sont mis dans le même sac et sont la cible de la plupart des récriminations : favoritisme, achat de voix, impunité devant la justice, incompétence.

En ce qui concerne la cherté de la vie, si les gros importateurs et quelques grandes familles capitalistes du grand commerce sont dénoncés avec colère, c'est vers l'État que les gilets jaunes se tournent pour faire baisser les taxes et l'octroi de mer, que le Conseil constitutionnel vient de décider de maintenir ce vendredi 7 décembre.

LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

Sa composition est sans doute semblable à celle de la métropole : un mélange assez populaire de gens aux fins de mois difficiles et d'une petite bour-



Gilets jaunes devant la sous-préfecture de Saint-Benoît lors de la rencontre avec la ministre de l'Outre-mer, Annick Girardin, le 29 novembre 2018.

geoisie qui ne s'en sort plus. Des centaines ont occupé des barrages, des milliers ont soutenu et manifesté occasionnellement, tous ont voulu crier leur colère, échanger, discuter, s'engueuler, affirmer leur révolte. Les gilets jaunes voulaient s'exprimer eux-mêmes et que toute discussion avec les pouvoirs publics se tienne publiquement. C'est un acquis à préserver dans les luttes à venir.

La classe politique réunionnaise et le préfet ont été sidérés dans un premier temps. En quelques jours, l'économie a été quasiment à l'arrêt : transports scolaires, écoles, lycées, universités, transport routier de marchandises, blocage du port et perturbation du transport aérien avec la fermeture avancée de 23 h à 16 h de l'aéroport. Chaque jour, une trentaine de barrages plus ou moins filtrants se tenaient de l'aube au crépuscule. Pendant une petite semaine, à la nuit tombée le relais était pris dans différents quartiers populaires par de petites bandes désœuvrées qui mettaient le feu aux poubelles, aux voitures et saccageaient des magasins.

Ce fut le prétexte pris par le préfet pour faire venir de Mayotte et de métropole plusieurs escadrons de gendarmerie et pour promulguer un couvre-feu de 21 h à 6 h. Les

sorties nocturnes de ces jeunes ont été éradiquées. Curieusement, l'opinion se disait soulagée mais en même temps il y eut des interventions d'enseignants, de représentants d'associations, de mères de famille et d'autres, pour dire leur indignation d'être traités comme des sauvages contre lesquels on envoie des forces armées et pour proclamer qu'on ne naît pas cagnards (voyous en réunionnais) mais que c'est la société qui les fabrique en créant le chômage de masse.

Les gilets jaunes et les manifestants ont d'emblée demandé la démission du préfet. En fait, il est en place depuis 18 mois et a focalisé toutes sortes de rancunes, à commencer par sa gestion de la tempête tropicale Fakir au mois de mai. Il n'avait pas voulu décréter les phases d'alerte pour protéger la population, en particulier l'alerte rouge qui interdit toute activité économique. Résultat : deux morts, en plus des nombreuses cultures dévastées, des maisons inondées voire en partie détruites, des kilomètres de routes et chemins endommagés, des centaines de foyers privés d'eau et des milliers d'électricité.

En outre, réfugié en son palais préfectoral, monsieur Amaury de Saint-Quentin n'avait pas condescendu depuis tout ce temps à rencontrer les

fameux corps intermédiaires que sont les syndicats.

Quand il leur a demandé de venir l'aider à trouver des interlocuteurs chez les gilets jaunes, les syndicats lui ont ri au nez. C'est de bonne guerre...

L'annonce du gel de la hausse sur les taxes régionales du carburant, en accord avec le président de région, n'a eu aucun effet apaisant. L'appel à la ministre de l'Outre-mer, Annick Girardin, s'est fait de plus en plus pressant et elle a annoncé sa visite pour le mercredi 28. Elle a débarqué en proclamant qu'elle allait prendre tout le temps qu'il faut pour écouter tout le monde, qu'elle avait un billet open, sans date de retour, qu'elle aussi est îlienne (de Saint-Pierre-et-Miquelon), fille de marin pêcheur et même de gauche, pour avoir appartenu à un gouvernement sous Hollande. Girardin a agi en serviteur zélé du système et des puissants. Comme elle l'a fait durant la crise à Mayotte au début de l'année, elle a joué au bateleur de foire, usant de son sourire et de son bagout inépuisable pour enfumer les gens. « Je vous ai écoutés, on va surveiller les prix, je vais vous envoyer des commissaires contrôleurs, faites-moi confiance, je fais ce que je dis. » Bref, beaucoup de blabla alors que les gilets jaunes voulaient du concret. Comme le disait un gilet jaune lucide: « *Les promesses font gonfler les oreilles mais pas les joues.* »

Dans toutes ses rencontres avec les gilets jaunes et aussi lors de son entretien avec eux par visioconférence une fois de retour à Paris, Girardin n'a eu de cesse de répéter qu'il fallait lever les barrages. Au bout de la deuxième semaine, une certaine fatigue était ressentie tant par les gilets jaunes que par la population, qui souhaitait une trêve pour remplir à nouveau les frigos et les réservoirs des voitures! De fait, ce fut la fin

des blocages. En trois jours, Girardin a tordu le bras du préfet, des maires, des présidents des conseils départemental et régional, en leur enjoignant de se remuer les fesses. Du coup, depuis son départ, certains se sont mis à recevoir des délégations de gilets jaunes et à proposer la mise en place d'assemblées citoyennes ou autre « conseil consultatif citoyen », des machins qui, bien sûr, ne rempliront pas les caddies des classes populaires. Comme ne les rempliront pas non plus tous les allègements promis aux capitalistes sur les cotisations sociales et autres taxes sur les sociétés. Le plus fort étant sans doute la volonté du président de la région de financer, avec l'État et l'Europe, les surcoûts du fret pour les produits et les marchandises entre la métropole et La Réunion, autrement dit, des aides massives aux capitalistes de l'import-export.

Dans cette crise, les grands patrons, qui en sont fondamentalement responsables, n'ont pas été la cible de la colère populaire. Et pas la cible non plus du Parti communiste réunionnais (PCR). Le PCR a été gêné par la revendication d'abolir la taxe prétendument écologique, car lui-même a fait de la lutte contre le réchauffement climatique son principal cheval de bataille, sans en rendre aucunement responsable le capitalisme. Au contraire, il propose aux Réunionnaises et Réunionnais de gérer de façon responsable l'économie de leur île, dans le cadre de ce système, patrons et ouvriers, riches et pauvres confondus. La division de la société en classes ne fait pas partie du capital politique du PCR. Pour références, il cite les écrits nationalistes, tels *Les damnés de la terre* de Frantz Fanon (1961), qui concluait: « *Il faut faire peau neuve, développer une pensée neuve, tenter de mettre sur pied un homme neuf.* »

Selon le PCR, cet homme

neuf réunionnais doit changer radicalement de mentalité, il doit arrêter de copier le modèle absurde de consommation de la métropole, il doit se sentir responsable des mesures à prendre pour lutter contre le réchauffement climatique et adapter les institutions locales, puisque celles calquées sur la métropole n'ont pas pu répondre aux besoins de justice sociale.

Trois semaines après le début du mouvement des gilets jaunes, c'est par un communiqué du comité central que le PCR se félicite que « *la parole se soit libérée* », il « *salue cette prise de responsabilité venant de toutes les couches de la population* ». Il prend acte que « *les élus de tout bord sont fustigés* » et y voit « *la confirmation d'une crise du système de représentation du peuple réunionnais, et la perception de plus en plus grande dans l'opinion que les élus-es de La Réunion ne disposent pas de pouvoirs suffisants pour régler les problèmes essentiels du pays* ». En conséquence il appelle à la convocation d'une conférence territoriale élargie à toutes les forces vives de La Réunion afin de travailler sur un projet pour sortir La Réunion de la crise.

LES INTERVENTIONS DE LUTTE OUVRIÈRE

Je vais maintenant vous dire en quelques mots comment nous avons tenté d'agir, à notre petite échelle, dans cette situation. Le 17 novembre, à notre banquet annuel, notre camarade dans son allocution disait notamment:

« *Pour défendre leur pouvoir d'achat et leurs conditions d'existence, les travailleurs ne doivent pas se contenter de mots d'ordre vagues contre les taxes. Si nous laissons faire, les seuls bénéficiaires du mouvement de protestation seront les patrons du transport et autres.* »

« Face à ces attaques qui touchent les couches populaires, les travailleurs doivent se mobiliser et brandir leurs revendications, à commencer par l'indexation des salaires et des retraites sur les prix.

Pour l'imposer, il faudra plus que des barrages.

Il faut que les travailleurs utilisent leur force collective et l'arme de la grève. »

Dès le lendemain, dimanche 18, nous avons tenté de défendre cet axe en allant sur des barrages où les politiques et les syndicalistes n'étaient pas les bienvenus. En un jour ou deux la question n'a plus été seulement la taxe sur le carburant mais la cherté de la vie. Dès lors, nous avons pu commencer à parler directement des salaires, des allocations et des retraites.

Mais, sur les barrages où nous avons pu nous rendre, si les gilets jaunes parlaient de la cherté de la vie, ça voulait dire faire baisser les taxes et pas du tout augmenter les salaires, les retraites et les allocations. C'est dans un climat qui nous était assez hostile qu'il a fallu mener bataille, défendre nos arguments. Malgré la position de la CGTR calquée sur celle de la CGT de métropole, des militants se rendaient par instinct sur les barrages, avant d'aller au boulot ou en rentrant, pour en être en quelque sorte, mais n'osant pas y avancer les revendications ouvrières. Certains parmi nos proches, travailleurs que nous touchons au travers du syndicat, ont pu le faire quand leur présence régulière sur un barrage leur donnait une légitimité aux yeux de tous. Nous ne nous sommes pas laissé ligoter par l'attitude du syndicat et n'avons cessé, avec nos proches, de défendre nos arguments auprès des travailleurs.

Mais je n'en dis pas plus, vous savez de quoi je parle car vous l'avez tous vécu pareillement. Je terminerai en disant que,

si les travailleurs rentrent en lutte, les capitalistes verront « kel koté brinzel i charge » (ils verront de quel bois les travailleurs se chauffent).

Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)

Haïti va de mal en pis pour les travailleurs et les classes pauvres en général. La situation s'aggrave à tous les points de vue: social, politique et économique. Les affairistes qui contrôlent l'économie, leurs valets au gouvernement, au Parlement et aussi dans l'opposition enfonce le pays chaque jour davantage dans le chaos. Pour comprendre le fonctionnement actuel du pays, il suffit de se rappeler les westerns spaghetti des années 1980. Une bande de hors-la-loi campe dans une ville. Ils font la loi. Ils rançonnent tout. Le shérif est à leurs ordres, et la justice bien sûr. Jusqu'au jour où le héros vient tout remettre en ordre. Mais en Haïti, le héros ne vient que pour remplacer le chef des hors-la-loi. Et le scénario continue.

TERREUR DES BANDES ARMÉES CONTRE LA POPULATION

Je vais commencer par vous parler de la prolifération des bandes armées et de la flambée de violences qui affecte beaucoup les travailleurs ainsi que nos activités. Je vous dirai également deux mots sur la mobilisation des travailleurs et les manifestations actuelles contre la corruption (l'affaire PetroCaribe), un mouvement initialement virtuel, au travers des réseaux sociaux, qui est devenu réel par des manifestations de rue. Enfin, j'évoquerai en quelques phrases le soulèvement populaire du mois de

juillet contre l'augmentation des prix du carburant et contre la cherté de la vie.

Les quartiers populaires de Port-au-Prince, la capitale, et de certaines villes de province viennent de connaître un mois de novembre tragique. Exécutions sommaires, massacres, immolation d'individus, vols, viols, etc. Les luttes politiques opposant le gouvernement de Jovenel Moïse et les politiciens de l'opposition ont pris la forme de violences meurtrières gratuites. Les gangs armés se sont multipliés ces derniers mois. Ils font la loi et contrôlent le pays. Cite-moi le nom d'un gang et je te dirai à quel secteur il est attaché: au gouvernement, au Parlement, à la police, à un groupe d'hommes d'affaires ou à l'opposition. La prolifération de ces bandes armées redevient une plaie pour les habitants des quartiers qui en font les frais au quotidien. La semaine écoulée, dans un débat au Parlement entre les sénateurs et le directeur général de la police, il a été révélé qu'il y a en circulation dix fois plus d'armes illégales (300 000) que de légales. 80 % des sénateurs possèdent des armes de guerre illégales, a déclaré le directeur général de la police au cours de cette rencontre. Les chefs de gang ont des protecteurs qui les sortent de prison et les transportent d'un point à un autre en voiture officielle. Toujours selon ce même directeur général, la police elle-même regorge de policiers membres de ces différents gangs.

Le 13 novembre dernier, à la Saline, un grand quartier populaire de Port-au-Prince, bastion du parti politique Fanmi Lavalas d'Aristide, épine dorsale de l'opposition, des gangs armés à la solde du pouvoir ont massacré des centaines d'habitants. Le principal organisme de droits humains du pays a rapporté ce qui suit après une enquête: « En plein jour, des

hommes armés assoiffés de sang, des membres de gangs connus, appuyés par un blindé d'une unité de la police, ont tué hommes, femmes, enfants, charcuté et brûlé des cadavres non abandonnés aux porcs.» Les images de ces scènes tragiques ont fait le tour des réseaux sociaux.

Dans d'autres quartiers de Port-au-Prince comme Canaan, immense terrain où s'étaient réfugiés des milliers de sans-abri après le séisme du 12 janvier 2010, les morts et les blessés se comptent par dizaines. À Martissant, grand quartier populaire au sud de Port-au-Prince, les bandits débarquent: ils pillent les maisons, violent les femmes, bastonnent les hommes. Malgré de nombreux appels au secours adressés à la police dans toutes les stations de radio, rien n'a été fait. La population est abandonnée à elle-même. Des milliers de familles avec des enfants en bas âge ont dû fuir la terreur instaurée dans ces quartiers pour aller dormir à la belle étoile dans des zones moins exposées. Au micro des journalistes, ces réfugiés en danger ont rapporté n'avoir reçu aucune assistance. Cette situation a prévalu dans une moindre mesure dans beaucoup de quartiers des villes de province. Nos camarades et nos contacts ont rapporté que le pouvoir a procédé à une distribution massive d'armes à feu dans les quartiers de la fin du mois d'octobre à la mi-novembre.

LE SCANDALE PETROCARIBE

Soulignons que cette campagne de terreur a eu lieu avant le 18 novembre dernier, date à laquelle des petrochallengers (manifestants qui demandent des comptes concernant l'affaire Petrocaribe) devaient gagner les rues par dizaines de milliers dans tout le pays, comme ce fut le cas le 17 oc-

tobre dernier, pour réclamer le départ du président Jovenel Moïse et la tenue du procès PetroCaribe. Rappelons que PetroCaribe est le nom du programme lancé en 2006 par l'ancien président vénézuélien Hugo Chavez, qui a permis à plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes d'acquérir des produits pétroliers à un prix avantageux et de payer leurs factures sur 25 ans à un taux d'intérêt de 1%.

En Haïti, ce fonds était censé financer des projets sociaux, mais les dirigeants qui se sont succédé au pouvoir pendant ces huit ans (de 2008 à 2016) se sont rués sur cette manne pour remplir leurs comptes en banque, en lançant quelques semblants de projets sociaux, pour la plupart inachevés, alors que tous les décaissements avaient été effectués. Lancé par des artistes sur des réseaux sociaux, l'appel a été relayé très vite et la mobilisation est passée des réseaux sociaux aux manifestations de rue, en Haïti mais aussi aux États-Unis, au Canada et ici en France. Les petrochallengers, mouvement hétéroclite composé en majorité de jeunes de toutes catégories sociales, exigent la reddition des comptes pour savoir où sont passés les fonds, estimés à 3,8 milliards de dollars.

Le 17 octobre dernier, c'était une marée humaine, notamment dans les rues de la capitale, pour réclamer l'arrestation des personnes compromises dans ce scandale et aussi le départ du président Jovenel Moïse, lui aussi cité. Le prochain rendez-vous était fixé le 18 novembre. Le pouvoir a eu peur et voulait à tout prix éviter l'intensification de la mobilisation. Le chef de l'État a lâché du lest en s'empressant de limoger ses conseillers les plus trempés dans l'affaire, mais a choisi de jouer également sur un autre tableau, en ayant recours à la terreur pour dissuader la popu-

lation de gagner les rues et casser ainsi la mobilisation.

Le pouvoir a en effet obtenu les résultats escomptés en terrifiant la population: les petrochallengers, dans leur grande majorité, ont fait marche arrière ce 18 novembre. Mais l'opposition politique avec ses troupes de choc (les chômeurs et lumpen des quartiers) ont foulé le macadam ce jour-là. Plusieurs manifestants furent tués par balles ce jour-là à Port-au-Prince et dans des villes de province. On a dénombré plus d'une dizaine de morts.

Contrairement au 17 octobre, beaucoup de petrochallengers ont brillé par leur absence sur le béton le 18 novembre, non seulement à cause du climat de terreur orchestré par le pouvoir mais aussi parce qu'ils ne voulaient pas se mélanger avec l'opposition politique qui, à leur avis, cherchait à récupérer la mobilisation PetroCaribe pour renverser le président Jovenel Moïse. C'est-à-dire qu'une fraction importante des petrochallengers ne revendiquait que la reddition des comptes par la tenue d'un procès, et non le renversement du chef de l'État. Alors que l'opposition politique, impatiente de se goinfrer des caisses publiques, ne jurait que par la destitution du président, condition sine qua non, selon elle, pour la tenue du procès PetroCaribe.

Précisons que l'opposition avait appelé à deux journées de grève consécutives à la manifestation du 18 novembre. Les politiciens de l'opposition, pour faire respecter ces deux journées de grève, ont recours à la même méthode que le chef de l'État, en renforçant la terreur déjà instaurée par le gouvernement. Le commerce, le transport et l'école ont été complètement paralysés à l'échelle du pays, à Port-au-Prince particulièrement. Les rues étaient désertes.

Deux des rares chauffeurs



Manifestation contre le scandale PetroCaribe, à Port-au-Prince, le 26 juin 2018.

de transport public qui avaient tenté de briser la grève ont été abattus par balles, probablement par les bras armés de l'opposition. Selon nos camarades et nos contacts sur la zone industrielle, plus d'une douzaine d'ouvriers ont été aussi assassinés en se rendant à pied au travail tôt le matin. Des centaines d'autres ont été malmenés par les partisans de l'opposition. La terreur était telle que la grève s'est étendue au troisième jour sans appel officiel. Le pouvoir et l'opposition utilisent donc la même méthode pour satisfaire leurs ambitions politiques: la terreur contre la population dont ils prétendent être les défenseurs.

FLAMBÉE DES PRIX ET PAUVRETÉ GRANDISSANTE

Faisant allusion à ce déchaînement de violences qui vient se greffer sur la pauvreté grandissante dans les quartiers populaires, un camarade travail-

leur s'époumona: « *Mais on a déjà touché le fond, pourquoi les bourgeois et leurs valets politiques persistent-ils à creuser encore? Ils veulent décimer toute la population pauvre par les armes et la misère.* »

Soulignons que ce mouvement PetroCaribe a pris naissance dans un contexte de léthargie complète des classes pauvres, sonnées par la flambée générale des prix, l'augmentation générale des taxes et le chômage qui frappe plus de 85% de la population vivant de la débrouillardise et/ou des transferts des proches de la diaspora. En moins d'un an, de mars 2018 à décembre 2018, la gourde a perdu 15% de sa valeur par rapport au dollar, passant de 66 à 76 gourdes pour un dollar. Les prix des produits de première nécessité se sont envolés, le pouvoir d'achat a chuté de façon brutale et la misère s'est aggravée, gagnant des couches de plus en plus importantes de la population.

C'est dans ce contexte de ren-

chérissement du coût de la vie et d'aggravation brutale des conditions de vie de la population que le président avait choisi d'augmenter les prix des produits pétroliers un vendredi 6 juillet vers 16h30. Le kérosène (pétrole lampant) par exemple, très utilisé par les couches pauvres du pays, augmenterait de 51%.

En l'espace d'un cillement, des barricades enflammées et des barrages routiers s'érigèrent partout à Port-au-Prince et le mouvement ne tardait pas à s'étendre à travers les grandes villes du pays. Cette réaction des jeunes des quartiers, des chômeurs, des conducteurs de moto, et aussi des bandes de voyous, a paralysé la circulation. Le lendemain, le Premier ministre flanqué de quelques ministres annonçait dans une conférence de presse que le chef de l'État n'entendait nullement revenir sur sa décision et a ajouté que cette mesure allait avoir des retombées positives pour la population.

Il a mis de l'huile sur le feu et a déclenché, quelques heures après cette conférence de presse, le soulèvement populaire qui allait mettre la capitale à feu et à sang. Les manifestants, dont certains étaient armés, ciblaient les hôtels internationaux luxueux, s'introduisaient dans leur parking et brûlaient tous les véhicules qui s'y trouvaient.

Les supermarchés d'une grande chaîne appartenant à une des familles riches du pays, connue comme celle qui tire les ficelles du président, ont été pillés et incendiés. Environ 80 entreprises de toutes tailles ont été sévèrement endommagées. Des compagnies aériennes internationales annulèrent leurs vols vers Haïti, tandis que des riches s'enfuyaient du pays à bord d'hélicoptères ou de jets privés. L'ancien président Martelly et sa famille ont été exfiltrés de leur maison et amenés dans l'île voisine à bord d'un hélicoptère. C'était la panique généralisée dans le camp des riches et de leurs valets au pouvoir.

Le chef de l'État, dont on pensait qu'il allait démissionner, a attendu plus de 48 heures pour sortir de son silence et annoncer le retrait de la mesure sur l'augmentation des prix du carburant. « *Le peuple a parlé et j'ai compris* », disait-il, lui dont on connaît l'arrogance et la condescendance à l'endroit des classes pauvres. Le Premier ministre, auquel tenait beaucoup le chef de l'État, fut contraint de démissionner quelques jours après. Il a donc servi de fusible au président, qui en est sorti très secoué et affaibli. Conspué partout où il passe, le président est devenu la risée de la population et des réseaux sociaux. Les dernières manifestations contre la corruption l'ont rendu encore plus impopulaire. Il tient donc par un fil. Sentant sa chute imminente, il a récemment créé un corps d'élite, en

clair une milice, pour renforcer sa sécurité. Ces miliciens portant des armes de guerre ont déjà abattu, par balles directement à la tête, plus d'une douzaine de manifestants lors des manifestations de l'opposition.

NOS INTERVENTIONS

Quelle a été notre position par rapport à ces différents mouvements sociaux ?

En juillet, lors du soulèvement contre l'augmentation des prix du carburant, nous n'avons eu aucune prise sur des événements qui n'ont duré que quelques jours et dans lesquels les travailleurs ne sont pas intervenus. Au lendemain des émeutes, nous avons distribué un tract dans les usines où nous militons, disant que le soulèvement populaire avait fait peur aux puissants et empêché la hausse des prix, et que maintenant il faudrait un soulèvement des travailleurs pour les 1 000 gourdes. Nous avons été bien reçus mais avons pu mesurer que les travailleurs avaient peur d'une réaction très violente du pouvoir s'ils sortaient maintenant dans les rues, et n'étaient pas prêts à la lutte.

Cet automne, pendant les deux jours de grève à haut risque lancée par l'opposition, nos camarades ont reçu la consigne de ne pas s'exposer dans les rues. Mais tout de suite après, avec la reprise graduelle des activités, on a procédé à une diffusion massive de tracts, notamment sur les places publiques, sur la zone industrielle et dans certains quartiers, pour appeler les travailleurs et les habitants des quartiers populaires en général à protéger leur vie et celle de leur famille, en contrant cette terreur imposée par le pouvoir et l'opposition via leurs bandes armées respectives.

L'affaire PetroCaribe fait causer les travailleurs, mais

pas autant que le soulèvement populaire du mois de juillet, pour lequel les travailleurs exprimaient ouvertement leur sympathie. Vu notre taille, notre position se résumait à demander à notre milieu, aux travailleurs, de se battre eux aussi, de mettre en avant leurs revendications. Quand on ne se bat pas, on est sûr de perdre, on ne gagnera rien du tout, mais quand on se bat, il y a une chance de gagner, donc tentons cette chance : battons-nous !

Eh bien, ce raisonnement, une fraction des travailleurs sur la zone commencent à le comprendre et à se l'approprier. Depuis les cinq dernières années, tous les ans, ils se mobilisent, ils manifestent pour réclamer un ajustement salarial. Cette année encore, ils se sont battus. Bien avant le soulèvement populaire de juillet, bien avant le mouvement PetroCaribe. Leur mobilisation du printemps a duré moins que les années antérieures, mais ils ont quand même arraché 20 % d'augmentation, faisant passer le salaire minimum de 350 à 420 gourdes. Les patrons ont recours à toutes sortes de subterfuges pour ne pas appliquer l'augmentation, mais les travailleurs ne se laissent pas faire. Ils déclenchent des bagarres d'usine en usine pour obtenir l'ajustement sur leur feuille de paie.

Voilà brièvement le contexte dans lequel nous militons en Haïti.

Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (Côte d'Ivoire)

LA SITUATION POLITIQUE

Je ne m'attarderai pas sur la situation politique en Côte d'Ivoire, car il n'y a rien de par-

ticulier, en dehors du branle-bas actuel au sein des partis politiques pour se positionner en vue de l'élection présidentielle prévue pour 2020. On assiste à des marchandages, des alliances, des scissions, des combinaisons de toute sorte pour être dans le bon wagon afin d'accéder à la mangeoire. [...]

Les vieux crocodiles sont toujours là, à commencer par l'ancien président Konan Bédié, qui a déjà dépassé les 84 ans. Mais il veut encore se représenter. Du coup, l'actuel président Ouattara laisse aussi planer son intention de rempiler pour un troisième mandat. Il y a aussi Laurent Gbagbo, le précédent président, qui est en train de se démener avec la CPI (Cour pénale internationale), pour négocier sa libération définitive. S'il est libéré d'ici là, il pourrait compléter le tableau pour un remake de l'élection de 2010.

Le spectre de la guerre civile, qui a suivi l'élection de 2010 et a occasionné plus de 3 000 morts et des dizaines de milliers de réfugiés, est encore présent dans la mémoire collective. Les politiciens, les uns pour conserver leur pouvoir, les autres pour y parvenir, n'ont pas hésité à semer le poison de l'ethnisme, de la xénophobie, comme ils ont mis de l'huile sur le feu des conflits fonciers à caractère ethnique.

On voit à nouveau resurgir ça et là des affrontements violents à caractère ethnique, notamment depuis les dernières élections régionales et municipales qui ont eu lieu il y a trois mois environ. On risque de voir cela en plus grand lors de la prochaine élection présidentielle, les enjeux étant plus grands.

GRÈVES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Sur le plan social, nous avons assisté à deux grèves qui sortent de l'ordinaire dans la fonction



Côte d'Ivoire : piquet de grève des agents de la santé au CHR de San Pedro, le 7 novembre 2018.

publique. Cela a commencé, il y a juste quelques semaines, au mois de novembre. La première grève a été celle des agents de la santé des hôpitaux publics. Les revendications tournent autour de la question des salaires, des primes, des conditions de travail et de la titularisation des employés pour un statut de fonctionnaires. Plusieurs centaines de personnes travaillent dans les hôpitaux publics avec un statut d'auxiliaires. Ils veulent être embauchés et bénéficier des mêmes droits que les fonctionnaires. Ils ont participé activement à la grève. Les médecins n'ont pas pris part à la grève. Néanmoins, les hôpitaux publics furent paralysés durant sept jours sur l'ensemble du territoire.

Le gouvernement a tenté dans un premier temps de casser le mouvement, en procédant à l'arrestation de deux grévistes. Mais cela n'a fait que renforcer la combativité des travailleurs. Il a fait ensuite marche arrière et prôné le dialogue. Il a libéré les deux grévistes et tendu la carotte de la négociation aux syndicats représentant les diverses branches du secteur de la santé qui s'étaient constitués en coordination. Ceux-ci se sont précipités à la table de négociation. Ils n'attendaient que cela. Ils ont immédiatement appelé à mettre fin à la grève, sans

même avoir obtenu un centime d'augmentation de salaire, ni même une simple promesse sur quoi que ce soit. Une grande partie des grévistes étaient favorables à la poursuite de la grève. Mais les dirigeants syndicaux en ont décidé autrement. Cependant, ils ont eu du mal à faire reprendre le travail.

Quelques jours après, ce sont les enseignants du secondaire public qui ont déclenché une grève de 48 heures sur l'ensemble du territoire. Là aussi, les revendications tournent autour de la question des salaires, des conditions de travail et de la prime de logement. D'autres catégories de fonctionnaires sont également en conflit ouvert. On ne sait pas si le gouvernement réussira à circonscrire le mécontentement ou s'il continuera à s'étendre à d'autres secteurs.

La grève est considérée comme illégale dans la fonction publique depuis que les dirigeants des centrales syndicales ont signé le protocole dit de la trêve sociale en août 2017, à la suite de la grande grève des fonctionnaires qui a duré plusieurs semaines ; trêve selon laquelle ils s'engagent à ne pas faire grève durant une période de cinq ans. On le voit, cela n'a pas empêché que des grèves aient lieu. Le gouvernement brandit la menace de l'illégalité. Mais ce n'est pas cela qui em-

pêche les mécontentements de la base de s'exprimer, y compris par la grève quand la colère est assez forte.

QUELQUES LUTTES DANS LE SECTEUR PRIVÉ

Mibem est une entreprise de fabrication et de mise en bouteille de liqueurs et de vin d'environ 150 travailleurs. Ils sont répartis en deux équipes effectuant 12 heures de travail par jour ou par nuit et travaillent 6 jours sur 7. Ça bosse d'autant plus que c'est en ce moment la période de la grande production, à l'approche des fêtes de fin d'année. Les travailleurs sont en colère contre les conditions de travail, les bas salaires et les contrats de journaliers. Il y avait 93 présents lors de la première rencontre. Ces réunions se tenaient en plein air dans un quartier ouvrier.

Le patron est futé, comme celui de l'huilerie d'à côté. Voyant le mécontentement monter, il a aussitôt augmenté les salaires. Mais, comme ça n'a pas suffi à désarmer la colère, il a sciemment provoqué les travailleurs, dans l'objectif de déclencher précipitamment la grève. C'est ce qui s'est passé. Et comme le préavis de grève n'avait pas été encore déposé, cette grève devenait illégale. Il a fait venir les corps habillés [la police -NDLR] et licencié une vingtaine de grévistes. Pour neutraliser les autres travailleurs, dans cette période particulièrement propice pour ses affaires, il leur a promis de régulariser leur situation. C'était là la principale revendication des travailleurs. Finalement, c'est lui qui sort pour l'instant gagnant de ce conflit, puisque les travailleurs n'ont eu qu'une promesse d'embauche.

Une autre usine, Darling, est située à une trentaine de kilomètres de la précédente, dans une autre zone industrielle. Il

s'agit d'une fabrique de mèches de cheveux synthétiques d'environ 600 ouvriers. Les travailleurs sont des vraies bêtes de somme. Depuis des années, le patron fait la pluie et le beau temps comme il n'est pas permis, sans que les travailleurs aient trouvé jusque-là la force de réagir ou même de relever la tête. Mais voilà que la colère a fini par s'exprimer, venant particulièrement des ouvrières, toutes des journalières, donc parmi les plus exploitées. Voyant le mécontentement monter, quelques délégués se sont réunis pour discuter de l'organisation et de la nécessité de préparer la lutte. Ils sont conscients que « si nous voulons tirer sur la queue du lion, il faut que nous soyons plus forts que le lion, sinon c'est lui qui va vous manger ». Lors de la seconde réunion, ils étaient au nombre de 25, dont 8 ouvrières très révoltées par les conditions de travail qu'elles ont elles-mêmes qualifiées de conditions d'esclavage. L'idée qui est sortie de cette réunion, c'est qu'il fallait commencer par vérifier la mobilisation des travailleurs dans les ateliers, en leur faisant signer une pétition. Finalement 300 travailleurs ont signé la pétition.

Nous en sommes là à ce jour. Les travailleurs sont prêts à déposer le préavis de grève. Tout le monde sait que c'est maintenant qu'il faut aller à la bagarre car le patron a un impératif de production. Après les fêtes, l'usine va tourner au ralenti et les travailleurs auront moins de poids à mettre dans la balance.

Je voudrais aussi vous parler des travailleurs d'un chantier de construction d'autoroute à Toumody, Tiebissou, qui se trouve à plusieurs centaines de kilomètres à l'intérieur du pays. Certains connaissent le syndicat du bâtiment car ils vont de chantier en chantier, à travers le pays, là où ils trouvent un

contrat. Ils ont donc invité la direction du syndicat pour les organiser et les aider à formuler et à poser leurs revendications. Cinquante-deux travailleurs ont pris sur-le-champ leurs cartes d'adhésion. Ce type d'interventions du syndicat est courant, pour ne pas dire quotidien dans le secteur du BTP. J'ai parlé de ceux-là parce que c'est d'actualité et ça se passe en dehors de la ville d'Abidjan.

Sinif Mücadelesi (Turquie)

UNE CRISE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

En Turquie, la crise économique, mais aussi politique, s'est fortement aggravée ces derniers mois. En fait, depuis le début de l'année 2018, les milieux économiques s'attendaient à une grave crise financière.

Ce n'est pas par hasard qu'Erdogan s'est dépêché d'avancer les élections législatives et présidentielles qui étaient prévues en octobre 2019. Bien qu'il ait déclaré à maintes reprises qu'anticiper ces élections aurait été « trahir la patrie », il les a organisées le 24 juin de cette année. Il a eu du flair puisque dès le début du mois d'août la monnaie, qui perdait déjà de la valeur depuis le mois de janvier, a accéléré sa chute. Le 10 août a été surnommé le « vendredi noir », car la livre turque a perdu 12 % de sa valeur en quelques minutes. Au total, elle a perdu 20 % en une semaine et 40 % depuis janvier 2018.

Cette crise est engendrée par la fuite des capitaux, en grande partie occidentaux, qui s'étaient investis en Turquie dans la période de prospérité du gouvernement d'Erdogan et de son parti l'AKP. Maintenant ces capitaux quittent mas-



Meeting sur le chantier du nouvel aéroport d'Istanbul en septembre 2018.

sivement le pays car ils n'ont plus confiance et ils espèrent de meilleurs profits ailleurs. La Turquie s'est fortement endettée auprès des banques occidentales, mais cela a servi en grande partie à des dépenses de prestige pour Erdogan, plus que pour développer l'industrie ou l'agriculture.

Ainsi Erdogan a fait construire un palais présidentiel pharaonique à Ankara, en dépensant des milliards de dollars pour pouvoir faire des parades évoquant le passé glorieux des onze empires turcs! Autres exemples de sa folie des grandeurs, la grande mosquée sur la colline de Çamlica à Istanbul, qui va coûter également des milliards de dollars, ou les deux grands ponts et le tunnel à Istanbul sous le Bosphore, sans oublier les centaines de chantiers du bâtiment, dont beaucoup destinés à des mosquées.

Il est vrai que cet afflux de dollars a permis de créer des emplois et a augmenté le pouvoir d'achat de la population. Le salaire minimum était tombé à l'équivalent de 100 dollars lors de la précédente crise, en 2001, et il était arrivé à l'équivalent de 425 dollars en janvier 2018. Mais aujourd'hui, avec l'écroulement de la livre, il est déjà retombé à l'équivalent de 246 dollars. Mais surtout cette période de relative prospérité a rapporté des bénéfices énormes aux capitalistes turcs et étrangers, des bénéfices qu'ils remportent avec eux en même temps que leurs capitaux.

Quant à la dette extérieure, qui était de 130 milliards de dollars en 2002, elle atteint maintenant 465 milliards de dollars, multipliée par quatre. La Turquie doit rembourser 240 milliards de dollars de dettes dans les 12 mois qui viennent, essentiellement aux banques

européennes. Les banques espagnoles sont les premières sur la liste, puis viennent les banques françaises et ensuite les banques italiennes en troisième. D'où la crainte que la crise financière turque ne devienne contagieuse en Europe.

Un accélérateur de la crise fut le différend qui a opposé Erdogan à Trump parce que la Turquie refusait de libérer le pasteur américain Andrew Brunson, emprisonné depuis presque deux ans car suspect d'être un proche de l'imam Fethullah Gülen, ennemi juré d'Erdogan et que ce dernier accuse d'avoir fomenté la tentative de coup d'État de juillet 2016. Trump a annoncé une augmentation des taxes à l'importation sur l'acier turc (de 25 % à 50 %) et sur l'aluminium (de 10 % à 20 %). En réalité, ces taxes sont peu de chose car dans ces matières les exportations de la Turquie sont faibles. Mais

Erdogan et son gouvernement ont saisi l'occasion de faire une grande campagne nationaliste par le biais de la presse et des médias, qu'ils contrôlent à 95%. Ils ont déclaré que, s'il y avait la crise, c'est que la Turquie est attaquée par «les lobbies des taux d'intérêt» et par les grandes puissances, notamment les États-Unis. Dans cette grande bataille, Erdogan a déclaré qu'heureusement, «*s'ils ont le dollar, nous nous avons pour nous notre peuple, le droit et Allah*» ! Mais, si quelques jours plus tard les marchés ont repris un peu confiance et la livre s'est portée un peu mieux, il est peu probable que ce soit grâce à Allah, mais plutôt au fait qu'Erdogan s'est réconcilié avec Trump et a libéré le pasteur américain qui était l'objet du litige.

ATTAQUES CONTRE LES TRAVAILLEURS, ATTEINTES AUX LIBERTÉS ET RIPOSTES OUVRIÈRES

En attendant, bien des gens constatent qu'ils ont déjà perdu presque 30% de leur pouvoir d'achat, et ce n'est certainement pas fini. Les prix des produits alimentaires, de l'essence, des médicaments augmentent sans cesse. Ceux qui se sont endettés en euros ou en dollars ne peuvent plus rembourser et ce n'est pas Allah qui peut les y aider. Cela touche en particulier les entreprises petites et moyennes. Dans les semaines et les mois qui viennent, des milliers de PME pourraient se déclarer en faillite et un certain nombre le sont déjà. En effet ces PME, qui représentent la colonne vertébrale de l'économie, s'endettent pour acheter les matières premières en devises, euros ou dollars, mais elles vendent leur production en livres turques dépréciées. Elles sont étranglées, amenées à licencier ou à baisser les salaires, voire à ne pas les payer du tout.

Tout cela explique pourquoi le crédit d'Erdogan est en train de s'effondrer dans l'opinion. Il n'a gagné les élections du 24 juin que de justesse et probablement grâce à des gros truquages. Maintenant il a de gros soucis à l'approche des élections municipales prévues pour mars 2019. Il y a environ un mois et demi il s'est brouillé avec son associé, le parti d'extrême droite MHP, au point de déclarer que son parti irait aux élections municipales tout seul. Mais il y a deux semaines, au vu de sondages indiquant qu'il risquait de perdre les grandes villes comme Istanbul ou Ankara et que son pouvoir était menacé, il a de nouveau conclu une alliance électorale avec le MHP. Mais cette fois-ci il n'est pas sûr que les tricheries électorales le sauveront.

Tout cela n'empêche pas le pouvoir d'être toujours plus répressif. Après les élections du 24 juin, Erdogan et son gouvernement ont levé l'état d'exception qui était en vigueur depuis le coup d'État manqué de 2016, mais les nouvelles lois qui ont été promulguées donnent au gouvernement et aux préfets autant de pouvoirs exceptionnels qu'avant. Les arrestations continuent de plus belle. Presque toutes les semaines des dizaines de personnes sont arrêtées. Les juges n'ont même pas besoin de mener une enquête et d'établir un dossier d'accusation. Il suffit de dire que ces personnes «*sont des terroristes qui veulent détruire l'État turc*». Il y a maintenant plus de 260 000 personnes en prison.

Ces derniers temps, ces vagues d'arrestations deviennent presque quotidiennes. Les grandes chaînes de télévision ou la presse annoncent avec de grands titres que l'on a arrêté des dizaines de gülenistes (partisans de l'imam Gülen), de militants kurdes ou de militants proches de la gauche ou de l'extrême gauche, en précisant

que ces opérations ont eu lieu à l'aube simultanément dans plusieurs dizaines de grandes villes. Ce qu'on leur reproche, personne ne le sait et la seule vraie raison est de continuer à faire peur à la population. N'importe qui peut être arrêté et mis en prison sans aucune preuve : il suffit qu'un juge ou un policier dise que «*c'est un terroriste qui veut détruire l'État*» et cela suffit.

Aujourd'hui encore, les procès d'avocats, d'universitaires, de journalistes se succèdent à un rythme fou à tous les étages du palais de justice d'Istanbul. Pour un tweet, pour un commentaire sur Internet ou la déposition d'un témoin anonyme, n'importe qui peut être envoyé en prison. Des purges massives ont eu lieu : plus de 160 000 fonctionnaires ont été mis à pied par décret.

Cette répression continue montre que le régime continue d'avoir peur. De fait, on ne peut que se demander maintenant combien de temps le gouvernement d'Erdogan pourra encore se maintenir. Les dirigeants qui étaient proches d'Erdogan à son arrivée au pouvoir en 2002, comme l'ex-président Gül et de nombreux autres, sont en dehors de l'AKP et certains s'opposent ouvertement à Erdogan. En revanche Erdogan a réintégré presque tous les généraux et les gradés de l'armée qui avaient été mis en prison avant 2016 par ses anciens associés gülenistes sous des accusations plus ou moins avérées, au point que selon certains ce sont maintenant ces sommets de l'armée qui tiennent Erdogan et qui pourraient le lâcher plus ou moins vite.

Maintenant Erdogan et ce nouvel entourage de militaires voudraient appliquer une politique de bascule entre l'alliance avec la Russie et l'alliance avec les États-Unis, pour gagner en indépendance et défendre les intérêts nationaux

de la Turquie. Ils se voudraient «les nouveaux Ottomans», à la tête d'une puissance régionale veillant sur le Moyen-Orient. Ce sont des mots, car la crise montre qu'ils n'ont pas les moyens d'une telle politique. Il est vrai, j'oubliais, qu'Erdogan affirme que pour aider la Turquie il y a Allah!

Comme je l'ai dit, la classe ouvrière commence à subir les conséquences de la nouvelle crise financière, avec les fermetures d'entreprises et les vagues de licenciements. Et puis, bien sûr, depuis juillet 2016 la classe ouvrière subit, comme l'ensemble de la population, l'état d'exception imposé par le gouvernement. Mais malgré tout jusqu'à présent le gouvernement et le patronat se sont montrés très prudents et ont évité d'attaquer de front les travailleurs.

Par exemple, fin janvier 2018, les conventions collectives dans la métallurgie étaient dans une impasse. Le patronat ne voulait pas céder plus de 10 % d'augmentation et, vu l'inflation, les syndicats ne voulaient pas trop se déconsidérer et réclamaient 30 %. Le gouvernement aurait pu profiter de l'état d'urgence encore en vigueur pour imposer les 10 %, mais il ne l'a pas fait, et finalement le patronat a dû accorder une hausse des salaires de 24 % pour plus d'un million de métaux.

Un deuxième exemple est la question des indemnités de licenciement prévues par la loi. Cela concerne plus de 15 millions de travailleurs car, si les patrons peuvent licencier, du moins ils sont obligés de payer des indemnités parfois importantes. Sous pression du patronat, cela fait seize ans que le gouvernement voudrait les supprimer mais qu'il ne l'ose pas, de crainte des réactions. De même, jusqu'à présent, les vagues d'arrestations épargnent en général les syndicalistes. En

fait jusqu'ici le gouvernement Erdogan essaye de ménager la classe ouvrière, qui constitue une partie de son électorat. Malheureusement, il est certain que la crise qui s'aggrave ne va pas la ménager et que le patronat fera tout pour la lui faire payer. Mais le motif d'espoir est que, malgré toute cette ambiance répressive et ces difficultés, la classe ouvrière a gardé jusqu'à présent toutes ses capacités de réaction. On l'a vu encore en septembre avec la grève des 30 000 ouvriers employés à la construction du troisième aéroport d'Istanbul.

L'Internazionale (Italie)

LA COALITION LIGUE - CINQ ÉTOILES

Les résultats des élections législatives du 4 mars en Italie ont été décrits comme un tremblement de terre politique. Dans un certain sens, si l'on parle des rapports de force entre les différentes forces politiques, c'est vrai. Et il est aussi vrai que la formule de gouvernement qui en est sortie est absolument inédite. Les partis de centre-droit ont globalement gagné. Mais les rapports de force entre eux ont changé. Ainsi la Ligue de Salvini a plus que triplé son nombre de voix, alors que Forza Italia, le parti de Berlusconi, a perdu plus de 7 %. À l'intérieur du centre-droit les rapports de force se sont donc inversés et c'est Salvini qui est devenu l'actionnaire majoritaire. Quant aux votes, en valeur absolue, le grand vainqueur a été le Mouvement cinq étoiles fondé par Beppe Grillo et actuellement dirigé par Luigi Di Maio. Dix millions et demi de voix sont allés à la liste du Mouvement cinq étoiles, qui est devenu le premier parti avec 32,6 % des suffrages exprimés. Le Parti

démocrate de Renzi s'est véritablement écroulé.

Maintenant, si nous prenons les résultats électoraux comme une photographie de la situation sociale, même si cette photo est floue et déformée du fait des idéologies derrière lesquelles tous les partis se cachent, nous pouvons tirer des conclusions qui ont une utilité politique pour les militants révolutionnaires.

En premier lieu, il faut souligner une forte polarisation géographique des votes. Le centre-droit gagne surtout au nord et les Cinq étoiles au sud. Mais ce qui est plus intéressant est que la Ligue et Cinq étoiles ont gagné bien plus dans les quartiers les plus pauvres des grandes villes et dans les petites villes. Le Parti démocrate perd des voix, en particulier dans les zones socialement sinistrées. Grâce à une propagande habile et parfois en utilisant des petits groupes néofascistes, la Ligue de Salvini a attisé et renforcé les sentiments xénophobes qui se sont répandus dans de larges couches populaires en ces années de crise économique.

PROMESSES ÉLECTORALES ET RÉALITÉ

Sur le gouvernement: après des semaines de négociations et après que le Mouvement cinq étoiles a tenté de former une coalition avec le Parti démocrate, celui-ci a conclu un «contrat de gouvernement» avec la Ligue. La définition de contrat de gouvernement convient aux deux partis. Chacun a un électorat auquel il doit répondre et, si celui des Cinq étoiles est pour une grande part orienté à gauche, celui de la Ligue est de centre-droit et souvent d'extrême droite. Donc, Salvini et Di Maio cherchent à se faire comprendre de leurs électeurs en disant: «Nous ne sommes pas des alliés, nous avons seu-



SERGIO RAME

Manifestation antiraciste contre La Ligue et son dirigeant Salvini en juin 2018.

lement établi un contrat sur des choses précises à réaliser, pour lesquelles nous sommes d'accord.» De plus, pour Salvini, il y a le problème de ses relations avec Forza Italia et avec les petites listes de droite, autrement dit avec l'ensemble de la coalition avec laquelle il a partagé un programme et mené sa campagne électorale. Le fait paradoxal est que maintenant, au Parlement, ses alliés politiques sont dans l'opposition alors que, pour compliquer encore un peu plus les choses, ils gouvernent ensemble dans les régions du nord.

Quant aux promesses électorales et à la réalité, aussi bien la Ligue que le Mouvement cinq étoiles sont des partis populistes, comme les commentateurs politiques les appellent. Chacun d'eux a dû mettre l'accent sur certains objectifs pour gagner des voix. Pour Salvini, il s'est agi d'agiter la lutte contre l'immigration et en général des thèmes tels que le respect de la loi et de l'ordre. Mais il a aussi dû mettre en avant l'abrogation de la loi Fornero

sur les retraites³, pour que l'on revienne à un âge de la retraite moins élevé. Di Maio de son côté a brandi le drapeau de son «revenu de citoyenneté», c'est-à-dire une sorte d'indemnité de chômage généralisée. Et aussi bien Salvini que Di Maio ont insisté plusieurs fois sur la nécessité de réintroduire une protection contre les licenciements abusifs, protection qui a été définitivement supprimée par le gouvernement Renzi.

La réalité, après six mois de gouvernement, c'est que l'on ne parle plus de la protection contre les licenciements et qu'aussi bien le revenu de citoyenneté que l'abrogation de la loi Fornero, qui devraient être inclus dans la loi de finances de cette année, perdent de plus en plus leurs caractéristiques de départ.

LA DÉMAGOGIE ANTIEUROPEENNE ET SES LIMITES

Maintenant, les réformes dites sociales promises par Sal-

vini et Di Maio contribuent à augmenter le déficit public et cela a déclenché une polémique avec l'Union européenne. Comme vous pouvez l'imaginer, par les temps qui courent, il suffit de faire quelques déclarations irrespectueuses contre les «bureaucrates de Bruxelles» pour recueillir des approbations chez soi.

Mais naturellement, la réalité des rapports de force est tout autre chose. Et d'autre part le petit industriel, qui au comptoir d'un café se dit content d'un gouvernement qui enfin fait «respecter l'Italie», est aussi un épargnant qui possède quelques bons du Trésor. En général le patriotisme de ces couches sociales ne va pas plus loin que la défense de leurs propres biens, et donc le soutien aux rodомontades antieuropéennes de Salvini et Di Maio ne va pas bien loin.

Cela est clair aussi bien pour le chef du gouvernement, Giuseppe Conte, que pour les deux leaders populistes et les ministres de Di Maio et Salvini.

3 La loi Fornero de 2012 a désindexé les pensions de la hausse des prix, porté l'âge légal de départ en retraite à 66 ans et 7 mois en 2018 pour les hommes comme pour les femmes, et préparé le passage à une retraite par capitalisation (note de la rédaction).

Ces jours-ci ils tentent de s'en sortir d'une façon ou d'une autre, en cherchant une solution qui leur permette de sauver la face auprès de leurs électeurs sans créer trop de problèmes au gouvernement du côté de la Commission européenne ou des marchés financiers.

Mais il faut aussi parler des rapports avec la grande bourgeoisie italienne. Aussi bien la Confindustria (équivalent du Medef) que les grands moyens d'information et les quotidiens ont une attitude critique à l'égard du gouvernement. Mais ils font une différence : ils cherchent à s'appuyer sur les liens traditionnels entre la Ligue et la bourgeoisie des petits et moyens industriels du nord. Ils font pression pour une rupture avec le Mouvement cinq étoiles, ou au moins pour une redéfinition des rapports de force à l'intérieur du gouvernement.

Il y a quelques jours, la Confindustria a organisé une manifestation à Turin réunissant, d'après ce qu'elle dit, les

représentants de 65 % du PIB italien. Autrement dit des industriels et des représentants d'associations patronales. L'objectif était de faire pression pour la réalisation de grands chantiers publics, à commencer par le TGV Lyon-Turin. C'est un thème qui crée des frictions avec le Mouvement cinq étoiles et ses électeurs. En effet Cinq étoiles s'est présenté comme le porte-parole politique de tous les mouvements locaux qui s'opposent à ces grands travaux industriels. Mais ils ont déjà dû céder sur la question du gazoduc qui devrait aboutir dans la région des Pouilles. Pour le TGV Lyon-Turin, qui est la grande bataille du mouvement « No Tav », céder serait symboliquement encore plus grave.

Tout semble donc aller dans le sens d'un affaiblissement progressif de Cinq étoiles par rapport à la Ligue. D'autant plus que maintenant les sondages donnent le parti de Salvini devant Cinq étoiles. Il est évident que le vrai sondage, de toute façon, ce sera les élections européennes.

Cependant, pour ce qui concerne les travailleurs, même avec des calculs dignes de l'école primaire, on peut voir que les fonds dédiés au revenu de citoyenneté sont absolument insuffisants pour assurer le niveau de 780 euros par mois qui serait censé protéger les couches les plus pauvres.

D'autre part, même l'abrogation de la loi Fornero qui a été promise se concrétisera par une mesure qui concernerait entre 350 000 et 450 000 personnes, qui pourront choisir une retraite anticipée à condition d'avoir au moins 62 ans et cotisé au moins 38 ans. Mais ils partiront avec une retraite réduite puisque, justement, elle serait considérée comme anticipée.

En substance, alors que la crise ne semble pas du tout résolue et que le chômage continue d'être le problème numéro un pour les familles ouvrières, les mesures sociales de ce soi-disant gouvernement « du changement » se révèlent des mesures bidon.



Conclusions

Le mouvement des gilets jaunes n'est pas fini. Nous verrons ce que ça donne la semaine prochaine. Mais s'il continue, il nous faut saisir toutes les opportunités dans les entreprises tant que le mouvement suscite des discussions, un intérêt politique.

Mais ce n'est pas le plus important. Il faut se persuader que la prolongation de la crise économique et sa probable aggravation ne peuvent qu'aggraver la crise sociale. Cette crise peut prendre des formes imprévues et imprévisibles. Elle passera inévitablement par des phases qui mélangeront des catégories sociales très diverses, avec des objectifs très différents.

Au milieu de cette contestation multiforme, il nous faut intervenir systématiquement en avançant une politique correspondant aux intérêts de la classe ouvrière. Mais il nous faut aussi montrer en quoi cette politique répond aussi aux problèmes de la majorité de la société.

La classe capitaliste continuera à intensifier l'exploitation sous toutes ses formes: l'exploitation au sens propre du terme, fabrication de la plus-value dans la production; mais aussi aggravation indirecte par le biais de l'État, c'est-à-dire que, pour aider la couche la plus riche de la bourgeoisie, l'État trouvera mille subterfuges pour prélever sur les classes populaires (impôts, taxes, etc.) et pour faire des économies sur les services publics, notamment ceux les plus

utiles aux classes populaires en général et aux salariés en particulier.

Dans un pays comme la France, avec son étatisme poussé, les services publics et les protections sociales ont été conçus surtout dans la période de l'après-guerre, en dernier ressort pour permettre aux capitalistes de payer des salaires plus bas. C'est sous cet angle-là que nous défendons ceux des

services publics qui sont utiles à la population: en réalité, ils participent du pouvoir d'achat des salariés. Ils constituent un complément où l'État prend en charge une partie de ce que la bourgeoisie devrait nous payer.

Il faut comparer avec les États-Unis où, historiquement les choses se sont passées un peu différemment. Pendant de longues années après la guerre, les États-Unis, c'était



« L'Amérique »... Les salaires étaient plus élevés, permettant au moins à l'aristocratie ouvrière de mieux se soigner mais en payant, ou d'envoyer ses enfants étudier à l'université, bien qu'en payant toujours des sommes importantes (aujourd'hui de l'ordre de 50 000 dollars par an). Ici-même, en France, l'éducation coûte déjà de plus en plus cher au fur et à mesure qu'on passe de l'école élémentaire au collège, puis au lycée et à l'enseignement supérieur. Il y a les livres, les fournitures scolaires, voire aujourd'hui, à partir d'un certain niveau, les ordinateurs et les tablettes, sans parler de l'habillement. Ce n'est pas pour rien que même si, grâce à l'État, l'enseignement s'est relativement démocratisé, il y a de moins en moins d'enfants d'ouvriers, plus généralement d'enfants de pauvres, au fur et à mesure qu'on avance dans l'enseignement supérieur. Et, même par rapport à cette situation, ceux qui nous gouvernent feront marche arrière, comme l'indique ce contre quoi protestent, à juste titre, les étudiants : faire payer les étudiants étrangers « extracommunautaires ». C'est d'autant plus odieux qu'ils sont originaires pour l'essentiel des anciennes colonies de l'impérialisme français. L'expression « enseignement gratuit » a sans doute un sens, comparé aux États-Unis, mais c'est une notion toute relative et de plus en plus dénaturée, progressivement ou brutalement.

Il en va de même pour le système médical. Privilège des pays riches – riches grâce au pillage et à la misère des pays sous-développés –, l'État a pris partiellement en charge, en France comme dans la plupart des pays impérialistes d'Europe, ces deux postes importants que sont la santé et l'éducation. Ou, pour ce qui est des soins, il les a mutualisés par

le biais de la Sécurité sociale. Pris en charge par l'État, c'est une façon de parler, car l'État se contente de gérer les salaires différés des travailleurs. Non seulement, contrairement à l'éducation, cela ne coûte rien à l'État, mais c'est l'État qui tape dans la cagnotte pour financer en partie le système hospitalier qui devrait être de son ressort.

Cet aspect de l'étatisme, qui permettait à la bourgeoisie de payer des salaires plus bas, est depuis des années de plus en plus remis en cause pour aller au-devant de ses intérêts à court terme, quitte à compromettre certains de ses intérêts à plus long terme. Pour garder la cagnotte pour la bourgeoisie, l'État favorise les cliniques privées ou plus généralement la médecine privée, vide les caisses de la Sécurité sociale ou fait des économies sur les médicaments, sur certains types de soins, etc. Nous en avons l'illustration en ce moment même, non pas tant par le mouvement des gilets jaunes qu'avec les raisons profondes qui l'ont déclenché. Derrière le sentiment qui s'exprime si largement et sous la forme de « notre pouvoir d'achat ne nous permet plus de vivre », il y a en réalité l'exploitation capitaliste. Mais l'exploitation en elle-même, le fait d'être obligé de se vendre pour un salaire, n'est pas ressentie par l'écrasante majorité des salariés eux-mêmes comme injuste. « Il faut bien travailler pour gagner sa vie » ! Et c'est quand on n'a pas de travail qu'on a des problèmes.

En revanche, les prélèvements de l'État, les impôts et les taxes qui augmentent, les salaires différés qui sont détournés alors que les services publics utiles à la population reculent, sont ressentis comme une arnaque.

Au temps de l'esclavage, au sens moderne du terme, cet

ordre social était admis par les esclaves eux-mêmes car c'était la norme sociale. Mais la nourriture insuffisante, l'attitude du maître plus violent que d'autres, et bien d'autres aspects quotidiens de l'esclavage, pouvaient être ressentis comme des injustices et provoquer des révoltes. Sur le cuirassé *Potemkine*, le sort des matelots sur leur bateau était jour après jour un quasi-esclavage qui ne suscitait pas de révolte. Mais les asticots dans la viande, si !

Et, pour élargir le problème qui est celui du gouvernement en ce moment, ce n'est pas seulement Macron et son attitude « jupitérienne », c'est-à-dire méprisante pour la population, qui ont conduit à la contestation. Macron et sa clique ont focalisé la haine sur eux-mêmes. Mais ce qui est plus dangereux pour la bourgeoisie, c'est la déconsidération de l'État lui-même. Le noyau, le cœur de l'État, est, pour reprendre l'expression d'Engels, « une bande d'hommes armés ». Mais si l'État et ses institutions tiennent, ce n'est pas seulement par la brutalité et la violence. C'est aussi parce que la société de classe qui est la nôtre a besoin d'arbitres et ne peut pas se passer de l'État. Et en temps normal, ce rôle d'arbitre dans un tas de domaines bénéficie d'une certaine autorité, voire d'un certain respect, aussi nombreuses puissent être les critiques sur tel ou tel aspect de son fonctionnement (justice partielle, comportement de la police, etc.).

Au-delà de la crise de l'alternance qu'on a vu se manifester il y a déjà plusieurs années, et dont Macron a su profiter pour se hisser au pouvoir, c'est la bourgeoisie elle-même, avec son avidité, ses exigences à l'égard de ses serviteurs de la politique et de l'administration, qui compromet l'autorité de l'État.

ENCORE À PROPOS
DU MOUVEMENT
DES GILETS JAUNES

De nombreux camarades sont allés sur le terrain et ont trouvé les mots pour défendre notre politique auprès de ceux des nôtres qui ont été mobilisés dans ce mouvement limité et confus. Encore une fois, tout mouvement, surtout à ses débuts, est confus, avec une multitude d'aspects contradictoires, y compris un mouvement d'une tout autre ampleur que la mobilisation des gilets jaunes.

Même la révolution russe, dans sa première phase, c'est-à-dire lorsque la manifestation des femmes s'est transformée en une révolte dont l'objectif était le renversement du tsar, a bénéficié d'une sorte d'unanimité. Même une partie de la haute noblesse voulait se débarrasser du tsar. Cela a commencé par l'élimination, au plein sens du terme, de Raspoutine, âme damnée de la famille du tsar. Et plus encore, peut-être, les puissances occidentales, les impérialismes français et britannique notamment.

La classe ouvrière russe trouva rapidement son chemin dans les faits, si ce n'était encore dans une conscience claire de ses tâches, en parvenant à l'emporter sur les forces de répression, en commençant à décomposer l'armée et, surtout, en reconstituant les conseils ouvriers, les soviets, en puisant dans ses propres expériences de 1905. Mais, même en Russie, la classe ouvrière a mis plusieurs mois à trouver le chemin. Elle l'a trouvé grâce au Parti bolchevique et à sa politique.

À ce propos, voici ce qu'un texte de Lénine consacré à l'insurrection irlandaise de 1916 disait :

« Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolution-

naire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution.

La révolution russe de 1905 a été une révolution démocratique bourgeoise. Elle a consisté en une série de batailles livrées par toutes les classes, groupes et éléments mécontents de la population. Parmi eux, il y avait des masses aux préjugés les plus barbares, luttant pour les objectifs les plus vagues et les plus fantastiques, il y avait des groupuscules qui recevaient de l'argent japonais, il y avait des spéculateurs et des aventuriers, etc. Objectivement, le mouvement des masses ébranlait le tsarisme et frayait la voie à la démocratie, et c'est pourquoi les ouvriers conscients étaient à sa tête.

*La révolution socialiste en Europe ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement – sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible – et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. [...] L'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera la vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les trusts haïs de tous (bien que pour des raisons différentes !) et réaliser d'autres mesures dictatoriales dont l'ensemble aura pour résultat le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme, lequel ne "s'épure" pas d'emblée, tant s'en faut, des scories petites-bourgeoises.» (Lénine, « L'insurrection irlandaise de 1916 », dans *Bilan d'une discussion sur le droit des na-**

tions à disposer d'elles-mêmes, 1916).

Nous ne pouvons pas nous orienter dans les événements, si limités soient-ils, sans comprendre ces phases aiguës de la lutte de classe que sont les périodes révolutionnaires et qui font partie de notre culture politique.

Ce mouvement des gilets jaunes a été, comme nous l'avons dit, une piqûre de rappel sur notre raison d'être d'organisation communiste révolutionnaire. C'était aussi une occasion de mesurer la capacité militante de nos camarades, leur volonté militante, leur enthousiasme. La majorité de nos camarades y ont fait face et, lorsqu'ils sont allés sur le terrain, ils ont découvert la multitude d'initiatives que les gens sont capables de prendre dans un tas de domaines. Ceux d'entre nous qui ont connu des grèves ont fait cette expérience et savent à quel point un mouvement collectif, même limité, fait sortir ceux qui y participent des cadres habituels de la résignation et de l'inaction. Ces initiatives multiples ont poussé nos propres militants à réfléchir, à prendre des initiatives non seulement pour trouver les mots pour défendre nos idées politiques, mais aussi, parfois, pour proposer des actions qui allaient dans le sens de nos idées. [...]

Il ne faut pas croire que la routine, même celle d'une organisation communiste révolutionnaire en période de relative paix sociale, remplace l'enthousiasme, la volonté d'agir, l'inventivité du militant en période de grèves, de montées ouvrières et, à plus forte raison, de révolution. Sur un plan très général, la routine est aux antipodes du comportement révolutionnaire ! La stabilité de l'ordre social capitaliste ne repose pas sur les forces de répression. Encore que ceux qui nous gouvernent savent y



« Non à la fermeture du guichet SNCF ». Devant la gare de Commentry (Allier) le 8 septembre 2018.

faire appel en cas de besoin. Nous l'avons vu récemment sur les Champs-Élysées, comme au moment de la bagarre des travailleurs de Goodyear, etc. Mais l'État ne les sort pas si souvent que cela car l'efficacité des forces de répression est limitée, et leur utilisation peut avoir l'effet exactement contraire à ce que les gouvernants en escomptent. Ce qui se passe en ce moment en Haïti l'illustre.

Au jour le jour, l'ordre social repose, dans une large mesure, sur la routine, sur l'acceptation passive de l'exploitation et de l'oppression transmise aux exploités par les exploités et leurs institutions. Rapportant des discussions autour du mouvement des gilets jaunes dans un milieu plutôt petit-bourgeois apparemment touché dans son pouvoir d'achat, un camarade a constaté les réactions à *« l'incohérence du système avec la fermeture des petites lignes de train, la fermeture des services publics qui provoque des déplacements, les distances causées par les prix des logements, l'idée que la plupart des gens sont contraints d'habiter de plus*

en plus loin » et tout cela les a poussés *« à regarder la mobilisation avec une certaine sympathie, même si l'une se demandait ce que cela pouvait donner à l'avenir »*. Ce type de discussion et la prise de conscience de l'anarchie du système capitaliste sont des indices. Dans quelle mesure la jeunesse lycéenne ou étudiante a-t-elle eu les mêmes réactions? Tout cela nous permet de discuter d'emblée de la nécessité d'une autre organisation sociale.

Eh oui, l'économie capitaliste est fondée sur l'exploitation, avec tout ce qui en découle : l'inégalité sociale, la pauvreté qui s'aggrave, en même temps que s'accroît la richesse d'une minorité. Mais elle est aussi fondée sur la concurrence, sur l'absence de planification, sur la contradiction de plus en plus flagrante entre l'intérêt collectif, l'intérêt social et les intérêts individuels. Sans la collectivisation de l'économie, qui exige de mettre fin à l'appropriation individuelle des moyens de production, l'économie est condamnée en permanence à l'agitation désordon-

née des intérêts individuels. Et cette agitation découlant de la propriété privée est forcément anarchique, aberrante, folle. Les décisions qui finissent par prévaloir sont évidemment les desiderata des plus puissants parmi les puissances de l'argent, mais qui sont, elles aussi, en rivalité permanente les unes avec les autres.

Dans ce genre de discussion, il faut commencer en quelque sorte par la fin : parler de planification, expliquer comment la propriété privée et la concurrence rendent la société incapable de gérer les problèmes les plus quotidiens, les problèmes écologiques comme les autres. Une émission de France Inter posait récemment à tous ses invités interviewés la question : *« Quel est votre geste quotidien pour préserver l'humanité du réchauffement climatique ? »* Parmi ces invités, il y avait des ministres, c'est-à-dire des gens qui sont censés diriger le pays. Une des plus en vue, confrontée à la question, a donné comme réponse : *« Depuis trente ans, je ne prends pas de bain, mais bien sûr je prends des douches ! »*

Mieux encore: «*J'éteins la lumière quand je quitte une pièce de mon logement*»... Un salarié qui en fait autant (prendre des douches et éteindre la lumière) ne le fait pas forcément par préoccupation écologique, mais par souci d'économies. Mais il faut se rendre compte de la dinguerie de cette réponse! L'invitée, une ministre avec le pouvoir que cela implique, impuissante à s'en prendre aux grandes entreprises polluées, Total en tête, prêche pour des gestes quotidiens. Cela revient à rendre responsables de la dégradation du climat les petites gens, les prolos, les chômeurs... Et pourquoi pas les vaches, pour les raisons que l'on sait...?

* * *

Dans l'apprentissage politique des manifestations des gilets jaunes, on peut bien sûr considérer que cela en est un, d'apprentissage, le cri unanime «*Macron démission*». Encore que la haine dont cela a été l'expression n'a fait que se manifester en cette occasion et ne date pas de la taxation du gasoil. Mais, surtout, la prise de conscience que cela exprime a ses limites extrêmement étroites. Une fois de plus, c'est l'illustration du fait que, derrière la muleta rouge, le taureau ne voit pas l'épée du matador.

La caste politique et, dans une démocratie bourgeoise, en premier lieu le président de la République, jouent le rôle de fusible pour préserver l'ordre social, c'est-à-dire la domination de la classe capitaliste. Même dans le passé, au temps des monarchies plus ou moins absolues de l'Ancien Régime, les rois jouaient, en dernier ressort, ce rôle. Cela n'arrivait pas très souvent, mais quand la haine s'accumulait, cela finissait par se retourner contre le roi. Et, entre l'Angleterre et la France, il y en eut au moins deux qui en perdirent la tête (si on peut dire)! L'avantage de la démo-

cratie bourgeoise, son côté «soft» comme disent les anglophones, c'est qu'on a remplacé la guillotine par les urnes. Les élections sont faites pour se débarrasser de celui qui est à la tête de l'État, pour que la domination de la classe dominante perdure. C'est pourquoi un des aspects de nos activités de révolutionnaires consiste à montrer en permanence qui tire les ficelles ou, plus exactement, qui domine la société, quelle classe est derrière le bonhomme qui occupe l'Élysée. [...]

LES PROBLÈMES POSÉS PAR LES COMITÉS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES (CSE)

Profitons de l'occasion pour évoquer notre attitude vis-à-vis des CSE. Les ordonnances travail de 2017 ont regroupé toutes les fonctions de délégués élus, avec pour effet de réduire considérablement leur nombre et de vider définitivement la fonction de délégué du personnel de la signification qu'elle avait depuis son origine. Des camarades ont soulevé le problème puisqu'ils sont confrontés en ce moment au dilemme de la signature ou pas du protocole d'accord concernant les élections qui viennent.

Nos camarades délégués auront sans doute, sous des formes variées, le même problème partout. Moins de délégués posera des problèmes partout où les camarades militent. Là où ils ont peu de responsabilités syndicales, cela pose le problème de leur présence ou pas sur la liste réduite. Et là où ils ont des responsabilités dans le fonctionnement du syndicat, cela pose la question de comment répartir les postes de délégués, etc. S'agissant de postes électifs dans l'entreprise, nous sommes pour que les camarades se présentent, ne serait-ce que pour vérifier l'influence qu'ils ont auprès des travailleurs, aussi faussé que soit le thermomètre.

Il n'est pas question d'entrer ici dans la cuisine syndicale qui a bien des aspects peu reluisants. Aux camarades concernés de se débrouiller en fonction de leur influence, du rapport de force, des liens qu'ils ont avec les uns et avec les autres, etc.

Venons-en à l'aspect politique.

Dans le passé, signer un protocole d'accord d'un type d'élection, plus ou moins entré dans les mœurs depuis longtemps, ne nous posait pas un problème de principe. C'était un des rares accords que nous pouvions signer. Mais nous ne sommes plus dans la même situation. Les ordonnances travail sont une attaque en règle. Elles ne tombent pas du ciel. La fonction de délégué du personnel a été imposée par la loi en 1936. Elle représentait à l'époque l'expression d'un rapport de force avec le patronat, qui lui a imposé une certaine protection des délégués choisis par les travailleurs eux-mêmes. Par la suite, se sont ajoutées bien d'autres fonctions concédées à la bureaucratie syndicale en 1945-1946, avec les représentants au comité d'entreprise qui était un organisme de collaboration de classe. Ont été adjoints au fil du temps et des bagarres d'autres types de délégués dont ceux du CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, en 1982), élus au deuxième degré par les syndicats. La boucle est bouclée avec les ordonnances Macron qui finissent de transformer toute fonction élue en rouage de la collaboration de classe.

Il ne faut pas se dire que, maintenant que c'est devenu une loi, elle s'appliquera, quoi qu'on en dise, à tout le monde et que nous serons bien obligés de nous y soumettre, comme pour tout un tas d'autres lois iniques. En effet, nous sommes dans la période où elle est en train d'être mise en œuvre, et il ne faut pas accepter que cela passe

Fusion des instances représentatives du personnel



comme une lettre à la poste, en particulier dans les grandes entreprises. Au moins à la première élection, il faudrait que nous refusions le chantage auquel la direction soumet les syndicats, à savoir que là où la loi prévoit 25 places, la direction en offre 25 supplémentaires si le syndicat signe le protocole d'accord. Ce n'est pas LO qui prend de toute façon la décision, cela doit être les syndiqués. Mais il faut chercher à convaincre les autres militants du comment et du pourquoi il faut refuser cette loi. Si la majorité des syndiqués décident de signer, le syndicat signera le protocole mais nous, nous aurons d'abord montré aux militants de toutes tendances et, par-delà, à l'ensemble des tra-

vailleurs, notre rejet de cette loi.

Le problème posé n'est pas seulement de signer ou pas, c'est surtout la bagarre que nous menons autour de cette question. Elle permet de nous expliquer sur la différence que nous faisons entre les délégués représentant les travailleurs et les autres formes qui sont venues se greffer dessus et qui sont des organismes de collaboration de classe. Cela nous permet aussi de nous expliquer sur la fonction des délégués à proprement parler, c'est-à-dire élus par les travailleurs pour les représenter et pas, comme les délégués au CE ou aux conseils d'administration, pour être la cinquième roue du carrosse de la direction, chargée

de faire cautionner la politique des patrons.

Cela nous permet aussi d'expliquer que nous sommes pour que les délégués soient élus et révocables à tout moment. Expliquer aussi notre opposition au monopole syndical pour la présentation des délégués. C'est aux travailleurs de décider démocratiquement qui les représente. Pas à l'État. Pas même aux appareils syndicaux. Il s'agit de mener, dans un cadre syndical certes, une campagne politique, une bagarre politique, et pas se noyer dans un casse-tête pour répartir 20 postes entre 30 candidats. Il s'agit de faire de la politique, et pas, comme disait Trotsky, pour gérer l'intégration des syndicats dans l'État et la subordination de celui-ci au grand patronat. Au moment où les relevés d'ADN commencent à se généraliser, il était juste, pour un militant ouvrier interpellé à l'occasion d'une grève ou d'une manifestation, de refuser de donner son ADN. Au fur et à mesure que cela entrera dans les mœurs, comme les empreintes digitales, cela aura moins d'importance.

Cela dit en passant, il n'est pas dit que les efforts des gouvernements pour dénaturer le rôle des délégués, pour les transformer en porte-voix des patrons, pour les couper des travailleurs, pour les compromettre dans la collaboration de classe, ne vont pas revenir comme un boomerang dans la gueule du patronat. Pour citer d'abord le passé, à la fois la grève de 1936 et les occupations d'usines, le patronat a bien dû regretter d'avoir viré tous les syndicalistes, y compris les plus mous, susceptibles de s'opposer au radicalisme croissant des travailleurs en lutte.

Et, en ce moment, on voit bien le problème du gouvernement avec les gilets jaunes. Comment trouver des interlocuteurs (c'est-à-dire ceux qui l'aideraient à enterrer le mou-

vement) avec qui négocier ? Si la nouvelle loi entre dans les mœurs, nous ferons quand même le travail, comme l'ont fait les militants du mouvement ouvrier avant que cette loi de protection existe. Si nos camarades ne se font pas élire comme délégués au CSE, avec la protection que cela implique, ils auront à faire le travail sans cette protection. Cela changera bien des choses dans notre façon de travailler. Il faudra que nous apprenions à le faire. Mais, après tout, plusieurs générations de militants ouvriers ont su le faire dans le passé. Et c'est en grande partie grâce à leur activité que la bourgeoisie a fini par consentir quelques protections ô combien limitées aux délégués, même si cette protection elle-même a fini par devenir un moyen d'intégrer les syndicats dans l'État.

Rappelons que c'est l'ensemble de la classe ouvrière, et pas seulement la petite minorité de délégués et militants, qui subit le recul avec la substitution des travailleurs en CDI par des précaires en tout genre. Mais cela ne doit pas nous faire négliger l'importance de mener la bagarre au moment où on veut forcer la main des syndicats par le chantage et les amener à signer des protocoles qui, dans le contexte d'aujourd'hui, signifient accord et acceptation.

POUR CONCLURE

Dans l'immédiat, tant que dure le mouvement des gilets jaunes, il nous faut en profiter pour discuter, discuter, discuter, avec le maximum de travailleurs, ceux qu'on côtoie dans les différents blocages et surtout dans les entreprises. Il nous faut défendre notre politique, non seulement contre des adversaires, mais contre le scepticisme ou le désintérêt des nôtres.

Il n'est pas certain qu'on l'ait

fait au maximum de nos possibilités. On sait, bien sûr, que c'est justement dans les grosses entreprises, dont les travailleurs sont pourtant bien mieux organisés par la classe capitaliste elle-même que les retraités, les chômeurs ou les ouvriers des petites entreprises, que le climat est le moins chaud. C'est là où se passeront les choses décisives. Décisives non pas forcément pour transformer un mouvement, pour le moment très limité, en une chose qu'il n'est pas. Mais, au moins, pour conduire les travailleurs à une certaine prise de conscience qui pourrait servir pour les luttes futures.

Encore une fois, nous ne savons rien de l'avenir du mouvement, même à très court terme. Mais s'il dure, il ne faut pas que les camarades manquent l'occasion de faire même le travail syndical de façon révolutionnaire. Les travailleurs des grandes boîtes ne sont pas mobilisés, ou en tout cas pas encore. Mais ils réfléchissent et discutent. Individuellement ou dans nos syndicats, nous devons chercher à entraîner les militants avec qui on milite toute l'année pour faire un travail de fourmi, pour faire réfléchir les travailleurs en vue de les mobiliser. Expliquer aux travailleurs qui vont sur les ronds-points que c'est la facilité et que cela ne suffit pas. Et si cela peut apparaître efficace si on considère le recul du gouvernement, cela ne l'est pas à plus long terme. Il faut donc foncer intelligemment et consciemment, entraîner les militants, réunir les travailleurs dont l'intérêt est plus fort en ce moment. Il nous faut trouver des arguments pour exprimer nous-mêmes avec colère leur mécontentement. Et mettre sur la table la mobilisation nécessaire et incontournable, car si on ne se mobilise pas, les capitalistes vont nous faire crever.

Il faut y aller avec un langage offensif et dire clairement que la seule solution, c'est de se mobiliser même si les travailleurs ne sont pas prêts aujourd'hui, car cela peut changer vite. Et dans les échéances les plus proches, il faut se saisir de la proposition de la CGT pour le 14 décembre. Ce qu'elle a fait le 1^{er} décembre était proprement ridicule : la direction confédérale a saboté la manifestation nationale à laquelle elle avait appelé...

Dans le contexte d'aujourd'hui, une ou deux grosses entreprises se mettant en bagarre et posant le problème des salaires, ce serait un grand pas en avant. Pour ne prendre que cet aspect des choses, les représentants politiques de la bourgeoisie se plaignent parce que les gilets jaunes ne savent pas s'organiser suffisamment pour faire émerger des leaders capables de les représenter face aux autorités. Bien sûr que les préoccupations des représentants de la bourgeoisie sont à l'opposé de nos préoccupations. Ils veulent des représentants pour les aider à enterrer le mouvement. Nous voulons des responsables qui le poussent jusqu'au bout de ses possibilités.

Dans le passé, dans des situations sociales agitées, les travailleurs ont su faire surgir des comités de toutes sortes, dont la forme la plus accomplie était les conseils ouvriers ou les soviets, inventés par les travailleurs russes en 1905 et qui leur ont permis de prendre le pouvoir en 1917. Une forme d'organisation comparable ne peut surgir que de grandes entreprises. Une grande entreprise en grève démocratiquement menée, c'est-à-dire où les décisions sont prises en assemblée générale, peut et doit élire un comité de grève. Dès que le comité existe, il peut se transformer très naturellement en organisation de tous les travailleurs en lutte,

qu'ils soient d'une grande entreprise, ou d'une petite, ou chômeurs, ou retraités.

Nous ne disons pas que le mouvement actuel a une quelconque chance de déboucher sur de tels comités. L'idée même en est saugrenue tant qu'au moins un certain nombre d'entreprises ne sont pas en lutte. Mais il faudrait que nos camarades soient conscients de l'étape suivante et qu'ils fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour s'en rapprocher.

Enfin, par-delà le mouvement en cours, il faut être conscient que la situation actuelle est riche d'un certain nombre de potentialités, y compris des pires. Il peut contribuer à éveiller les travailleurs des grandes entreprises, mais il peut aussi donner une certaine base populaire à un mouvement d'extrême droite qui ne

soit plus seulement purement électoral. Nous en envisageons l'éventualité depuis plusieurs années avec l'aggravation de la crise et avec la montée de la démoralisation telles que les travailleurs se tournent, au moins électoralement, vers Le Pen et compagnie. En sachant d'ailleurs qu'un véritable mouvement fascisant ne surgira pas nécessairement du Rassemblement national ou d'une Marine Le Pen bien trop installée dans la vie des institutions politiques, mais peut-être d'autres partis ou personnes.

Il ne s'agit pas de spéculer sur les chances de telle ou telle éventualité. Il s'agit de militer autour de nos idées et de notre politique. Et pour le faire, de se renforcer en militants, d'accroître notre influence. Il s'agit d'intervenir par les actes lorsqu'on le peut, et par la parole

dans tous les cas, en sachant que le compte à rebours est peut-être déjà lancé... À sa façon, avec ses contradictions, avec ses limites, le mouvement des gilets jaunes confirme la validité de nos idées. Notre politique n'est certainement pas reprise par une partie significative des travailleurs dans les grandes entreprises, mais nous ne passons pas pour des Martiens en la défendant. Si nous faisons sérieusement notre travail, cela peut se traduire par un accroissement de notre audience. C'est une façon importante d'avancer sur le chemin de la construction du parti.

Alors, camarades, bon courage pour l'activité! Ayons de la détermination et de l'enthousiasme dans ce que nous faisons et, surtout, pour ce que nous devons faire!



Lors d'une manifestation interprofessionnelle, le 28 juin 2018, à Paris.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Brésil: des révoltes d'esclaves aux luttes du prolétariat (n° 153, 16 février 2018)
- Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement? (n° 101, 27 janvier 2006)

RÉVOLUTION RUSSE

POUR CHANGER LE MONDE, LES TRAVAILLEURS AU POUVOIR

- Texte des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud au meeting du 20 octobre 2017 à la Mutualité (n° 150)

- 80 ans après la fondation de la IV^e Internationale, le trotskysme seul programme pour l'émancipation des exploités (n° 156, 19 octobre 2018)



- Un siècle après la révolution d'Octobre, la Russie à l'heure du capitalisme décadent (n° 155, 15 juin 2018)

IDÉES/HISTOIRE

- L'explosion sociale de Mai-Juin 68 (n° 154, 13 avril 2018)
- États-Unis: les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière (n° 148, 18 novembre 2016)
- Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme (n° 147, 10 juin 2016)
- Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales » ? (n° 146, 8 avril 2016)
- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)
- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines (n° 131, 22 février 2013)
- La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement (n°126, 13 mai 2011)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)
- La décroissance: faire avancer la société à reculons (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant cinq timbres à 0,80 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983.
Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver *Lutte de classe*?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché-aux-poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

Tabac-Pressé Le Marigny
47, rue des Arènes

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

SAINT-ETIENNE

Librairie Mauvais genre
11, rue Léon-Nautin

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203
<http://www.the-spark.net>



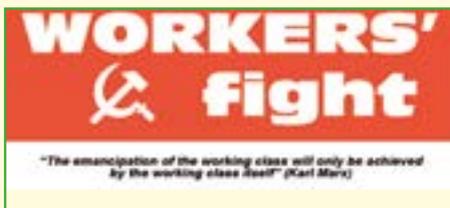
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



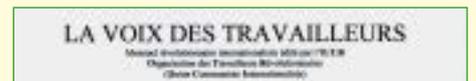
Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linernazionale.it> - contact
e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>